



*République de Côte d'Ivoire
 Union-Discipline-Travail*

**PLAN NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT
PND 2016 - 2020**



SEPTEMBRE 2015

TOME 3

MATRICES D' ACTIONS PRIORITAIRES

CADRE DE RÉSULTATS

RESULTAT STRATEGIQUE 1: RENFORCEMENT DE LA QUALITE DES INSTITUTIONS ET DE LA GOUVERNANCE

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
RESULTAT D'IMPACT : Des institutions de qualité existent dans un contexte de gouvernance améliorée	Niveau de la qualité des Institutions/CPIA (B=AD; C=AD); indicateurs Moh Ibrahim (2014 B= 40 ème sur 52 pays Africains; C= 20 ème en 2020)	Rapport CPIA (BM) Rapport Moh Ibrahim		2 550 461	743 162	507 686	453 220	435 273	411 120
EFFET 1 : La cohésion sociale et l'unité nationale sont renforcées	Nombre de conflits inter et/ou intra communautaire (s) (B=AD; C=AD)	Rapports du corps préfectoral; rapports des forces de sécurité; rapports d'enquête		88 160	18 165	17 740	17 460	17 285	17 510
EXTRANT : 1.1: Un climat de confiance et de paix est instauré au sein des populations	Niveau de perception des populations aux actions de cohésion et de réconciliation	Rapport d'activités Rapport d'études		83 440	17 115	16 790	16 640	16 435	16 460
Action 1: Renforcer le cadre juridique en vue de promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation nationale	Loi et textes relatifs à la cohésion sociale pris et vulgarisés.	Rapport d'activités	PNCS	500	100	100	100	100	100
Action 2: Renforcer le dialogue socio-sécuritaire (armée-population-police)	Nombre de plate forme fonctionnelle de concertation Police/Population mise en place/Nombre d'activités socio-culturelles de rapprochement organisées	Rapport d'activités	PNCS / MINDEF	1 000	250	175	175	225	175
Action 3: Créer et renforcer les capacités techniques et opérationnelles des infrastructures de paix.	Nombre de structures de paix et de cohésion sociale redynamisées. Nombre de structures de paix et de cohésion fonctionnelles.	Rapport d'activités	PNCS	800	300	200	100	100	100
Action 4: Renforcer les capacités en matière de dialogue, prévention, de médiation, résolution des conflits.	Nombre de formations organisées en gestion pacifique des conflits. Nombre de conflits gérés par les organisations à la base.	Rapport d'activités	PNCS	500	100	100	100	100	100
Action 5: Promouvoir les valeurs de la cohésion, de la paix et de la coexistence pacifique	Nombre de campagne de sensibilisation à la paix et à la cohésion sociale organisées en régions./Nombre de plates formes de concertations fonctionnelles mise en place	Rapport d'activités	PNCS	3 175	700	600	600	600	675
Action 6: Fournir une aide d'urgence et ponctuelle aux personnes en situation précaire du fait des conflits armés et autres catastrophes	Nombre de personnes vulnérables pris en charge/Nombre d'institutions de prise en charge des personnes vulnérables soutenues.	Rapport d'activités	PNCS	600	200	100	100	100	100
Action 7: Développer des activités économiques de rapprochement au profit des communautés divisées et des personnes vulnérables du fait des conflits	Nombre de communautés divisées réalisant des activités économiques de rapprochement Nombre de personnes vulnérables bénéficiaires des activités économiques	Rapport d'activités Rapport d'enquête	PNCS	800	200	150	150	150	150
Action 8: Renforcer les mécanismes de prévention, de gestion et de résolution des conflits et crises	Nombre de mécanismes opérationnels	Rapport de suivi Rapport d'évaluation	MSFFE	500	100	200	150	25	25

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 9: Préparer l'indemnisation des victimes des crises passées	Existence du formulaire d'audition des victimes sous forme de fichier informatique ; Existence d'une classification des dossiers matérialisés par des couleurs ; Existence d'une liste consolidée des victimes; Document indicatif des natures d'indemnisations en fonction des types de violations	Production d'une liste exhaustive des victimes et sans doublon;	CONARIV	565	165	165	165	35	35
Action 10: Assurer la prise en charge communautaire et individuelle des préjudices des crises passées.	Nombre de victimes et ayants droits de victimes bénéficiaires des mesures de réparation	Rapport d'activités	PNCS	75 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
EXTRANT1.2 : Les conditions pour la promotion du comportement civique citoyen favorables à l'émergence sont réunies	Proportion de la population qui connaît les valeurs citoyennes et civiques (B=AD; C=AD) Taux de participation aux élections (B= AD; C=AD)	Rapports d'études		4 720	1 050	950	820	850	1 050
Action 1: Promouvoir le respect des différences et des valeurs démocratiques .	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées Nombre de personnes touchées dans les régions	Rapport d'activités	PNCS	2 000	500	400	300	300	500
Action 2: Renforcer les capacités des populations pour une prise de conscience de leurs devoirs envers la société et les institutions	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées, Nombre de personnes touchées dans les régions	Rapport d'activités	PNCS	1 500	300	300	300	300	300
Action 3: Renforcer le sentiment d'appartenance à la nation et de solidarité au sein des populations	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées Nombre de personnes touchées dans les régions	Rapport d'activités	PNCS	500	100	100	100	100	100
Action 4: Concevoir et mettre en œuvre un plan de communication sur la culture civique et les valeurs	Nombre de campagnes de sensibilisation sur les valeurs républicaines et formation dans les écoles et universités	Rapport d'activités	CONARIV	720	150	150	120	150	150
EFFET 2 : La confiance aux institutions de défense et de sécurité est restaurée	Proportion de la population ayant confiance aux institutions de défense et de sécurité (B=AD; C=AD); indice de sécurité (UN) (B=2; C=AD)	Rapport d'enquête		210 954	36 400	46 772	41 661	47 659	38 463
EXTRANT : 2.1: Le cadre institutionnel, légal et réglementaire en matière de Sécurité Intérieure et de Défense est renforcée	Nombre de textes appliqués par rapport aux textes pris (B=AD;C=AD); nombre de textes réglementaires sur les ALPC harmonisés, reproduits et diffusés (B=AD; C=AD); nombre de textes de lois pris et promulgués (B=AD; C=AD)	Rapport d'activité du Ministère en charge de la Défense; Décrets, textes et Rapport de sondage et d'inspection		325	166	82	52	17	8
Action 1: Renforcer le cadre institutionnel, légal et réglementaire de l'Armée et de la Gendarmerie Nationale	Nombre de textes appliqués par rapport aux textes pris	Rapport d'activité du Ministère en charge de la Défense	Minidef/CAB+DAALM, EMG/BEGR	-	-	-	-	-	-
Action 2: Renforcer le cadre législatif et réglementaire sur les ALPC	Nombre de textes règlementaires sur les ALPC harmonisés, reproduits et diffusés	Décrets, textes et Rapport de sondage et d'inspection	MEMIS	130	84	26	9	6	5
Action 3: Adapter les conditions d'exercice de la profession de sécurité privée au cadre législatif	Nombre d'entreprises privées de sécurité qui fonctionnent selon les normes légales et réglementaires	Rapport d'inspection	MEMIS	150	38	56	42	11	3
Action 4: Renforcer le cadre institutionnel et légal de prévention et de gestion des risques et catastrophes	Etude diagnostique disponible et atelier réalisé	Décrets et texte pris	MEMIS	45	45	-	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
EXTRANT : 2.2: Les institutions de défense et de sécurité disposent de ressources humaines de qualité	Niveau de performance des ressources humaines (B=AD; C=AD)	Rapports des ressources humaines		86 250	10 100	21 850	19 600	17 350	17 350
Action 1: Maitriser les effectifs des armées	Ratio de l'effectif réalisé par rapport au format prévu	Rapport d'activité	MINDEF/CAB+DRH, EMG/DORH	42 000	400	10 400	10 400	10 400	10 400
Action 2: Dispenser une formation homogène et complète dans les structures adaptées	Taux de formation réalisée par rapport aux prévisions	Rapport d'activité	MINDEF/CAB+DIRDEF, EMG/DEO	44 250	9 700	11 450	9 200	6 950	6 950
Action 3: Améliorer la politique sociale du militaire et prendre en compte l'assurance risque	Nombre de militaires satisfaits des conditions de vie et de travail	Rapport d'activité	MINDEF/CAB+DSSASA	-	-	-	-	-	-
EXTRANT : 2.3 Les capacités techniques et opérationnelles des institutions de défense et de sécurité sont renforcées	Ratio d'agents de police par habitant (B=AD; C=AD); ratio gendarmes par habitant (B=AD; C=AD); taux de fonctionnalité des casernes et unités; nombre d'équipement acquis et fonctionnel (B=AD; C=AD)	Rapports des ressources humaines		124 379	26 134	24 839	22 009	30 292	21 105
Action 1: Renforcer les moyens structurels de l'armée à l'instar des armées modernes	taux de fonctionnalité des casernes et unités	Rapport d'inspection	MINDEF/CAB+IGA+IGGN+DGEM	375	68	87	74	75	71
Action 2: Faire appliquer le tableau d'effectifs et des dotations			MINDEF/CAB+IGA+IGGN+DGEM	-	-	-	-	-	-
Action 3: Recenser, délimiter, clôturer et établir des certificats de propriété des domaines militaires			MINDEF/CAB+IGA+IGGN+DGEM	500	100	100	100	100	100
Action 4: Réhabiliter et équiper les institutions de sécurité	nombre d'institutions de défense et de sécurité réhabilitées et équipées	Rapport d'inspection	MEMIS	32 819	6 564	6 564	6 564	6 564	6 564
Action 5: Construire de nouvelles infrastructures de sécurité	Nombre de commissariats de circonscription et commissariats d'arrondissement construits	Rapport d'inspection	MEMIS	12 476	2 526	2 526	2 495	2 465	2 465
Action 6: Adapter le dispositif sécuritaire aux nouvelles menaces									
Action 7: Renforcer la capacité des services de sécurité en protection des mineurs	nombre de sessions de formation des agents de police/ pourcentage de services de sécurité équipés et dotes de personnel compétent pour la Protection de l'Enfant	Rapports	MEMIS	316	63	64	63	63	63
Action 8: Moderniser le système de communication de la Police Nationale	nombre de centres aménagés et équipés/Schema directeur système d'information réalisé/ pourcentage de services de Police interconnectés	Rapports	MEMIS	15 960	5 292	2 645	2 645	2 689	2 689
Action 9: Renforcer les capacités structurelles et opérationnelles de la ComNat-ALPC	Une étude et un siège disponibles		MEMIS	855	455	400			
Action 10: Renforcer le contrôle des ALPC avec des méthodes et outils plus adaptés au niveau des frontières	Un scanner mobile est acquis	Rapport d'achat, PV de remise, d'inspection	MEMIS	1 425	193	1 103	43	43	43
Action 11: Renforcer la gouvernance locale de sécurité	Nombre de mécanismes et outils locaux de sécurité mis en place	mécanismes locaux installés; rapports d'activités	MEMIS	4 043	1 917	1 227	665	234	-
Action 12: Renforcer le dispositif de gestion des armes conformément aux normes et standards internationaux	Nombre de sites de stockage sécurisés Nombre d'armes et munitions gérés conformément aux normes et standards internationaux	Rapports; bases de données	MEMIS	620	476	144	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 13: Renforcer les capacités opérationnelles des structures en charge de la protection civile	Nombre d'antennes régionales de protection civile construites et équipées Nombre de centres de secours d'urgence créés sur l'ensemble du territoire	Rapport d'exécution	MEMIS	14 990	1 060	1 060	1 060	10 080	1 730
Action 14: Renforcer la gestion des risques et catastrophes	Proportion de zones à risques sont identifiées sur l'ensemble du territoire /	Rapport d'études / interviews population	MEMIS	3 400	680	680	680	980	380
Action 15: Accroître la participation de la Côte d'Ivoire aux mécanismes de prévention et de gestion des conflits	nombre de participations par rapport au nombre de sollicitations	rapport d'activité du Ministère en charge de la défense	MINDEF/CABINET/EMG	-	-	-	-	-	-
Action 16: Lutter contre l'insécurité numérique	Nombre de cyber-attaque Nombre de plaintes enregistrés	Rapport PLCC/CICERT	MPTIC/MEMIS	-	-	-	-	-	-
Action 17: Renforcer le contrôle des flux des opérateurs de téléphonie			MPTIC/MPMB	3 500	-	1 500	1 000	500	500
Action 18: Protéger les Infrastructures Télécoms/TIC Critiques de l'Etat	Taux d'infrastructures critiques sécurisées	Rapport ARTCI	MPTIC/ARTCI	600	240	240	120	-	-
Action 19: Assurer la sécurité et la protection des personnes et des biens au plan national	l'indice général ivoirien de sécurité	Rapport d'activité du Ministère en charge de la Défense	MINDEF/CABINET	32 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500
EFFET 3 : L'Etat de droit est garanti et la culture démocratique est développée	Niveau de violation des droits de l'homme (B=AD; C=AD); taux de participation des populations aux différents scrutins (B=AD; C=AD); proportion des actes allégués de traitement inhumain puni conformément à la loi	Rapport de CNDHCI; rapport amnesty internationale; HCDH, rapport de sensibilisation et de formation		393 216	144 192	90 394	63 512	51 363	43 755
EXTRANT : 3.1 La transparence, la crédibilité et la régulation des institutions de la république sont renforcées	Score executive opinion survey (B=3,2; 2014/2015; C=6 pour 2020); Classement IPC de transparency international (B=115 sur 175 pays en 2014); (C=80 sur 175 en 2020)	Rapport transparency; rapport Human right		21 809	4 435	4 403	4 587	4 197	4 187
Action 1: Restructurer l'Ecole Nationale d'Administration	Proportion d'usagers satisfaits des réformes de L'ENA	Rapport d'enquête	MFPRA	1 209	245	304	480	100	80
Action 2: Renforcer la prévention et la lutte contre la corruption		*Rapport d'activités de la HABG *Rapport du classement de Transparency International	HABG	10 100	2 048	2 008	2 018	2 008	2 018
Action 3: Créer et rendre fonctionnelles la Haute Cour de Justice, les juridictions suprêmes (Cour de Cassation, Conseil d'Etat)	Texte légal et réglementaire de création adopté; haute juridiction créé et fonctionnel	Journal Officiel	MJDHLP	6 712	1 342	1 344	1 342	1 342	1 342
Action 5: Réaliser la réforme du Conseil Supérieur de la Magistrature			MJDHLP	25	25	-	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 6 : Reforme le statut de la Magistrature			MJDHLP	25	25	-	-	-	-
Action 7: Créer et rendre fonctionnels les tribunaux du commerce à Abidjan Sud, Bouaké et San Pédro			MJDHLP	1 600	320	320	320	320	320
Action 8: Créer et rendre fonctionnels les tribunaux administratifs Abidjan, Bouaké et San Pédro			MJDHLP	1 600	320	320	320	320	320
Action 9: Poursuivre la moralisation du secteur judiciaire	Proportion d'acteurs du système judiciaire respectant l'éthique et la déontologie attachées à leur fonction Proportion de justiciables ayant une perception favorable de la moralisation du secteur judiciaire	Rapports des études Site Web du Ministère de la Justice	MJDHLP	38	10	7	7	7	7
Action 10: Renforcer les capacité matérielles et humaines de l'Inspection Générale des Services Judiciaires et penitentiaires			MJDHLP	500	100	100	100	100	100
Action 11: Renforcer l'Institut National de Formation Judiciaire	Nombre de réformes opérées Conformité des réformes aux standards internationaux (taux de défectuosité des réformes)	Rapport de reunionn de suivi	MJDHLP						
EXTRANT 3.2: Le système judiciaire est accessible aux populations	Ratio magistrat par habitant; proportion d'homme et de femme qui ont accès à la justice; nombre de dossiers traités par les tribunaux de commerce; pourcentage des affaires jugées dans les délais requis	Rapport d'activité		60 793	12 925	14 328	14 175	10 683	8 683
Action 1: Réviser la carte judiciaire	Carte judiciaire révisée	Rapports des études; Site Web du Ministère de la Justice	MJDHLP	4	4				
Action2: Construire et équiper de nouvelles juridictions	Nombre de nouvelles juridictions construites et équipées.	Rapports des réunions de suivi	MJDHLP	10 918	2 184	2 184	2 184	2 184	2 184
Action 3: Réhabiliter et équiper les cours et tribunaux	Nombre de juridictions réhabilitées Nombre de nouvelles juridictions équipées.	Rapports des réunions de suivi	MJDHLP	9 270	1 854	1 854	1 854	1 854	1 854
Action 4: Promouvoir les modes alternatifs de règlements des litiges			MJDHLP/CABINET	80	16	16	16	16	16

RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 5: Renforcer la communication sur les règles et procédures judiciaires	les avant projets de texte sont disponibles proportion des interprètes de justice formés	rapport de suivi	MJDHLP	435	99	89	89	79	79
Action 6: Informatiser le système judiciaire et Pénitentiaire;	%des juridictions informatisées Niveau de performance du système de gestion informatique (efficacité et efficience)	rapport de suivi	MJDHLP	5 280	2 188	1 610	1 483	-	-
Action 7: Renforcer les capacités du personnel de justice	Nombre d'agents formés	Rapport des sessions de formation	MJDHLP	300	75	75	50	50	50
Action 8: Renforcer l'information et l'assistance judiciaire et juridiques des justiciables les plus défavorisés	Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées	Rapport des capagnes de sensibilisation	MJDHLP	2 006	406	400	400	400	400
	Nombre de cliniques juridiques créées	Rapport d'activités							
Action 9: Accroître les ressources humaines			MJDHLP	500	100	100	100	100	100
Action 10: Construire de la cité judiciaire de Yamoussoukro comprenant les juridictions supérieures, l'école de la Magistrature et des professions judiciaires, le palais de justice et la Maison d'Arrêt et de Correction			MJDHLP	32 000	6 000	8 000	8 000	6 000	4 000
EXTRANT 3.3: La politique carcérale est améliorée	Ratio alimentaire; Proportion des ex détenus bénéficiant de programmes de réinsertion socioprofessionnelle Taux de surpopulation carcérale	Rapport d'activités		117 356	24 316	30 965	24 025	19 025	19 025

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1 : renforcer le cadre reglementaire du système carcéral	l'existence projets des texte ou de lois prévus	Rapport d'activités/avant projet transmis	MJDHP	0	0	0	0	0	0
Action 2 : Construire et réhabiliter les Infrastructures Pénitentiaires selon les normes Internationales	Proportion d'établissements pénitentiaires dont les capacités en ressources humaines/techniques et matérielles ont été renforcées nombre d'infrastructures construites et équipées	rapport de suivi	MJDHP	99 550	18 630	27 080	21 280	16 280	16 280
Action 3 : Développer et renforcer les actions sociales et poste carcéral en milieu carcéral		Rapport d'activités	DAP	15 525	3 645	3 645	2 745	2 745	2 745
Action 4 : Revaloriser les conditions de travail du personnel Carcéral	Statut du personnel disponible proportion du personnel équipé selon les normes en vigueur	Rapport de suivi/avant projet transmis	reunion de suivi	2281	2 041	240	0	0	0
EXTRANT 3.4: La culture des droits humains est développée	Nombre de cas de violation des droits observés; durée moyenne de détention préventive pour crime; durée moyenne de détention préventive pour délit (B=AD; C=AD)	Rapport CNDHCl; Rapport d'examen périodique universel		39 410	7 901	7 886	7 876	7 876	7 871
Action 1 : Sensibiliser les populations au respect des droits de l'Homme et les libertés publiques	nombre de séminaires organisées	Rapport d'activité	MJDHLP	475	95	95	95	95	95
Action 2 : Renforcer les capacités des groupes constitués sur les Droits de l'Homme pour une réconciliation nationale et une cohésion sociale réussies.	Nombre de groupes renforcés;	Rapport d'activité	MJDHLP	490	117	102	92	92	87
Action 3 : Assurer l'éducation aux Droits de l'Homme	Nombre de clubs de Droits de l'Homme installés; Nombre d'établissements équipés	Rapport d'activité	MJDHLP	75	15	15	15	15	15
Action 4 : Assurer le fonctionnement des commissions interministérielles en charge des droits de l'Homme et du droit international humanitaire		Rapport d'activité	MJDHLP	175	35	35	35	35	35
Action 5 : Produire les rapports dus aux organes de traités et au système africain des DH	Nombre d'ateliers organisés	Rapport d'activité	MJDHLP	125	25	25	25	25	25
Action 6 : Mettre en conformité les institutions et législations nationales des DH avec les standards internationaux et participer aux rencontres internationales statutaires des organismes en charge des droits de l'Homme		Rapport d'activité	MJDHLP	70	14	14	14	14	14
Action 7 : Mettre en place des solutions durable pour les personnes apatrides	Nombre d'apatride	Rapport d'activité	ONP	38 000	7 600	7 600	7 600	7 600	7 600
Action 8 : Renforcer les capacités opérationnelles de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire (CNDHCl)									
EXTRANT 3.5: La liberté d'expression et l'accès à l'information publique de qualité sont garantis	Taux de couverture nationale télé et radio; Nombre de journalistes arrêtés	Rapport d'activités RTI,CNP, HACA, observatoire de la société civile		133 600	90 360	25 735	8 085	5 985	3 435

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1: Mettre en place le dispositif national de collecte de l'information administrative et d'assistance technique aux administrations	Nombre de véhicules de collecte des documents acquis/services d'archives publiques recensés et codifiés	documents versés régulièrement par les administrations publiques	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (Direction des Archives Nationales)	1 300		500	400	400	
Action 2: Renforcer l'accès à l'information administrative par la mise en place d'un système de Gestion Electronique des documents et préserver le fonds colonial	proportion de documents informatifs accessible via l'internet	diffusion en ligne du contenu du fonds des Archives nationales	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (Direction des Archives Nationales)	800		400	200	200	
Action 3: construction d'un nouveau centre national d'archivage				5 000		3 000	1 000	1 000	
Action 4: consolider la bonne couverture nationale des medias d'Etat	Taux de couverture nationale tele et radio	RTI	MINICOM	1 000	600	200	100	50	50
Action 5: Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des services de communication	Nombre de formation, nombre de production audiovisuel, nombre de tirage journaux, nombre et nature des équipements acquis	Cabinet	MINICOM	5 000	1 500	875	875	875	875
Action 6: Renforcer les appuis accordés au secteur des medias privés	Pourcentage de demande satisfaite	FSDP	MINICOM	1 500	200	250	300	350	400
Action 7: Renforcer la régulation du secteur de la communication		DCP	MINICOM	1 900	1 000	500	200	100	100
Action 8: Garantir la pratique vertueuse de la profession de journaliste	taux de reduction des sanctions des journalistes	CNP et HACA	MINICOM	100	60	10	10	10	10
Action 9: Accélérer le passage de l'analogie à la TNT	Taux de mise en œuvre		PRIMATURE, MINICOM, NTIC	57 000	57 000				
Action 10: Accélérer la libéralisation du secteur audiovisuel	Nombre de licence accordée au media privé, nombre media audiovisuel privé opérationnel à partir de la Côte d'Ivoire	Cabinet	MINICOM	60 000	30 000	20 000	5 000	3 000	2 000
Action 11: Renforcer l'accès équitable aux média d'Etat									
EXTRANT 3.6: Le fichier unique de la population est disponible	Existence d'une base de données dynamique (B=0; C=1)	Rapport de présentation officielle		18 137	3 730	6 562	4 324	3 282	239
Action 1: Renforcer le cadre institutionnel et légal de l'état civil	Loi adoptée , les differents textes legislatifs et reglementaires	Journal Officiel	Ministere d'Etat, Ministère de l'Interieur et de la Sécurité	100	25	25	20	15	15

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 2: Renforcer l'enregistrement des naissances et décès à l'état civil et la production de données statistiques d'état civil périodiques	Nombre des naissances et décès survenus sur le territoire national sont enregistrés à l'état civil Le fichier central d'état civil est disponible et alimenté par un système d'état civil informatisé qui produit des données statistiques périodiques	Rapports	Ministère d'Etat, Ministère de l'Interieur et de la Sécurité / Ministère de la Santé/Ministère du Plan/Ministère de la Justice/ Ministère de l'Education/Ministère de la femme, de la famille, de l'enfant et des affaires sociales	8 338	1 740	3 156	2 021	1 421	
Action 3: renforcer le système national de l'état civil	La proportion des structures sanitaires qui enregistrent les naissances et décès en lien avec les services d'état-civil Proportion de structures sanitaires qui transmettent des données désagrégées par sexe pour l'alimentation de la base de données de gestion de l'activité des centres d'état-civil Proportion de la population qui connaît l'intérêt et les procédures de déclaration des naissances et décès	Rapports	Ministère d'Etat, Ministère de l'Interieur et de la Sécurité / Ministère de la Santé/Ministère du Plan/Ministère de la Justice/ Ministère de l'Education/Ministère de la femme, de la famille, de l'enfant et des affaires sociales	8 575	1 740	3 156	2 058	1 621	
Action 4: Développer un mécanisme de maîtrise des flux migratoire	le taux des migrants // politique migratoire élaborée	Rapports / textes réglementaires	Ministère d'Etat, Ministère de l'Interieur et de la Sécurité	1 124	225	225	225	225	224
EXTRANT 3.7: La laïcité de l'Etat est assurée	Nombre d'associations culturelles et d'édifices recensés; nombre de pèlerins chrétiens ou musulmans pris en charge par le gouvernement (B=AD; C=AD)	Constitution-Article 30		475	105	195	135	20	20
Action 1: Elaborer la Politique Nationale des Cultes	Nouvelles lois disponibles	textes légaux	Ministère d'Etat, Ministère de l'Interieur et de la Sécurité	75	25	25	25		
Action 2: Recenser les associations culturelles et les édifices religieux	Nombre d'associations culturelles et d'édifices recensés	rapport d'activités, résultats du recensement	Ministère d'Etat, Ministère de l'Interieur et de la Sécurité	300	60	150	90		
Action 3: Sensibiliser les associations culturelles et la population sur la laïcité	Nombre d'activités de sensibilisation	rapport d'activités	Direction Générale des Cultes	100	20	20	20	20	20
EXTRANT 3.8: La complémentarité et l'indépendance de la société civile sont affirmées	Volume des financements mobilisés par la société civile; Taux de participation de la société civile à la formulation des plans, politique de développement	Rapport de supervision, de missions de terrain; rapport d'activités		1 635	420	320	305	295	295
Action 1: Adopter une loi spécifique aux OSC	la loi sur les OSC adoptée et promulguée	Journal officiel	Faîtières des OSC	75	20	20	15	10	10

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 2: Créer un cadre de concertation Etat/Société civile	Arrêté signé	Archives ministérielles		70	20	20	10	10	10
Action 3: Mettre en place des mécanismes de Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP)	decret portant création, organisation et fonctionnement de l'Observatoire de la Société Civile pour le Contrôle Citoyen de l'Action Publique promulgué,les décrets d'application pris,la structure rendue opérationnelle	Journal officiel,rappor d'activités	Primature, MEMIS, faitières société civile	1 350	350	250	250	250	250
Action 4: renforcement des capacités techniques et opérationnelles des OSC	Nombre d'acteurs formés, nombre d'organisations formées	Rapports d'activités		140	30	30	30	25	25
EXTRANT 3.10: La culture démocratique est développée	Nombre de cas de violence/conflict observés suite à l'organisation des élections générales	Rapport, PV, presse							
Action 1: Promouvoir les valeurs démocratiques au sein des populations									
Action 2: Renforcer les capacités des structures en charge des élections									
Action 3: Renforcer les capacités des partis politiques									
EFFET 4 : La gouvernance est améliorée	Indice de perception de la corruption (IPC) international; indice CPIA de gouvernance Banque Mondiale			1 858 131	544 405	352 780	330 587	318 966	311 393
EXTRANT 4.1: L'administration publique est modernisée	Indice de satisfaction des usagers de l'administration	Rapport des inspections générales, rapport d'enquête d'opinion		133 138	40 416	35 130	29 064	17 230	11 298
Action 1: Améliorer le Statut General de la Fonction Publique	Existence de la loi portant statut général de la fonction publique révisé	Journal officiel	MFPRA	165	45	45	25	25	25
Action 2: Développer un système de profilage des postes de travail dans l'administration centrale	Nombre de fiches de postes réalisées	Données Administrative	MFPRA	600	180	230	190	-	-
Action 3: Rendre le SIGFAE opérationnel dans toutes les composantes de l'administration et sur toute l'étendue du territoire	Nombre d'administrations et localités couvertes par le SIGFAE	Données Administrative	MFPRA	3 893	511	1 109	1 210	990	73
Action 4: Faciliter la compréhension de tous acteurs et usagers de l'Administration des enjeux de la Réforme	Nombre de campagnes de sensibilisation	Rapport de sensibilisation Spot	MFPRA	290	110	130	35	15	-
Action 5: Développer l'e-administration	Taux de réduction de la durée moyenne des prestations imputable à l'e-administration	Rapport d'enquête	MFPRA	5 290	3 750	1 240	300	-	-
Action 6: Rendre effectif l'application du nouveau cadre institutionnel et réglementaire des secteurs TIC/télécoms et Postal			MPTIC						
Action 7: Rationaliser la création et l'organisation des services de l'Administration centrale	Nombre de textes organiques proposés pour adoption	Données administratives	MFPRA	400	120	176	104	-	-

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 8: Accelerer la mise en œuvre du projet de Gouvernance électronique	Nombre de services en ligne	Rapport d'activité e-Gouv	MPTIC/ANSUT	115 000	35 000	30 000	25 000	15 000	10 000
Action 9: Développer une communication convergente et de réduction du coût des télécommunications de l'Etat			MPTIC/ANSUT	6 500	500	2 000	2 000	1 000	1 000
Action 10: Moderniser la Poste de Côte d'Ivoire	Qualité des services rendus	Rapport Poste CI et PV visite de terrain	Poste CI	1 000	200	200	200	200	200
EXTRANT 4.2 : La chaîne PPPBSE est systématisée dans les politiques publiques	Proportion de ministères ayant systématisé la pratique de la chaîne PPPBSE Proportion de collectivités territoriale ayant systématisé la chaîne PPPBSE Indice CPIA efficacité politique publique	Disponibilité des documents; outils de suivi		216 673	4 189	55 613	52 555	52 530	51 785
Action 1: Développer ou acquérir des outils modernes de Planification du développement (modèle de projection macro éco, sociales à moyen et long termes)	Proportion de structures du MFPRA couvert par l'applicatif de gestion automatisée	Données administratives	MFPRA	1 515	490	345	345	335	
Action 2: Mettre en place un mécanisme de programmation des interventions et des projets d'investissements publics au niveau national			MEMPD/DGPLP	-					
Action 3: Mettre en place un système national intégré de suivi et évaluation des politiques publiques	Nombre de bilans/rapports élaborés	Données administratives	MFPRA	1 028	225	266	268	269	
Action 4: Assurer le suivi du PND 2016-2020	5 rapports de suivis annuel; 1 rapport de revue à mi-parcours et un rapport de revue final	Rapports périodiques	MEMPD/DGPLP	3 000	600	600	600	600	600
Action 5: Renforcer la plateforme de collaboration des services de la chaîne PPPBSE			MEMPD/DGPLP						
Action 6: Intégrer la chaîne PPPBSE dans les curricula de formation			MEMPD/DGPLP	233	50	50	50	50	33
Action 7: Renforcer le système de planification de projets et programmes			MEMPD/DGPLP						
Action 8: Mettre en Place un Système de Veille Technologique (système d'ingénierie du Spectre)	dispositif de veille technologique est opérationnel		MPTIC/AIGF	100	20	30	50		
Action 9: Assurer une meilleur planification du spectre	Nombre de services fonctionnant sans interférences	Rapport AIGF	MPTIC/AIGF	100	20	20	20	20	20
Action 10 : Mise en Œuvre de l'observatoire TIC			MPTIC	3 000		1 500	500	500	500
Action 11 : Promulgation de la loi d'orientation sur les TIC et mise en œuvre plan numérique pour chaque ministère				200 000		50 000	50 000	50 000	50 000
Action 12: Mettre en place un mécanisme de veille stratégique	Nombre de notes stratégiques produites	Rapport d'enquête	MEMPD/BNP	2550	800	700	350	350	350
Action 13: Vulgariser les résultats de Côte d'Ivoire 2040	Nombre de copies distribués	Rapport d'enquête	MEMPD/BNP	316	116	50	50	50	50
Action 14: Appuyer la prospective territoriale	Nombre de cadres formés, nombre de documents produits	Rapport de formation	MEMPD/BNP	420	78	97	98	87	60
Action 15: Promouvoir la prospective sectorielle	Nombre de cadres formés, nombre de documents de prospective produits	Rapport de formation	MEMPD/BNP	320	20	75	75	75	75
Action 12: Appui aux politiques sectorielles	Proportion de plans sectoriels cohérents avec le PND		MEMPD/DGPLP	850	202	312	97	142	97
Action 13: Appui à la planification du développement local	Proportion de plans locaux cohérents avec le PND		MEMPD/DGPLP	3 240	1 568	1 568	52	52	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
EXTRANT 4.3 : Le système statistique est performant	Proportion d'enquêtes /études réalisées selon la périodicité conforme	Rapport d'activité CNStat; rapport d'enquête		68 121	11 340	17 063	14 630	13 936	11 152
Action 1: Renforcer le cadre institutionnel et organisationnel du système statistique	Décret portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil national de la statistique (CNStat) disponible ; Décret portant creation du Fonds National de Développement de la statistique (FNDS) disponible	JORCI, Rapport d'activité CNStat	INS	968	537	113	108	98	112
Action 2: Renforcer la coordination statistique au niveau national et international	Rapport sur le fonctionnement du Système Statistique National disponible; Document du Programme Annuel d'Activité Statistique disponible. Projet de Décret portant tarification des produits statistiques du SSN signé	Rapport d'activité INS ou rapport CNStat	INS	3 147	330	591	867	591	768
Action 3: Produire et diffuser des données de routines et d'enquêtes de qualité dans tous les secteurs	annuaires statistiques des Services Statistiques Ministeriels disponibles, Comptes nationaux définitifs disponible, bulletins mensuels et indices conjoncturels	Rapport d'activité INS ou rapport CNStat	INS, Services statistiques Ministeriels	46 433	8 913	9 637	9 112	9 294	9 477
Action 4: Produire des statistiques des faits d'état civil désagrégées	Annuaire des statistiques des faits d'état civil	Rapport d'enquête	INS	1 692	900	512	33	192	55
Action 5: Renforcer l'archivage numérique des données statistiques	Archives numériques disponibles	Rapport d'activité INS ou rapport CNStat	INS, Services statistiques Ministeriels	1 407	266	266	266	266	345
Action 6: Promouvoir et vulgariser l'utilisation des statistiques	Rapport de la Journée Africaine de la Statistique disponible, ateliers de formation et sensibilisation	Rapport d'activité INS ou rapport CNStat	INS, Services statistiques Ministeriels	1 973	394	394	394	395	395
Action 7: Construire le siège de l'INS, construire 09 directions régionales et réhabiliter 05 directions régionales	Etat de réalisation du siège de l'INS, nombre de locaux des directions régionales (DR) construites, nombre de locaux des directions régionales réhabilitées	Rapport d'activité INS	INS	12 500	-	5 550	3 850	3 100	-
Action 8: Centraliser la gestion du personnel statisticien et démographes à l'INS			INS						
Action 9: Opérationnaliser le cadre institutionnel du FNDS			INS						
Action 10: Mettre en place le Fonds National de Développement Statistique			INS						
Action 11: Assurer la gestion du FNDS			INS						
EXTRANT 4.4: La gouvernance territoriale et locale est renforcée	Niveau de participation des populations aux actions de développement local; indice de satisfaction des populations des actions de l'administration publique locale	Rapport d'activité		109 965	35 472	19 983	18 933	18 803	16 773
Action 1: Renforcer le cadre institutionnel et opérationnel du processus de décentralisation		Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (DGDDL)	500	200	150	150		

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 2: Finaliser l'Adressage des Districts, Villes et Communes de Côte d'Ivoire	le nombre d'enquêtes d'identification des rues réalisées; la disponibilité des données cartographiques; le nombre de panneaux réalisés		Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	7 500	3 500	1 000	1 000	1 000	1 000
Action 3: Elaborer et mettre en œuvre la Politique nationale de Sécurité urbaine dans les collectivités territoriales	La sécurité communautaire est assurée à travers la mise en œuvre de la Politique Nationale de Sécurité Urbaine			750	300	260	60	80	50
Action 4: Construire et équiper les 31 sièges des Conseils Régionaux	Les 31 sièges des Conseils régionaux sont réalisés, équipés et fonctionnels			6 875	25	2 850	2 000	2 000	-
Action 5: Améliorer l'opérationnalisation des services des circonscriptions administratives	298 bureaux et 400 résidences des autorités préfectorales sont construites//293 véhicules de commandement sont remis	bureaux et résidences des préfetures et véhicules de commandement	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	94 340	31 447	15 723	15 723	15 723	15 723
EXTRANT 4.5: Les questions de genre et d'environnement sont prises en compte dans la gouvernance	Proportion de femmes dans les emplois ou fonctions à responsabilité; réduction des écarts dans tous les secteurs de la vie active et sociale; amélioration du cadre de vie;proportion de documents de politique sectorielle prenant en compte les questions environnementales			11 295	2 589	2 631	2 073	2 031	1 970
Action 1: Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire pour la prise en compte du genre dans toutes les politiques, les plans, les programmes, les actions et les activités	Nombre d'instruments et de textes juridiques et institutionnels en matière de genre adoptés	Rapports de suivi et d'évaluation	Ministère Solidarité, Famille, Femme, Enfant (MSFFE)	100	20	20	20	20	20
Action 2: Développer les compétences des acteurs à l'intégration du genre	nombre d'acteurs ayant bénéficié de renforcment de capacités en matière de genre	Rapports de formation et de suivi évaluation	MSFFE	500	100	100	100	100	100
Action 3: Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire sur l'environnement, la salubrité et le développement durable	Nombre de textes adoptés	JORCI et MINESUDD	DAJC/DGE/ANDE	1 445	619	661	103	61	
Action 4: Développer la culture de protection de l'environnement	proportion de la population qui adopte le comportement éco-citoyen	rapport d'activités	DGDD/DGE/DGSU	3 750	750	750	750	750	750
Action 5: Rendre opérationnels les comités de développement durable	nombre de comités opérationnels	rapport d'activités	CNDD/DPDD	500	100	100	100	100	100
Action 6: Mettre en œuvre le schéma directeur informatique de l'environnement	nombre d'équipements informatique acquis nombre de logiciels acquis	bordereau de livraison	DID/DEEPS	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
EXTRANT 4.6: La population bénéficie de services publics et privés de qualité	Nombre d'administrations publiques et privées certifiées dans la démarche qualité; niveau de satisfaction des usagers des prestations et des produits des entreprises publiques et privées	Rapport d'enquête d'opinion		4 561	1 200	1 050	1 125	636	550
Action 1: Mettre en place un système de management de la qualité dans les administrations publiques et parapubliques	Taux de structures publiques et parapubliques disposant d'un service opérationnel en charge de la qualité	Données administratives rapport d'évaluation des ministères rapports d'audits	Ministère de la fonction publique / AQDCI	1 061	200	350	475	36	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 2: Renforcer la culture de la qualité à l'ensemble du secteur privé	pourcentage des entreprises informées et sensibilisées à la qualité et l'application des normes	rapports de sensibilisations rapports d'études	Ministère de l'Industrie Ministère de l'Economie et des Finances/ AQDCI	1 000	300	250	200	150	100
Action 3: Mettre en place un observatoire national de la qualité de service	observatoire crée et opérationnel	cadre organique rapport d'activités	Primature/Ministère de l'Industrie Ministère de l'Economie et des Finances/ société civile / AQDCI	500	300	50	50	50	50
Action 4: Développer la culture qualité dans le système éducatif	la qualité est inscrite dans les programme du système éducatif	Programmes du secondaire et du supérieur	Ministère en charge de l'Education Nationale/Ministère de l'Economie et des Finances/ Ministères de l'enseignement supérieur/ AQDCI	2 000	400	400	400	400	400
EXTRANT 4.7: La gestion des finances publiques et la maîtrise de l'économie sont améliorées	Taux de croissance, soldes budgétaires, ratio dette	Rapport d'activités		1 134 762	412 483	184 942	176 374	178 114	182 849
Action 1: Renforcer la qualité de la projection et de l'analyse macroéconomique	Outils de projection et d'analyse disponible, Nombre d'agents formés, Nombre de mesures et politiques évaluées, Documents cadres signés, Nombre d'études sur l'économie ivoirienne réalisées	Rapport d'activités	DGE	3 800	760	760	760	760	760
Action 2 : Améliorer la transparence dans la gestion des finances publiques	Indicateurs PEFA, Compte unique du Trésor opérationnel, Systèmes d'informations de l'Administration Economique et Financière actualisés et rédéployés, Cartographie des activités économique en région disponible, Système de veille stratégique et de d'intelligence économique fonctionnel	Rapport du PEMFAR, Rapport d'activités	MPMEF	56 054	11 300	11 339	11 215	11 100	11 100
Action 3: Mettre en place des mécanismes opérationnels pour assurer la tracabilité et la transparence de la gestion des ressources publiques et l'aide publique au développement			MPMEF						
Action 4: Améliorer la communication entre les usagers et la DGBF et la qualité du service de la DGBF.			MPMB						
Action 5: Rendre disponible l'information économique et financière	Portail web fonctionnel, Document Côte d'Ivoire en chiffres édité et disponible	Rapport de mise en œuvre	DGE	1 000	200	200	200	200	200
Action 6: Renforcer le pilotage et la coordination de l'administration budgétaire	Taux d'exécution des mesures à caractères budgétaires ; Proportion des projets de textes élaborés	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	212 686	42 819	44 001	41 497	41 644	42 726
Action 7: Elaborer et mettre en place le budget de l'Etat dans les délais établis	Respect du délai de mise en ligne du budget de l'Etat; Taux d'exécution du budget de l'Etat	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	373 657	87 965	76 577	67 670	69 685	71 760

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 8: Renforcer le dispositif de contrôle de l'exécution du budget ; de l'Etat et la gestion des sociétés à participations financières	Taux de contrôle des entreprises publiques; Proportion d'entreprises publiques à participation financière de l'Etat produisant un bilan de gouvernance	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	354 090	245 276	26 009	26 790	27 593	28 421
Action 9: Améliorer la qualité de la gestion administrative	Taux de satisfaction des demandes en personnel des services de la DGBF; Taux de satisfaction des besoins en matériel des services de la DGBF	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	9 429	1 757	1 912	1 864	1 920	1 977
Action 10: Renforcer les outils d'exécution budgétaire	La cartographie des emplois et de compétences élaborée; Nombre d'acteurs formé en matière de gestion des ressources humaines par la DRHMG	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	17 360	2 323	3 388	5 015	3 299	3 334
Action 11: Améliorer la gestion de la masse salariale	Taux de rejet des dossiers de rétablissement transmis à travers le FUR; Taux de recouvrement des paiements indus; Proportion d'actes traités manuellement	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	103 850	19 561	20 147	20 752	21 374	22 016
Action 12: Renforcer le dispositif de gestion des marchés publics	Proportion d'entreprises catégorisées; Taux de marchés renseignés dans le SIGMAP; Proportion des marchés passés dans les délais réglementaires	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	2 618	493	508	523	539	555
Action 13: Elaborer la cartographie des activités économiques en région			MPMEF/DGE	219	30	100	89		
Action 15: Accroître la participation de la Côte d'Ivoire aux mécanismes de prévention et de gestion des conflits			MINDEF						
Action 16: Diffuser l'information budgétaire			MPMEF						
Action 17: Gérer des opérations des marchés publics			MPMEF						
Action 18: Gérer le patrimoine de l'Etat			MPMEF						
EXTRANT 4.8: Le financement de l'économie est accru	taux de mobilisation des ressources extérieures,taux d'endettement, volume des crédits à l'économie, taux de bancarisation, taux d'épargne			179 617	36 716	36 368	35 833	35 685	35 015
Action 1: Assurer une mobilisation optimale des ressources extérieures	Montant de ressources mobilisées	Balance Générale des Comptes du Trésor	MPMEF/DGTCP	125 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Action 2: Elaborer et mettre en œuvre la politique nationale de l'endettement	Ratios de la dette, existence de texte réglementaire (décret, arrêté), document de politique nationale de l'endettement	Rapports	MPMEF/CNDP	2 550	550	500	500	500	500
Action 3: Améliorer la capacité des banques et établissements financiers à financer l'économie	Volume des crédits, taux de bancarisation, nombre de bureau de crédit	Rapport annuel	MPMEF/DGTCP	10 900	2 180	2 180	2 180	2 180	2 180
Action 4: Rendre fonctionnel le Bureau du Crédit			MPMB						
Action 5: Développer et assainir le marché des assurances	textes adoptés et appliqués, volume des actifs, délai de règlement du sinistre	Rapport de contrôle, textes réglementaires	MPMEF/DGTCP	250	50	50	50	50	50
Action 6: Adapter le système financier ivoirien à la finance islamique	Taux de couverture des banques et établissements de la finance islamique		MEMPD/DGPLP	1 222	812	410	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 7: Promouvoir les produits de la finance islamique			MEMPD/DGPLP	3 020	714	818	818	670	-
Action 10: Mettre en place une plateforme informatisée de suivi de l'aide pour une meilleure traçabilité des ressources extérieures			MPMEF/DGE	250	125	125			
Action 8: Professionnaliser le secteur de la micro finance	Fonds de restructuration disponible, plan de restructuration mis en œuvre, DM déconcentré, nombre de SFD décentralisé bénéficiant des programmes de renforcement de capacité, fonds de refinancement des SFD mis en place	Rapport d'activité de la DM	MPMEF/DGTCP	36 425	7 285	7 285	7 285	7 285	7 285

CADRE DE RÉSULTATS

RESULTAT STRATEGIQUE 2: ACCELERATION DU DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET PROMOTION DU BIEN ETRE SOCIAL

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
RESULTAT D'IMPACT : La Côte d'Ivoire dispose de ressources humaines qualifiées, performantes et en bonne santé pour assurer son développement économique et social	Indice de Développement Humain			5 980 152	1 348 253	1 138 540	1 175 819	1 183 026	1 134 513
Indicateur :									
EFFET 1 : L'offre d'éducation formelle est accrue et de qualité				790 697	326 017	57 924	124 047	135 428	147 283
Indicateur :	Taux de réussite aux examens de grands tirages Taux d'achèvement à l'éducation primaire								
EXTRANT 1.1: La gouvernance scolaire est renforcée	Nombre de textes renforçant la gouvernance scolaire			10 931	2 540	2 267	2 108	2 083	1 933
Action 1.1.1: Actualiser le cadre institutionnel du système éducatif	nombre de textes adopté	rapport d'activités	CABINET	40	20	20	-	-	-
Action 1.1.2: Reviser le cadre réglementaire du système éducatif	nombre de textes adopté	rapport d'activités	CABINET	50	30	20	-	-	-
Action 1.1.3: Evaluer régulièrement le système éducatif	Nombre d'évaluation réalisé	rapport d'évaluation	DVSP	450	150	150	50	50	50
Action 1.1.4: Redynamiser le système de planification et les outils de suivi évaluation	Système redynamisé	rapport d'activités	DSPS	3 325	925	725	625	600	450
Action 1.1.5: Renover le Système d'Information, de Gestion et de pilotage	SIG disponible et fonctionnel	rapport d'activités	DTSI	1 850	450	350	350	350	350
Action 1.1.6: Renforcer les capacités des structures d'encadrement	Nombre de structures d'encadrement formé	rapport de mission	DPFC	2 316	385	422	503	503	503
Action 1.1.7: Vulgariser l'enseignement en langues nationales	Nombre d'écoles sélectionnées	Rapport d'activités	DPFC	1 750	350	350	350	350	350
Action 1.1.8: Organiser l'enseignement à distance pour les enseignants et les encadreurs	Plateforme de formation opérationnel Nombre d'encadreurs et d'enseignants formés	Rapport d'activités	DPFC	900	180	180	180	180	180
Action 1.1.9: Mettre en œuvre la réforme curriculaire	Proportion de curricula révisés	rapports d'activités	IGENET	250	50	50	50	50	50
Extrant : 1.2: L'éducation de la petite enfance est accélérée	Taux brut d'accès au préscolaire Taux brut de scolarisation au préscolaire		MENET MSFFE	34 311	3 550	10 959	6 720	6 600	6 482
Action 1.2.1: Accroître l'offre de services de l'enseignement préscolaire	nombre de CPPE et de CACE réhabilités, construits et équipés, nombre d'éducateurs préscolaires recrutés	Rapports de suivi ; Rapports d'évaluation	MENET/ MSFFE	11 500	2 300	2 300	2 300	2 300	2 300
Action 1.2.2 : Mettre en œuvre un programme d'éducation parentale	Nombre de familles formées	Rapports de formation ; Rapports de suivi	MENET/MSFFE	5 750	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Action 1.2.3: Construire et équiper 1 684 SDC de grande section	Nombre de SDC de grande section construites et équipées	rapport d'exécution	MENET	16 561	-	7 409	3 170	3 050	2 932
Action 1.2.4: Recruter 1 684 enseignants pour le préscolaire	Nombre d'enseignants recrutés	rapport d'exécution	MENET	-	-	-	-	-	-
Action 1.2.5: Mettre en œuvre le projet de Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE)	Projet du DIJE mis en œuvre	Rapport d'exécution	DGPLP/MEMPD	500	100	100	100	100	100
EXTRANT 1.3: La scolarisation au primaire est universelle, inclusive et de qualité	Taux d'accès au CP1; Taux net scolarisation Ratio élèves/maîtres Taux brut de scolarisation			125 061	55 841	16 781	17 443	17 480	17 516
Action 1.3.1: Assurer la gratuité des manuels et des kits (primaire)	Nombre de kits et de manuels distribués	rapport d'activités	DAF	36 029	6 372	7 022	7 545	7 545	7 545
Action 1.3.2 : Recruter 18 305 enseignants pour le primaire	Nombre d'enseignants recrutés au primaire	Rapport d'exécution	DRH/DELIC	-	-	-	-	-	-
Action 1.3.3: Réhabiliter et équiper 1452 SDC	Nombre de SDC réhabilités et équipés	Rapport d'exécution	PPU/Task Force	14 632	8 169	1 559	1 598	1 635	1 671
Action 1.3.4: Mettre en place des points d'eau et de latrines dans 1 500 écoles primaires publiques	Nombre de points d'eau et de latrines réalisés	Rapport d'exécution	Task Force/DEP/DAF	2 400	1 300	200	300	300	300

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 1.3.5: Augmenter le nombre de rationnaires des cantines scolaires	Nombre de rationnaires par an	Rapport d'exécution	MENET/DNCS	45 000	25 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Action 1.3.6: Appuyer les groupements agricoles mobilisés autour des cantines scolaires	Nombre de groupements financés	Rapport d'exécution	MENET/DNCS	27 000	15 000	3 000	3 000	3 000	3 000
EXTRANT 1.4: La scolarisation de la jeune fille et son maintien dans le système éducatif sont assurés	Taux d'accès de la jeune fille taux d'achèvement des filles au primaire et au secondaire			26 064	42	6 506	6 506	6 506	6 506
Action 1.4.1: Développer le plan stratégique d'éducation de la jeune fille	Plan stratégique développé	rapport d'activités	DEL/MENET	210	42	42	42	42	42
Action 1.4.2: Construire 8 lycées de jeunes filles avec internats	Nombre de lycées de jeunes filles avec internats construits	Rapport d'exécution	MENET/BID/DEP	25 854	-	6 464	6 464	6 464	6 464
EXTRANT 1.5 : L'enseignement secondaire général est développé	Taux d'accès au secondaire Taux brut de scolarisation au secondaire			593 265	264 044	21 246	90 970	102 459	114 546
Action 1.5.1 : Recruter 8 980 enseignants du secondaire général	Nombre d'enseignants recrutés	Rapport d'activités	DRH	-	-	-	-	-	-
Action 1.5.2 : Construire et équiper 612 collèges à base 2	Nombre de collèges à base 2 construits et équipé	rapport d'exécution	DEP/DAF	263 559	153 338	6 336	30 609	34 561	38 715
Action 1.5.3 : Construire et équiper 204 Collège à base 4	Nombre de collèges à base 4 construits et équipé	rapport d'exécution	DEP/DAF	205 747	-	11 828	57 137	64 514	72 268
Action 1.5.4 : Construire et équiper 12 Lycées	Nombre de lycées construits et équipés	rapport d'exécution	DEP/DAF	2 835	1 575	315	315	315	315
Action 1.5.5 : Réhabiliter et équiper 483 établissements du secondaire	Nombre d'établissements du secondaire réhabilités et équipés	rapport d'exécution	DEP/DAF	8 696	5 031	685	827	987	1 166
Action 1.5.6 : Intégrer les TIC à l'école	Nombre d'écoles dotés d'équipements informatiques		DPFC	112 428	104 100	2 082	2 082	2 082	2 082
EXTRANT 1.6: Les structures d'enseignement technique sont développées	La proportion des élèves de l'enseignement technique Taux de réussite aux examens	rapports d'activités, rapport d'exécution, rapport de mission		70 744	14 104	14 145	14 170	14 155	14 170
Action 1.6.1: Construire et équiper de 8 lycées techniques	Nombre de lycées construits	Rapport d'exécution	DEP/BID	63 875	12 775	12 775	12 775	12 775	12 775
Action 1.6.2: Recruter 153 enseignants pour les lycées techniques	Nombre d'enseignants recrutés	Rapport d'exécution	DRH	124	9	25	30	30	30
Action 1.6.3: Renforcer les équipements techniques, pédagogiques des lycées techniques	Pourcentage d'équipements acquis	Rapport d'exécution	DAF	2 350	470	470	470	470	470
Action 1.6.4: Promouvoir l'entrepreneuriat en milieu scolaire	Nombre d'enseignants formés; Nombre d'élèves formés; Nombre de guides conçus	Rapport d'activités	DVS	4 395	850	875	895	880	895
EXTRANT 1.7 : L'enseignement civique est renforcé				1 065	-	165	300	300	300
Action 1.7.1 : Renforcer les contenus de l'enseignement de l'éducation civique	Contenu pédagogique renforcé par des modules en éducation civique	rapport d'activités	DEL	40	-	40	-	-	-
Action 1.7.2: Editer, produire des manuels et distribuer des guides d'éducation civique	Nombre de manuels distribués	rapport de mission	DEL	375	-	75	100	100	100
Action 1.7.3: Former les formateurs sur les modules d'éducation civique et de bonnes pratiques de vie	Nombre de formateurs formés	rapport d'activités	DEL	650	-	50	200	200	200
Effet 2: Les populations savent lire et écrire et le rattrapage scolaire est assuré	Taux d'alphabétisation des 15-24 ans Taux d'alphabétisation des 15-59 ans			39 872	338	638	763	19 366	18 767
EXTRANT 2.1: Les structures d'éducation non formelle s'intègrent au système éducatif	Proportion d'élèves fréquentant les structures d'éducation non formelle			1 282	240	240	265	247	290
Action 2.1.1: Réduire les classes passerelles	Nombre de classes passerelles réduit	Rapport d'exécution	DAENF	82	-	-	25	7	50
Action 2.1.2: Intégrer les écoles de confession musulmane et les écoles communautaires dans le système éducatif.	Nombre d'écoles de confession musulmane intégrées Nombre d'écoles communautaires intégrées	Rapport d'activités	DAENF	1 200	240	240	240	240	240
EXTRANT 2.2: L'alphabétisation est renforcée	Proportion de la population ne sachant lire et écrire, ayant accès à l'alphabétisation			38 590	98	398	498	19 119	18 477
Action 2.2.1: Créer des mécanismes de collaboration avec les médias	Nombres de mécanismes créés	Rapport d'exécution	DAENF	1 055	-	300	400	300	55

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 2.2.2: Renforcer le système de production statistiques	Nombre d'annuaires statistiques produits;	Rapport d'exécution	DAENF	490	98	98	98	98	98
Action 2.2.3: Créer des centres d'alphabétisation dans les écoles et les communautés rurales	Nombre de centres d'alphabétisation créés	Rapport d'exécution	DAENF	36 831	-	-	-	18 662	18 169
Action 2.2.4: Créer des structures adaptées aux personnes handicapées	Nombre de structures créés adaptés aux handicapés	Rapport d'exécution	DAENF	195	-	-	-	45	150
Action 2.2.5: Créer des mécanismes de collaboration avec les services en charge des jeunes à risques	Mécanisme de collaboration opérationnel	Rapport d'exécution	DAENF	19	-	-	-	14	5
Effet 3: Le pays dispose de techniciens et d'ouvriers bien formés et compétents	Taux d'insertion des diplômés de la formation professionnelle			446 751	102 876	89 757	89 819	82 133	82 165
EXTRANT 3.1 : Le cadre de gouvernance de la formation professionnelle est amélioré				2 035	435	400	400	400	400
Action: 3.1.1 : Préparer le projet de loi d'orientation	Nombre de textes disponibles		DGFP	5	5	-			
Action 3.1.2 : Organiser le cadre institutionnel de la formation par l'apprentissage	Cadre institutionnel fonctionnel	Atelier	DGFP	10	10				
Action 3.1.3 : Organiser le cadre de la gouvernance des établissements en partenariat avec le secteur privé et en autonomie- (C2D Proform)		Atelier	DGFP	10	10				
Action 3.1.4 : Organiser le cadre de concession des formations conduisant au BT au secteurs privé de formation professionnelle	Existence de textes autorisant le établissements privés à dispenser les formations conduisant au BT	Atelier	DGFP	10	10				
Action 3.1.5: Developper la culture qualité dans le système de la Formation professionnelle			MEMEASFP/AQDCI	2 000	400	400	400	400	400
EXTRANT 3.2: Les structures de la formation professionnelle sont renforcées	Taux brut de scolarisation de la formation professionnelle Effectif moyen par salle de classe			433 591	100 280	87 180	87 210	79 460	79 460
Action 3.2.1: Construire et équiper 15 Directions Régionales et 18 Directions Départementales	Nombre de Direction Régionale et Départementale construit et équipé	enquête administrative; enquête de terrain	DAF/DCEP	3 850	832	732	762	762	762
Action 3.2.2: Construire et équiper une infirmerie dans chacun des 59 établissements de la Formation Professionnelle	Nombre d'infirmeries construites et équipées	enquête administrative; enquête de terrain	DAF/DGFP	1 700	340	340	340	340	340
Action 3.2.3: Réhabiliter 17 centres de formation professionnelle et les doter d'équipement de simulation	Nombre d'établissement professionnel réhabilité disposant d'équipement de simulation			19 750	19 750				
Action 3.2.4: Réhabiliter et équiper 13 internats des établissements de formation professionnelle	Nombre d'internats réhabilités et équipés des établissements de formation professionnelle			11 500		5 750	5 750		
Action 3.2.5: Construire le chenal du lycée professionnel de Grand-Lahou	Chenal de Grand-Lahou fonctionnel			5 000	1 000	2 000	2 000		
Action 3.2.6: Etendre et Equiper le Centre de Formation Professionnelle de Ouangolodougou (agro-mécanique)	Nombre d'établissements construits et équipés	enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF/ DGFP	300	60	60	60	60	60
Action 3.2.7: Construire 3 nouveaux Bâtiments et un Amphithéâtre à l'IPNETP	Nombre de structures construites et équipées à l'IPNETP	enquête administrative; enquête de terrain	IPNETP/DCEP	2 400	480	480	480	480	480
Action 3.2.8 : Construire et équiper 10 antennes régionales de l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (Agefop)	Nombre d'antenne régionale construite équipée	enquête administrative; enquête de terrain	AGEFOP	1 855	371	371	371	371	371

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 3.2.9 : Construire et équiper 4 établissements (CBCG de Bouaké, CET Bouaflé et Issia, Lycée professionnel hôtelier de Yamoussoukro)	Nombre d'établissements construits réhabilités et équipés	enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF/ DGFP	300	60	60	60	60	60
Action 3.2.10 : Faire l'extension de la DCEC	Bâtiment construit	enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF	5 050	1 010	1 010	1 010	1 010	1 010
Action 3.2.11 : Construire et équiper 6 ateliers d'application et de production (AAP) (S/P Zou, Sinematiali, S/P Zeo, Tanda, S/P Anoumamba, Zouan-houien)	Nombre d'ateliers construits et équipés	enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF	150	30	30	30	30	30
Action 3.2.12: Construire 4 centres sectoriels (Mines à Man, Agricole à Botro, Transport à Abidjan, Automobiles à Abidjan) projet C2D	Nombre de centres sectoriels construits		DCEP/DAF	770	154	154	154	154	154
Action 3.2.13: Doter 59 établissements de la Formation Professionnelle de bibliothèques	Nombre d'établissements bénéficiaires		AGEFOP/DAF	204 010	40 802	40 802	40 802	40 802	40 802
Action 3.2.14: Construire et équiper des laboratoires de simulation dans les Cellules de Fabrication mécanique, Construction métallique, Mécanique automobile, Electrotechnique et ELN, informatique, génie civil (BTP), menuiserie et Télécom à l'IPNETP	Nombre de laboratoires de simulation construits et équipés	enquête administrative; enquête de terrain	DAF/DGFP/CPNTIC	1 770	354	354	354	354	354
Action 3.2.15 : Rehabiler et équiper cinq internats (CET AGBOVILLE/CFP-EBP YAKRO/LP DAOUKRO/ CFP DALOA1/CFP ABENGOUROU)-Projet BID	Nombre d'internats réhabilités et équipé	enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF	500	100	100	100	100	100
Action 3.2.16 : Equiper les internats des trois établissements (CFP KATIOLA; CET BOUAKE; LP Grand-Lahou)-Projet fond kowetien	Nombre d'internats réhabilités et équipé	enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF/ DGFP	1 823	365	365	365	365	365
Action 3.2.17: Rehabiler deux établissements y compris leurs internats (CET ADZOPE; CET MANKONO)-Projet fond kowetien	Nombre d'établissements réhabilités comprenant les internats	enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF	1 100	220	220	220	220	220
Action 3.4.18: Achever la construction et l'équipement du Centre d'Apprentissage aux métiers des mines de Hiré	Centre d'Apprentissage construit et équipé	enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF	85 100	17 020	17 020	17 020	17 020	17 020
Action 3.2.19: Réhabiler les locaux de la Cellule Genre de la Formation Professionnelle	Locaux de la Cellule Genre réhabilités	enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF/ DGFP	233	47	47	47	47	47
Action 3.2.20: Rehabiler et équiper trois établissements (CPMME Koumassi; Lycee Hotelier Abidjan; CETF Bouake) - Projet fond saoudine de developpement	Etablissements réhabilités et équipés	Pv de reception; nbre d'ets réhabilités et équipés	DCEP/DAF	40	8	8	8	8	8
Action 3.2.21: Réhabiler et équiper le lycée prof d'Odienné- projet BID	Lycée professionnel d'Odienné réhabilité et équipé	Pv de reception	DCEP/DAF	4 450	890	890	890	890	890
Action 3.2.22: Equiper le lycee professionnel de MAN - projet BADEA (prêt additionnel)	Lycée professionnel de Man équipé	Pv de reception	DCEP/DAF	2 160	432	432	432	432	432
Action 3.2.23: Rehabiler et équiper 3 établissements (CELIA-Abidjan/LP Ggnoa/LP Ferké) - projet BADEA 2	Nombre d'établissement réhabilité et équipé	Pv de reception; nombre d'ets réhabilité et équipés	DCEP/DAF	65 300	13 060	13 060	13 060	13 060	13 060
Action 3.2.24: Construire et équiper un Centre de Formation d'Apprentis aux métiers du bâtiment à Bouaké	Centre de Formation d'Apprentis construits et équipés	Pv de reception	AGEFOP/DAF	1 400	280	280	280	280	280
Action 3.2.25: Doter chacun des 59 (12 écoles par an) établissements d'une salle informatique de 15 postes	Nombre d'établissements bénéficiaires	Pv de reception	DAF/DGFP/CPNTIC	1 040	208	208	208	208	208
Action 3.2.26: Réhabiler et équiper l'Institut Pédagogique National l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP) (08 Ateliers)	Nombre d'ateliers de l'IPNETP réhabilités et équipés	Pv de reception; nbre d'ateliers équipés	DCEP/DAF	12 040	2 408	2 408	2 408	2 408	2 408

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
EXTRANT 3.3: Les capacités des ressources humaines du secteur de la Formation professionnelle sont renforcées	Ressources humaines formées et opérationnelles			9 755	1 951	1 951	1 951	1 951	1 951
Action 3.3.1 : Faire des formations qualifiantes de courte durée et dotation de kits pour l'insertion professionnelle de 5.000 jeunes	Nombre de jeunes qualifiés et insérés		AGEFOP/DAF	150	30	30	30	30	30
Action 3.3.2 : Acquérir 15 unités mobiles de formation et 5 tracteurs pour les pôles de développement	Nombre d'unités mobiles et de tracteurs acquis		DDAI	7 655	1 531	1 531	1 531	1 531	1 531
Action 3.3.3 : Assurer la formation continue et l'immersion des acteurs du système dans les entreprises	Nombre d'acteurs formés et insérés		CIDFOR	750	150	150	150	150	150
Action 3.3.4 : Renforcer les capacités de 800 agents de la Formation Professionnelle par l'APC et la nouvelle gouvernance	Nombre d'agents formés		DRH/IPNETP/ DPDP	200	40	40	40	40	40
Action 3.3.5 : Accroître la dotation en matière de bourses des apprenants en CI et hors CI	Budget alloué aux bourses des apprenants		DOB/DAF	1 000	200	200	200	200	200
EXTRANT 3.4 : Des outils innovants sont acquis pour la formation professionnelle	Nombre d'outils innovants développés pour la formation professionnelle			1 370	210	226	258	322	354
Action 3.4.1: Mettre en place un système intégré de gestion des boursiers à la DOB	SIG disponible et fonctionnel		DAF/CPNTIC/DOB	90	18	18	18	18	18
Action 3.4.2: Réaliser une étude sur la qualité du secteur de l'enseignement technique et professionnelle	Etude disponible		DPED/IG/DGFP	30	6	6	6	6	6
Action 3.4.3 : Mettre en place un système de gestion intégré du patrimoine de la formation professionnelle	Système de Gestion Intégré du Patrimoine de la FP disponible fonctionnel		DAF	80	16	16	16	16	16
Action 3.4.4 : Doter 240 handicapés inscrits à la FP d'équipements spécifiques	Nombre de handicapés bénéficiaires		AGEFOP/DAF	400	80	80	80	80	80
Action 3.4.5 : Extension du projet d'incubateurs d'entreprise dans 13 établissements de la formation professionnelle en faveur des diplômés	Nombre d'établissements bénéficiaires		CPNTIC/DAF	300	60	60	60	60	60
Action 3.4.6 : Installer un laboratoire de formation au développement de la fibre optique destiné à la formation de techniciens	Laboratoire de formation opérationnel		CPNTIC/DAF	50	10	10	10	10	10
Action 3.4.7 : Acquérir des outils de réalité augmentés ou simulateur virtuel destiné à la formation des jeunes (conception de logiciels)	Outils disponible	PV de reception	CPNTIC/DAF	400	16	32	64	128	160
Action 3.4.8 : Acquérir du matériel pour le développement d'applications Web	Matériels acquis	PV de reception	CPNTIC/DAF	20	4	4	4	4	4
EFFET 4 : L'accès à un enseignement supérieur de qualité et l'employabilité des diplômés sont assurés	Taux d'accès à l'enseignement supérieur Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants Proportion des diplômés insérés dans le tissu économique			26 500	5 495	5 685	5 180	5 060	5 080
EXTRANT : 4.1: La gouvernance du secteur est améliorée	Nombre de mesures renforçant la gouvernance du secteur			16 565	3 455	3 670	3 220	3 100	3 120
Action 4.1.1: Reviser le cadre juridique et institutionnel	Nombre de textes révisés	Actes juridiques du MESRS	DGSE/DRCI	695	255	410	10	10	10
Action 4.1.2. Assurer le pilotage du dispositif de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	existence d'un document de procédures	Rapport d'activités	MESRS	15 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Action.4.1.3. Réaliser une étude de faisabilité pour la mise en place d'un système d'information et de gestion automatisée	Etude de faisabilité disponible	Rapport de l'étude	DPE	300	70	130	100	-	-
Action 4.1.4 : Elaborer et mettre en œuvre un Système d'Information et de Suivi (SIS) du MESRS	SISI fonctionnel	Textes relatifs à la création du SISI	DDU	160	50	50	30	20	10
Action 4.1.5 : Mettre en place un système global de suivi et d'évaluation	Système opérationnel	Rapport d'activités		410	80	80	80	70	100

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
EXTRANT 4.2 Les capacités d'accueil de l'enseignement supérieur et les œuvres sociales sont renforcées	Proportion d'étudiants boursiers Proportion d'étudiants logés			9 300	1 860	1 860	1 860	1 860	1 860
Action 4.2.1 : Assurer le règlement des engagements financiers	Taux de remboursement	Document de Budget du MESRS	MESRS	9 250	1 850	1 850	1 850	1 850	1 850
Action 4.2.2 : Améliorer les ressources propres des universités et grandes écoles publiques	Taux de relèvement des ressources propres	Contrats de financements Rapport du conseil	DGESE	50	10	10	10	10	10
Action 4.2.3 : Construire et équiper les structures universitaires	Nombre de structures construites, Nombre de structures équipées	Bons de livraison	MESRS	108 835	36 692	29 839	25 744	12 399	4 161
Action 4.2.4 : Renforcer les capacités en ressources matérielles et pédagogiques	Existence de nouveaux équipements matériels et pédagogiques	Bons de livraison	MESRS	48 685	14 781	12 901	12 606	4 286	4 111
Action 4.2.5: Réhabiliter et équiper les structures universitaires	Nombre de structures réhabilitées, nombre de structures équipées	Rapport de mission sur le terrain	MESRS	60 150	21 911	16 938	13 138	8 113	50
Action 4.2.6: Recruter les ressources humaines pour l'enseignement supérieur	Nombre d'enseignants-chercheurs recrutés		DRH-MESRS/MENE	-	-	-	-	-	-
Action 4.2.7 : Améliorer les conditions de vie sociale des étudiants	Proportion d'étudiants satisfaits des conditions d'accueil et d'intégration	Rapport d'enquête	MERS	490	150	85	85	85	85
Action 4.2.7: Renforcer les capacités des ressources humaines	Nombre de personnes formées; Nombre d'enseignants et d'étudiants formés		DRH	11 157	2 446	2 158	2 199	2 211	2 143
Action 4.2.8: Développer l'enseignement numérique	Existence d'une université virtuelle		DGUVMI	55 717	11 150	11 170	11 185	11 099	11 113
Action 4.2.9: Promouvoir le mérite et l'excellence	Nombre de bourses octroyées		IUGB	3 399	331	522	723	899	924
EXTRANT 4.3 : L'employabilité des diplômés est amélioré	Proportion de diplômés insérés dans le tissu économique			265	90	85	30	30	30
Action 4.3.1: Adapter la formation aux besoins de l'économie	Nombre de curricula révisés	Rapport d'activités de la DESUP	DGESE	60	30	30	-	-	-
Action 4.3.2 : Développer le partenariat avec l'entreprise et promouvoir l'innovation et l'emploi des diplômés des universités et grandes écoles	Nombre de partenariats signés, Nombre d'unités de recherche et de production créées	Rapport d'activités	MESRS	205	60	55	30	30	30
EXTRANT 4.4 : Le climat social et l'environnement dans les universités et grandes écoles sont améliorés	Nombre de grèves Respect du calendrier académique			370	90	70	70	70	70
Action 4.4.1: Renforcer l'esprit civique et moral des étudiants	Nombre d'activités réalisées	Rapports d'activités des CROUs	MESRS	270	70	50	50	50	50
Action 4.4.2: Octroyer une aide de l'Etat aux étudiants	Nombre d'étudiants bénéficiant de secours	Registre d'octroi des aides	MESRS	25	5	5	5	5	5
Action 4.4.3: Améliorer le climat de paix et sécurité	Nombre d'activités réalisées	Rapport d'enquête	MESRS	75	15	15	15	15	15
EFFET 5 : La productivité de l'emploi et l'employabilité sont développés	Nombre d'emplois créés par an Taux de chômage			241 520	49 252	48 552	48 177	47 957	47 582
Extrant 5.1: La gouvernance des secteurs de l'emploi et du travail est améliorée				1 750	610	335	285	260	260
Action 5.1.1: Evaluer la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) 2012-2015 et la Stratégie de Relance de l'Emploi (SRE)	Evaluation réalisée	Rapport d'évaluation sur la PNE 2012-2015 et sur la SRE	DGE	30	30	-	-	-	-
Action 5.5.3: Doter les services de la DGT en matériels roulants	Nombre de véhicules acquis	Enquête administrative; enquête de terrain	DGT	1 000	200	200	200	200	200
Action 5.5.9: Réaliser une étude d'identification des unités du secteur informel	Etude disponible	Etude	DGT/DIT	100	50	50	-	-	-
Action 5.5.10: Vulgariser le nouveau code du Travail	Le nouveau Code du Travail est vulgarisé	Ateliers	DGT/DRT	100	20	20	20	20	20

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 5.5.4: Elaborer une base intégrée de statistiques du Travail	La base intégrée de statistiques du Travail est disponible	Ateliers	DGT	200	40	40	40	40	40
Action 5.5.8: Réaliser une étude d'évaluation de l'application du décret portant revalorisation du SMIG	Etude disponible	Etude-Ateliers	DGT/DIT	150	100	25	25	-	-
Action 5.1.2: Elaborer une nouvelle PNE 2016-2020	PNE disponible	le Document de la PNE 2016-2020 est disponible.	DGE	170	170				
Extrant 5.2: Les capacités des agents et des structures du secteur de l'emploi sont renforcés				23 450	4 775	4 775	4 700	4 600	4 600
Action 5.2.1: Renforcer les capacités de 1000 agents des structures de l'emploi	Nombre d'agents formés	Certificat ou diplôme de formation	DRH	2 000	400	400	400	400	400
Action 5.2.2: Renforcer les capacités de 100 cadres des structures publiques de l'emploi par des missions d'immersion dans les institutions internationales intervenant dans le domaine de l'emploi	Nombre d'agents formés dans les institutions internationales intervenant dans le domaine de l'emploi	Rapport de fin de formation	DRH	2 250	450	450	450	450	450
Action 5.5.6: Doter les services de l'Administration du Travail d'un système d'information intégré	Un système d'information intégré est disponible et fonctionnel	enquête administrative; enquête de terrain	DGT	500	150	150	100	50	50
Action 5.5.2: Réhabiliter et équiper la Direction Générale du Travail	Direction Général du Travail fonctionnel	Enquête administrative; enquête de terrain	DGT	200	75	75	50	-	-
Action 5.5.5: Assurer la formation continue des Inspecteurs du Travail et des partenaires sociaux	Nombre d'inspecteurs du Travail formés Nombre de partenaires sociaux formés	enquête administrative; enquête de terrain	DGT	250	50	50	50	50	50
Action 5.2.3: Equiper les structures publiques d'emploi en matériels et logistiques	Nombre de structures publiques équipées	Equipements et moyens mis à disposition	DAF	18 250	3 650	3 650	3 650	3 650	3 650
Extrant 5.3: L'information sur le marché du travail est amélioré	Base de données disponible et à jour			25 910	5 182	5 182	5 182	5 182	5 182
Action 5.3.1: Améliorer le système d'informations statistiques sur le marché du travail	Les résultats des enquêtes annuelles sur l'Emploi dans le secteur moderne structuré et dans le secteur informel sont disponibles	Rapport d'enquête	Observatoire de l'Emploi	25 800	5 160	5 160	5 160	5 160	5 160
Action 5.3.2: Etablir des bilans périodiques sur la situation de l'emploi à travers la publication d'un Tableau de Bord Emploi (TBE)	Le Tableau de Bord Emploi (TBE) mensuel est disponible à date	enquête administrative; enquête de terrain	DGE	110	22	22	22	22	22
EXTRANT 5.4 : Les jeunes bénéficient de projets et programmes d'insertion	la proportion des jeunes beneficiant des projets et programmes d'insertion			183 600	36 720	36 720	36 720	36 720	36 720
Action 5.4.1: Développer des Programmes d'Aide à l'Embauche pour 53 383 jeunes diplômés (Rendre opérationnelles les dispositions du nouveau code du travail relatives aux stages de premier emploi)	Nombre de jeunes bénéficiaires	Enquête administrative; enquête de terrain	Observatoire de l'Emploi	24 025	4 805	4 805	4 805	4 805	4 805
Action 5.4.2: Developper des programmes de types THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre) en faveur de 192 238 jeunes	Nombre de jeunes bénéficiaires	enquête administrative; enquête de terrain	DGE	67 285	13 457	13 457	13 457	13 457	13 457
Action 5.4.3: Développer les programmes de formation qualifiante de courte durée appelée Formation complémentaires Qualifiantes (FCQ) en faveur de 6 403 jeunes diplômés d'études supérieures	Nombre de jeunes diplômés bénéficiaires	enquête administrative; enquête de terrain	Observatoire de l'Emploi	3 205	641	641	641	641	641
Action 5.4.4: Développer les programmes d'apprentissage dans les secteurs non structurés et agricoles en faveur de 123 609 jeunes déscolarisés	Nombre de jeunes déscolarisés bénéficiaires	enquête administrative; enquête de terrain	DGE	43 265	8 653	8 653	8 653	8 653	8 653

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 5.4.5: Developper des programmes de financement d' Activités Génératrices de Revenus (AGR) et de Micro entreprises en faveur de 225 511 jeunes	Nombre de jeunes bénéficiaires	enquête administrative; enquête de terrain		45 820	9 164	9 164	9 164	9 164	9 164
EXTRANT 5.6 : Le dispositif de sécurité sociale est renforcé	Proportion de travailleurs bénéficiant de la sécurité sociale			505	75	100	100	115	115
Action 5.6.1 : Développer un système de protection des travailleurs du secteur informel	Système disponible			405	55	80	80	95	95
Action 5.6.2 : Renforcer les capacités des travailleurs du secteur privé	Nombre de travailleurs formés	rapport de formation		100	20	20	20	20	20
EXTRANT 5.7 : La santé et la sécurité au travail sont améliorées	Incidence des maladies professionnelles Nombre d'accidents de travail par an			1 555	285	460	360	275	175
Action 5.7.1: Former les partenaires sociaux à l'application des normes d'hygiène, de santé et sécurité au travail	Nombre de partenaires sociaux formés	Ateliers	DGT	305	35	60	60	75	75
Action 5.7.2: Créer un institut national de sécurité et santé au travail	L'institut national de sécurité et santé au travail est disponible et fonctionnel	enquête administrative; enquête de terrain	DGT/DLTE	1 250	250	400	300	200	100
EXTRANT 5.8 : La lutte contre le travail des enfants est renforcée	Proportion d'enfants soumis aux pires formes de travail			3 550	1 000	900	750	450	450
Action 5.8.1: Mener 2 études diagnostiques sur le travail et la traite des enfants chaque 3 ans.	Nombre d'études diagnostiques réalisées	Etudes		300	150	150	-	-	-
Action 5.8.2: Créer et équiper une cellule chargée de la lutte contre les Pires formes de Travail et la Traite des Enfants dans le ressort des Directions Régionales et Départementales du Travail.	La cellule chargée de la lutte contre les Pires formes de Travail et la Traite des Enfants est fonctionnelle	Actes administratifs	DGT/DLTE	1 000	200	200	200	200	200
Action 5.8.3: Pérenniser le système d'observation et de suivi du travail des enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI) par son extension à 10 nouveaux Départements de la Côte d'Ivoire	Nombre de SOSTECI créée	enquête administrative; enquête de terrain	DGT/DLTE	1 250	250	250	250	250	250
Action 5.8.4: Construire et équiper 3 centres de transit pour les enfants victimes de traite et d'exploitation	Nombre de centres de transit construits et équipés	enquête administrative; enquête de terrain	DGT/DLTE	1 000	400	300	300	-	-
EXTRANT 5.9 : Le dialogue social est promu	Nombre de grèves observées dans les différentes corporations			1 200	605	80	80	355	80
Action 5.9.1: Organiser la mise en place des représentants des organisations syndicales	Représentants des Organisations syndicales installés	Ateliers, Séminaires et Activités de vote	DGT/CNT	500	250	-	-	250	-
Action 5.9.2: Consolider la trêve sociale	Trêve sociale effective	Rencontres, réunions et séances de travail	DGT/CNT	50	25	-	-	25	-
Action 5.9.3: Réformer le CNT en CND5	Textes de réforme disponibles	Actes administratifs, Enquêtes Administratives et de terrain		250	250	-	-	-	-
Action 5.9.4: Promouvoir le dialogue social dans chaque secteur d'activité	Nombre de rencontres de sensibilisation réalisé dans chaque secteur d'activité	Ateliers, Réunions et sensibilisations	DGT/CNT	100	20	20	20	20	20
Action 5.9.5: Developper un système de communication pour la promotion du dialogue sociale	Système de communication disponible	Activité de sensibilisation	CNT	200	40	40	40	40	40
Action 5.9.6: Renforcer les capacités techniques des partenaires du dialogue social	Nombre de partenaires sociaux formés	Ateliers	DGT/CNT	100	20	20	20	20	20
EFFET 6 : Le renforcement des capacités est systématisé et coordonné	Ressources humaines mieux organisées et opérationnelles			10 085	1 845	2 080	2 060	2 050	2 050
Indicateur :									
EXTRANT 6.1 : La coordination des actions de renforcement des capacités des acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile est améliorée	Cadre de concertation créée et fonctionnel			10 000	1 800	2 050	2 050	2 050	2 050

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 6.1.1 : Renforcer l'organe de coordination en charge du renforcement des capacités nationales	Organe de coordination renforcé		SNRC	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Action 6.1.2 : Élaborer la stratégie nationale de renforcement des capacités	Stratégie nationale de renforcement des capacités disponible		SNRC	1 250	250	250	250	250	250
Action 6.1.3 : Mettre en œuvre la stratégie nationale de renforcement des capacités	Stratégie nationale de renforcement des capacités mis en œuvre		SNRC	1 500	300	300	300	300	300
Action 6.1.4 : Mettre en place et rendre fonctionnel le dispositif national de suivi et évaluation des capacités	dispositif national de suivi et évaluation des capacités mis en place et fonctionnel		SNRC	2 250	250	500	500	500	500
EXTRANT 6.2: Un réseau de veille et de valorisation des compétences est mise en œuvre	Reseau de veille opérationnel			85	45	30	10	-	-
Action 6.2.1 : Elaborer un manuel de critères sectoriels d'identification des expertises	Manuel de critère d'identification des expertises élaboré		MFPPRA/ SNBG	65	35	20	10	-	-
Action 6.2.2 : Elaborer un dispositif de certification et d'utilisation des expertises nationales	Dispositif de certification et d'utilisation des expertises nationales fonctionnel		MFPPRA	20	10	10	-	-	-
EXTRANT 6.3: Un programme unique de renforcement des capacités de l'administration publique, des collectivités territoriales et de la société civile est développé	Un programme unique de renforcement de capacité disponible et opérationnel			2 010 000	928 000	253 000	243 000	233 000	353 000
Action 6.3.1 : Consolider le cadre de collaboration du renforcement des capacités	Nombre de rencontres/ Niveau de cohérence des activités de renforcement de Capacités	Rapports d'activités	DGDCN	70 000	20 000	30 000	20 000	-	-
Action 6.3.2 : Identifier les besoins en compétences et en renforcement de capacités	Nombre d'études réalisées	Rapports d'études	DGDCN	358 000	228 000	-	-	-	130 000
Action 6.3.3 : Elaborer et appuyer la mise en œuvre des programmes sectoriels de renforcement des capacités l'administration publique, des collectivités territoriales et de la société civile	- Nombre de programmes élaborés - Nombre d'appuis apportés	Rapports d'activités	DGDCN	1 582 000	680 000	223 000	223 000	233 000	223 000
EXTRANT 6.4: L'expertise nationale et des acquis des expériences sont développés	Proportion d'experts identifiés			105 000	-	35 000	25 000	45 000	-
Action 6.4.1 : Faciliter la mobilité de l'expertise nationale dans l'administration publique et les institutions internationales	Nombre d'experts promus	Actes administratifs(decrets, arrêtés)	DGDCN	40 000	-	10 000	10 000	20 000	-
Action 6.4.2 : Promouvoir les experts indépendants	Nombre d'experts indépendants sollicités	Actes administratifs (contrats)	DGDCN	65 000	-	25 000	15 000	25 000	-
EFFET 7 : La protection sociale des populations est accrue	Proportion de la population bénéficiant de protection sociale			64 120	11 512	13 577	15 687	11 737	11 607
EXTRANT 7.1: Des appuis nécessaires fournis garantissent aux populations pauvres les moyens d'existence adéquats	Les couches sociales vulnérables bénéficient d'appuis adéquats			3 540	788	688	688	688	688
Action 7.1.1 : Mettre en œuvre le plan d'actions 2016 – 2020 de la SNPS	plan d'actions 2016 -2020 disponible	enquête administrative	Secrétariat Exécutif SNPS	140	28	28	28	28	28
Action 7.1.2 : Réaliser une étude sur la mise en œuvre des secours sociaux	étude disponible	enquête administrative	DPS	100	100	-	-	-	-
Action 7.1.3 : Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de valorisation des études et de recherche en matière de protection sociale	stratégie mise en œuvre	enquête administrative	INFS	300	60	60	60	60	60
Action 7.1.4 : Mettre en œuvre des Projets de Filets Sociaux Productifs	Projets de filets sociaux mis en œuvre	enquête administrative	UGP filets sociaux	3 000	600	600	600	600	600
EXTRANT 7.2 : Les groupes vulnérables sont assistés dans la prévention et la prise en charge face aux risques d'abus, de violence et d'exploitation	des mesures d'assistance des groupes vulnérables sont appliquées			34 275	5 187	7 472	9 582	6 082	5 952
Action 7.2.1 : Redynamiser 89 centres sociaux	nombre de centres sociaux redynamisés	enquête administrative; enquête de terrain	DGAS	2 670	564	534	534	534	504

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 7.2.2 : Mettre en place un programme de prise en charge pour les personnes handicapées	programme de prise en charge pour les personnes handicapées opérationnel	enquête administrative	DPPH	1 515	303	303	303	303	303
Action 7.2.3 : Mettre en place un programme de prise en charge des personnes âgées bénéficiant d'une meilleure intégration sociale	programme de prise en charge pour les personnes âgées mis en place	enquête administrative	DPS	375	75	75	75	75	75
Action 7.2.4 : Prendre en charge les personnes ayant besoin de protection spéciale dans le cadre des secours sociaux	proportion des personnes prises en charge	enquête administrative	DPS	4 900	980	980	980	980	980
Action 7.2.5 : Mettre en œuvre le programme national de prévention des risques sociaux	programme mis en œuvre	enquête administrative	DPS	950	190	190	190	190	190
Action 7.2.6 : Mettre en place un fonds d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles	proportion de victimes de catastrophes indemnisés	Enquête / Constat	FGA / MPMEF	2 100	100	1 000	1 000	-	-
Action 7.2.7 : Mettre en place un dispositif de financement pérenne de la prise en charge médicale systématique des accidentés de la voie publique est mis en place	proportion d'accidentés pris en charge par le fonds	Enquête / Constat	FGA / MPMEF / Assureurs	1 600	-	100	1 500	-	-
Action 7.2.8 : Renforcer le système communautaire et de service de protection de l'enfant	Nombre de localités couverts par le programme d'animation communautaire, nombre de service de protection de l'enfant fonctionnel	Rapport de suivi	MSFFE	3 490	400	490	900	900	800
Action 7.2.9 : Développer le dispositif national de protection social et de remplacement.	Nombre de structures réhabilitées/construites. Les standards nationaux adoptés Nombre de complexes socio-éducatif construits Nombre de centres socio-éducatifs construits et équipés	Rapport de suivi	MSFFE	12 000	2 000	3 000	3 000	2 000	2 000
Action 7.2.10 : Mettre en œuvre la stratégie nationale de lutte contre la violence basée sur le genre	Stratégie mise en œuvre	Rapport de suivi	MSFFE	4 200	500	700	1 000	1 000	1 000
Action 7.2.11 : Organiser le mouvement associatif des jeunes	Existence juridique d'une faïtière opérationnelle de jeunes			475	75	100	100	100	100
Action 7.2.12 : Mettre en œuvre la politique nationale de la famille	PNF mise en œuvre	Rapport de suivi	MSFFE						
EXTRANT 7.3: Le niveau de couverture de la protection sociale est accru	Taux de couverture sociale			24 105	4 917	4 797	4 797	4 797	4 797
Action 7.3.1 : Opérationnaliser la Couverture Maladie Universelle	CMU fonctionnel	enquête administrative	CNAM	3 000	600	600	600	600	600
Action 7.3.2 : Rendre fonctionnel la Plateforme Nationale de Protection Sociale	la Plateforme Nationale de protection sociale fonctionnelle	enquête administrative	DGAS	1 350	270	270	270	270	270
Action 7.3.3 : Mener une étude sur les problèmes sociaux majeurs en Côte d'Ivoire	étude disponible	enquête administrative	DGAS	120	120	-	-	-	-
Action 7.3.4 : Rendre fonctionnel l'AIRMS	AIRMS mis en œuvre	enquête administrative	AIRMS	19 635	3 927	3 927	3 927	3 927	3 927
EXTRANT 7.4: Les capacités techniques et matérielles des acteurs de la Protection Sociale sont renforcées	acteurs de la protection sociale opérationnel			2 200	620	620	620	170	170
Action 7.4.1 : Renforcer les capacités techniques et matérielles de 29 Directions Régionales des Affaires Sociales	Nombre de Directions Régionales opérationnel	enquête administrative	DGAS / DAF	1 350	450	450	450	-	-
Action 7.4.2 : Renforcer les capacités techniques et matérielles de l'INFS	l'INFS est dotée de matériels techniques et roulants	enquête administrative	INFS	500	100	100	100	100	100

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 7.4.3 : Réviser et mettre en œuvre les curricula de formation des travailleurs sociaux	Curriculas révisés	enquête administrative	INFS	350	70	70	70	70	70
EFFET 8 : Les services de santé diversifiés et de qualité sont accessibles à toutes les populations	Taux de morbidité générale Taux de mortalité infantile, infanto juvénile et maternel Taux de morbidité infantile, infanto juvénile et maternel			1 998 475	381 255	437 055	418 055	409 055	353 055
EXTRANT 8.1: La gouvernance du secteur santé est renforcée	Système de gestion efficace			93 975	27 395	27 395	9 395	16 395	13 395
Action 8.1.1 : Renforcer les mécanismes de coordination intra et intersectoriels des interventions de tous les acteurs du système de santé	Nombre de revues annuelles conjointes	Rapports des revues annuelles conjointes	DPPEIS/MSLS	850	170	170	170	170	170
Action 8.1.2 : Renforcer les capacités en gestion des acteurs du système de santé à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	Nombre de personnes formées	Rapport de formation	MSLS	625	125	125	125	125	125
Action 8.1.3 : Renforcer la déconcentration du système de santé pour rendre opérationnel les Directions Régionales et Départementales de la Santé	Nombre des Directions régionales et Directions départementales opérationnelles	Rapports d'évaluation de la fonctionnalité des districts et régions sanitaires	DGS/DPPEIS/MSLS	67 000	20 000	20 000	7 000	10 000	10 000
Action 8.1.4 : Renforcer l'évaluation, le contrôle et l'audit du secteur de la santé	Nombre de contrôles et d'audits	Rapport d'audit	DPPEIS/IGSLS/DEPS/MSLS	500	100	100	100	100	100
Action 8.1.5 : Informatiser le système national d'information sanitaire	Système opérationnel	RASS	DPPEIS/MSLS	25 000	7 000	7 000	2 000	6 000	3 000
EXTRANT 8.2: L'offre, la qualité et l'utilisation des services de santé sont améliorées	Pourcentage de population vivant dans un rayon de 5 km d'un centre de santé fonctionnel Taux de fréquentation et d'utilisation des services de santé			614 100	95 780	151 580	150 580	134 580	81 580
Action 8.2.1 : Accroître le niveau de financement du secteur de la santé	Part du budget de la santé dans le budget de l'Etat	Comptes de la Santé	DAF/MSLS	400	80	80	80	80	80
Action 8.2.2 : Appuyer la mise en œuvre du Financement Basé sur la Performance	Nombre de districts couverts	Rapport d'activité CT_FBP/DPPEIS	DPPEIS/MSLS	25 000	3 000	4 000	6 000	6 000	6 000
Action 8.2.3 : Construire, réhabiliter, mettre aux normes et équiper les établissements de santé et les unités de maintenance	nombre d'établissements	Rapports DIEM	DIEM/MSLS	451 200	61 200	120 000	120 000	100 000	50 000
Action 8.2.4 : Renforcer les équipements logistiques des structures sanitaires (chaîne de froid ,véhicule, motos)	proportion d'établissements équipés	Rapports DIEM	DIEM/MSLS	20 000	8 000	4 000	1 000	5 000	2 000
Action 8.2.5 : Assurer la disponibilité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques de qualité au niveau de la Nouvelle PSP et au niveau périphérique	Taux de disponibilité des produits vitaux (90%) Taux de disponibilité des autres médicaments essentiels (70%) : 90/70	Rapport d'activité mensuelle des directions régionales	Nouvelle PSP-CI/DPML/PNDAP/I NHP/MSLS	117 000	23 400	23 400	23 400	23 400	23 400
Action 8.2.6 : Renforcer la capacité des acteurs sur le système de santé (santé publique, suivi et évaluation , RSS...)	Nombre d'acteurs formés	rapport de formation	INSP/MSLS	500	100	100	100	100	100
EXTRANT 8.3 : La lutte contre la maladie est renforcée	Incidence de la maladie Prévalence de la maladie			1 150 400	230 080	230 080	230 080	230 080	230 080
Action 8.3.1 : Renforcer la lutte contre le VIH/Sida	nombre de personnes vivant avec le VIH bénéficiant de la prise en charge par les antirétroviraux	SNIS	PNLS/MSLS	345 000	69 000	69 000	69 000	69 000	69 000
Action 8.3.2 : Renforcer la lutte contre le paludisme	décès liés au paludisme chez les patients hospitalisés pour 1000 personnes par an	HMIS	PNLP/MSLS	328 000	65 600	65 600	65 600	65 600	65 600
Action 8.3.3 : Renforcer la lutte contre la tuberculose	Nombre et pourcentage de cas de tuberculose dépistés	Rapport annuel du PNLT	PNLT/MSLS	73 000	14 600	14 600	14 600	14 600	14 600

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 8.3.4 : Renforcer la lutte contre les maladies évitables par la vaccination (Tétanos, poliomyélite, rougeole, fièvre jaune, hépatite virale B et infections à Haemophilus influenzae b, infections à pneumocoque, infections à rotavirus)	Couvertures vaccinales (BCG, DTC, VAR, VAA, VPI, PCV 13, Vaccin antirotavirus et Td)	Rapport	DCPEV/PNLCa/MSLS	224 000	44 800	44 800	44 800	44 800	44 800
Action 8.3.5 : Renforcer la lutte contre les autres maladies transmissibles notamment les maladies à potentiel épidémique y compris Ebola	Nombre de personnes atteintes		INHP/DHES/MSLS	70 000	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000
Action 8.3.6 : Renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles	Nombre et pourcentage de cancers dépistés à un stade précoce Pourcentage d'adultes âgées de 40 ans ou plus et ayant un risque cardio-vasculaire élevé (≥30 %) sous traitement préventif des infarctus du myocarde et accidents vasculaires cérébraux	Enquête nationale	PNPMNT/PNLCa/PNLTA/MSLS	110 400	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080
EXTRANT 8.4: La santé maternelle et infanto-juvénile est améliorée	Couverture en CPN 4 Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié Taux de couverture vaccinale			140 000	28 000	28 000	28 000	28 000	28 000
Action 8.4.1 : Renforcer les services intégrés de prise en charge de la santé de la mère	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	Rapport d'activité/RASS	PNSME/MSLS	54 000	10 800	10 800	10 800	10 800	10 800
Action 8.4.2 : Promouvoir la planification familiale	Taux de prévalence contraceptive	RASS; EDS/MICS	PNSME/MSLS	28 000	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600
Action 8.4.3 : Promouvoir la santé sexuelle et reproductive des adolescents, des jeunes, des femmes et des hommes	Taux de fécondité spécifique par âge (15-19 ans) Nombre de grossesses chez les adolescentes scolarisées	Etude spécifique, EDS/MICS, Rapport d'activités PNSSU-SAJE	PNSME/PNSSU/MSLS	33 000	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600
Action 8.4.4 : Renforcer les services de Prise en Charge Intégrée des maladies du Nouveau-né et de l'Enfant au sein des établissements sanitaires et dans la communauté	Pourcentage d'ESPC offrant des soins aux enfants de moins de 5 ans selon les directives de la PCIMNE	Rapport du programme/Enquête de service	PNSME/MSLS	25 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
EFFET 9 : Le statut nutritionnel de la population est amélioré	Proportion de personnes malnutries			489 210	97 842	97 842	97 842	97 842	97 842
Exrant 9.1: Les bonnes pratiques nutritionnelles et les mesures préventives sont promues	Taux de morbidité lié à la malnutrition			162 612	32 522	32 522	32 522	32 522	32 522
Action 9.1.1: Renforcer la communication pour l'adoption des comportements et des normes sociales favorables à la nutrition à tous les niveaux	Proportion d'enfants allaités, Proportion d'enfants 6-23 mois recevant un régime alimentaire minimum acceptable, Proportion de ménages adoptant les bonnes pratiques nutritionnelles	rapport d'enquête, rapport d'activité	MSLS, MSFFE, MEMEASFP, MINAGRI, MIRAH	65 684	13 137	13 137	13 137	13 137	13 137
Action 9.1.2: Déparasiter et supplémenter les adolescentes, les femmes enceintes, les enfants d'âge scolaire et préscolaire, les enfants de moins de 5 ans en vitamines et minéraux	Proportion d'adolescents, Proportion femmes enceintes Proportion d'enfants de 12 à 59 mois Proportion d'enfants de 5 à 12 ans déparasités et supplémentés en fer et en vit A % ménages disposant de sel iodé, % de ménages qui consomment des aliments enrichis	rapport d'activités	MSLS, MSFFE, MEMEASFP, MINAGRI, MIRAH	96 928	19 386	19 386	19 386	19 386	19 386
Exrant: 9.2.: La prise en charge de la malnutrition est renforcée	Proportion de structures sanitaires, sociales et communautaires menant des activités de nutrition			103 810	20 762	20 762	20 762	20 762	20 762

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 9.2.1: Assurer les soins et soutiens nutritionnels des cas de malnutrition (sous-nutrition et surnutrition) chez les femmes enceintes, les femmes allaitantes, et les enfants de moins de cinq ans	Proportion de femmes enceintes, Proportion femmes allaitantes Proportion d'enfants de moins de 5 ans dépistés et pris en charge dans les structures sanitaires, sociales et communautaires, % de centre disposant d'UNT, UNTA et/ou UNS fonctionnels	Rapports de suivi ; Rapports d'évaluation	MSLS, MSFFE, MEMEASFP	103 561	20 712	20 712	20 712	20 712	20 712
Action 9.2.2 Dépister correctement et offrir des soins et soutiens nutritionnels aux PVVIH/OEV et autres groupes spécifiques(maladies métaboliques, surpoids et obésité, personnes âgées, milieu carcéral)	Proportion de personnes des groupes spécifiques qui reçoivent des soins et soutien nutritionnels, Proportion de structures sanitaires disposant d'une structure de prise en charge de la malnutrition des groupes spécifiques, Proportion de personnes conseillées sur un régime alimentaire et une activité sportive adaptée aux groupes spécifiques	Rapport d'activités et d'enquête	MSLS, MSFFE, MEMEASFP MINAGRI, MIRAH	249	50	50	50	50	50
EXTRANT 9.3 : La disponibilité et l'accès à des aliments nutritifs et diversifiés pour la consommation sont accrus	Proportion de la population ayant accès à une alimentation diversifiée et riche en vitamine			65 446	13 089	13 089	13 089	13 089	13 089
Action 9.3.1 : Augmenter la production et l'accessibilité a des aliments en quantité suffisante, diversifiées et riche en nutriments dans les zones d'insécurité alimentaire	Indice moyen de diversité alimentaire des ménages et des enfants, Score de Consommation Alimentaire,% des ménages en insécurité alimentaire,existence d'un système national fonctionnel d'information et de contrôle des prix et des stocks sur les marchés	Rapport Annuel d'Activités , et d'enquête ménage	MINAGRI , MIRAH, MSLS	49 981	9 996	9 996	9 996	9 996	9 996
Action 9.3.2: Améliorer les techniques et les infrastructures d'entreposage, de conservation, de transformation (cultures, élevage)	Proportion de perte post récolte et post capture, Proportionde producteurs qui pratiquent les bonnes techniques de conservation, de stockage et de transformation	Rapport Annuel d'Activités ,	MINAGRI , MIRAH, MC	15 465	3 093	3 093	3 093	3 093	3 093
EXTRANT 9.4 : La sécurité sanitaire des aliments est renforcée	Taux de morbidité lié à la sécurité sanitaire des aliments			21 585	4 317	4 317	4 317	4 317	4 317
Action 9.4.1: Rendre fonctionnel et renforcer le système intégré d'analyse du risque	système intégré d'analyse renforcé et opérationnel	Rapport d'activités, textes legaux	MESRS, MINAGRI, MIRAH, MSLS, MC , MI, ME, collectivité,	14 953	2 991	2 991	2 991	2 991	2 991
Action 9.4.2: Améliorer la gestion du risque	Nombre de cas notifiés, nombre de structures aux normes, Existence d'un cadre intégré d'intervention défini	Rapport d'activités	MESRS, MINAGRI, MIRAH, MSLS, MC MI, ME, collectivités	4 755	951	951	951	951	951
Action 9.4.3: Informer et sensibiliser les acteurs de la chaîne de valeur	proportion des acteurs de la chaîne formés aux bonnes pratiques	Rapport d'activités	MESRS, MINAGRI, MIRAH, MSLS, MC , MI, ME, collectivités	1 877	375	375	375	375	375
EXTRANT 9.5 : La résilience des ménages aux crises alimentaires et nutritionnelles est renforcée	Proportion des menages indigents bénéficiant d'un soutien aux cours des crises alimentaires			132 032	26 406	26 406	26 406	26 406	26 406

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 9.5.1: Faciliter l'accès des ménages vulnérables aux services de protection sociale	pourcentage des menages hautement vulnérables recevant des services de protection sociale, taux d'indigents ayant accès aux services sociaux de base, proportion de cantines scolaires fonctionnelles dans les zones d'insécurité alimentaire sévère	rapport d'activités	MIRAH, MINAGRI,MSLS MEMEASFP,MSFFE	29 021	5 804	5 804	5 804	5 804	5 804
Action 9.5.2: Renforcer les capacités des ménages vulnérables face aux effets du changement climatique et autres chocs/ épidémies	capacités des ménages vulnérables renforcées	rapport d'activités	MIRAH, MINAGRI,MSLS MEMEASFP,MSFFE,	103 012	20 602	20 602	20 602	20 602	20 602
EXTRANT 9.6 : Un environnement favorable à la nutrition est créé et la gouvernance est renforcée	Le comité National de Cordination mis en place est fonctionnel			3 725	745	745	745	745	745
Action 9.6.1: Renforcer la collaboration et la coordination intra et intersectorielle	Nombre de rencontres CNN, CRN, CDN, CCN		CNN	1 907	381	381	381	381	381
Action 9.6.2: Renforcer le plaidoyer pour la nutrition à tous les niveaux	Nombre d'outils de plaidoyer		CNN	121	24	24	24	24	24
Action 9.6.3: Renforcer les programmes de formation initiale en matière de nutrition	proportion de Programmes de formation initiale renforcé			55	11	11	11	11	11
Action 9.6.4 : Renforcer la recherche fondamentale et opérationnelle	Recherche fondamentale développée		CNN	80	16	16	16	16	16
Action 9.6.5: Rendre disponible un système de suivi- évaluation à tous les niveaux	système de suivi-évaluation fonctionnel		CNN	1 415	283	283	283	283	283
Action 9.6.6: Mettre en place un cadre législatif et réglementaire	Cadre légal et réglementaire opérationnel		CNN	148	30	30	30	30	30
EFFET 10: Des progrès vers l'atteinte du dividende démographique sont réalisés	Indice synthétique de fécondité, Taux de croissance démographique			97 070	14 056	22 549	20 862	20 122	19 482
Indicateur :									
EXTRANT 10.1: Le rythme de la transition démographique est accéléré	Taux de dépendance (proportion des personnes à charge 0-15 ans; 64 ans et plus)			5 200	840	1 840	840	840	840
Action 10.1.1: Amorcer la révolution contraceptive	Taux de prévalence contraceptive moderne (B= 14% en 2012; C=au moins 30% en 2020)	Rapports d'enquêtes	ONP	3 000	600	600	600	600	600
Action 10.1.2: Mettre en place une ligne budgétaire pour l'achat des produits contraceptifs	Part du financement de l'Etat dans le secteur de la santé, de la santé de la reproduction en particulier, Existence d'une ligne budgétaire dédiée à la planification familiale et à l'achat de produits contraceptifs	Budget de l'Etat, Loi des Finances	Ministère du Budget	-	-	-	-	-	-
Action 10.1.3: Développer un nouveau Programme National de Communication pour le Changement de Comportement en matière de procréation et d'utilisation de la Planification Familiale adapté à différents publics cibles (jeunes, multipares en milieu rural)	Existence d'un programme National de CCC en matière de PF ciblant le milieu rural, Proportion des utilisatrices des méthodes modernes de contraception en milieu rural	Rapports d'activités; Rapports d'enquête	ONP	600	120	120	120	120	120
Action 10.1.4: Renforcer la lutte contre les mariages et grossesses précoces et à risques	Proportion de jeunes filles mariées avant l'âge de 18 ans Proportion des grossesses précoces (à risque)	Rapports d'enquêtes	ONP	600	120	120	120	120	120
Action 10.1.5: Développer le Plan d'Action de la Politique Nationale de Population	Plan d'Action de la Politique Nationale de Population développé	Rapports d'activités	ONP	1 000	-	1 000	-	-	-
EXTRANT 10.2: L'autonomisation de la femme et de la jeune fille est assurée	Proportion de femme et de jeune fille bénéficiant des AGR			52 500	10 500	10 500	10 500	10 500	10 500
Action 10.2.1: Améliorer et accroître l'offre de services des IFEF dans les 10 pôles de développement	Nombre d'IFEF construit et équipé, Nombre d'IFEF réhabilité et équipé	routinière	MSFFE	12 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 10.2.2 : Renforcer l'encadrement et l'accompagnement des femmes en milieu urbain et milieu rural	Nombre de femmes menant des AGR, nombre et types d'AGR développés, nombre et types d'AGR renforcé, nombre de plate forme d'intérêt économique créé	routinière	MSFFE	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Action 10.2.3: Favoriser l'intégration socio-économique et professionnelle des femmes notamment en milieu rural	Nombre de femmes menant des AGR, nombre et types d'AGR développés, nombre et types d'AGR renforcé, nombre de plate forme d'intérêt économique créé	routinière	MSFFE	30 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
EXTRANT 10.3: Les inter-rérelations population et développement sont mieux connues et pris en compte	Proportion des documents nationaux intégrant les questions de population			4 754	951	951	951	951	951
Action 10.3.1: Développer un Programme Prioritaire d'Études et de Recherches sur les inter-relations population-développement, l'émergence et sur le dividende démographique	Nombre d'études réalisés; Nombre de programmes de recherches développés		ONP	400	80	80	80	80	80
Action 10.3.2: Elaborer et Diffuser le Rapport Annuel sur l'Etat de la Population de la Côte d'Ivoire (REPCI)	Nombre de REPCI produits et diffusés		ONP	600	120	120	120	120	120
Action 10.3.3: Mettre en place un dispositif performant de collecte de données actualisées et harmonisées dans les secteurs clés permettant d'atteindre le dividende démographique (Education, Santé, Emploi, Economie et Gouvernance)	Existence d'un dispositif de collecte de données harmonisées dans les secteurs clés du DD		ONP	500	100	100	100	100	100
Action 10.3.4: Mettre en place un observatoire en population et développement	Observatoire en population et développement opérationnel		ONP	500	100	100	100	100	100
Action 10.3.5: Mettre en place un centre de numérisation en population et développement	Centre de numérisation fonctionnel		ONP	346	69	69	69	69	69
Action 10.3.6: Organiser des sessions annuelles de Consultations Nationales et Régionales sur l'émergence, le Dividende Démographique et les progrès de la révolution contraceptive	Nombre de sessions de Consultations Nationales et Régionales réalisé		ONP	278	56	56	56	56	56
Action 1.3.7: Organiser une Conférence Nationale Annuelle sur la Population et le Développement	CNA organisée		ONP	2 130	426	426	426	426	426
EXTRANT 10.4: Les dimensions démographiques (évolution des effectifs et des taux de couverture) sont intégrées dans les politiques, plans et programmes de développement	Proportion des documents nationaux intégrant les dimensions démographiques			3 000	785	770	505	480	460
Action 10.4.1: Assurer la disponibilité de projections démographiques pour alimenter l'élaboration des Plans et Programmes sectoriels et régionaux de développement	Projections démographiques disponibles		ONP	500	250	250	-	-	-
Action 10.4.2: Redynamiser le Système Intégré de Gestion des Données Démographiques et Socio Economique (SIGDSE)	SIGDSE actualisé et fonctionnel		ONP	200	75	60	45	20	-
Action 10.4.3: Renforcer les capacités des planificateurs des ministères sectoriels pour la formulation de politiques, plans et programmes intégrant les questions de population	Nombre de planificateurs sectoriels dont les capacités sont renforcées en population et développement		ONP	300	60	60	60	60	60
Action 10.4.4: Renforcer les capacités des planificateurs des Collectivités Territoriales pour la formulation des plans et programmes de développement locaux axés sur les questions de population	Nombre de planificateurs des Collectivités décentralisées dont les capacités sont renforcées en population et développement		ONP	500	100	100	100	100	100
Action 10.4.5: Développer un Projet Pilote d'Intégration des Questions de Population dans un nombre limité de Régions (élaboration du PRODOC, coordination de la mise en œuvre, établissement de Monographies ou Profils régionaux et de systèmes de suivi démographique)	Projet pilote développé			1 500	300	300	300	300	300

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
EXTRANT 10.5: Les capacités et les mécanismes de coordination des interventions en matière de population et développement (ONP, interfaces aux niveaux sectoriels, PTF, Collectivités Territoriales) sont renforcés	Mecanismes de coordinations opérationnels			4 900	680	1 180	1 180	1 180	680
Action 10.5.1: Construire le siège et renforcer les capacités matérielles de l'Office National de la Population	Siège construit et fonctionnel			1 500	-	500	500	500	-
Action 10.5.2: Développer un projet d'Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de population	Projet d'appui développé			3 000	600	600	600	600	600
Action 10.5.3: Mettre en place un cadre organisationnel responsabilisant dans chaque département sectoriel une structure interne focale (qui est redevable des réponses aux exigences de coordination des actions en matière de population).	Cadre organisationnel opérationnel			200	40	40	40	40	40
Action 10.5.4: développer des partenariats stratégiques, création de réseaux en Population et Développement et renforcement des capacités des membres de ces réseaux sur le dividende démographique	Nombre de partenariats stratégique développé Nombre de réseaux créés Proportion des membres du reseau formé			200	40	40	40	40	40
EXTRANT 10.6: Le fichier unique de la population est disponible et mis à jour sur une base routiniere	Fichier est opérationnel			26 716	300	7 308	6 886	6 171	6 051
Action 10.6.1: Réviser et mettre à jour le cadre politique et normatif sur l'état civil	Cadre révisé et actualisé		Ministere de l'Interieur	170	-	75	75	20	-
Action 10.6.2: Renforcer le rôle des structures sanitaires dans l'enregistrement des naissances et des décès	La proportion des structures sanitaires qui transmettent des données spécifiques sur les naissances et les décès	Donnees de routine	ONP, Ministère de l'Interieur et MSLS	1 284	300	384	300	200	100
Action 10.6.3: Renforcer la demande des services d'état civil	Proportion de la population faisant des déclaration à l'état-civil	enquête	Ministere de l'Interieur, ONP	1 000	-	250	250	250	250
Action 10.6.4: Renforcer l'offre de services d'état civil et le système de suivi et de contrôle des services	Proportion des services d'état-civil qui délivrent des prestations de qualité	Donnes de routine	Ministere de l'Interieur, ONP	22 804		5 701	5 701	5 701	5 701
Action 10.6.5: Revoir et Mettre en place le schema directeur informatique de l'Etat Civil	Schema directeur opérationnel	Donnees de routine	Ministere de l'Interieur, ONP	238	-	238	-	-	-
Action 10.6.6: Renforcer les capacités institutionnelles des services d'immigration	Capacités institutionnelles des services d'immigration renforcées		Etat de CI (Budget ONI)	1 120	-	560	560		
Action 10.6.7: Mettre en ligne les fichiers des cartes Nationales d'Identités et des cartes de résidents Bases	Fichiers CNI et CRB mis en ligne		Etat de CI (Budget ONI)	100	-	100	-	-	-
EFFET 11 : Les populations bénéficient d'une qualité de vie meilleure et soutenue	Taux d'accessibilité et d'utilisation des services sociaux de base			2 017 371	407 017	411 434	401 505	400 234	397 182
Extrant 11.1 : Les populations ont accès à des espaces dédiés à la pratique du sport pour tous et des loisirs saints				44 765	3 554	11 553	11 353	9 153	9 153
Action 11.1.1 : Créer des conditions favorables à la promotions et à la pratique du sport pour tous et des loisirs sains	Nombre de parcours et sites créés au sport et aux loisirs sains		MSL/DSFSM	500	200	200	100		
Action 11.1.2 : Réhabiliter et équiper aux normes internationales les infrastructures civiles, universitaires et scolaires existantes réhabilitées et équipées	Nombre d'infrastructures civiles, universitaires et scolaires existantes réhabilitées et équipées		MSL/OISSU	44 265	3 354	11 353	11 253	9 153	9 153
EXTRANT 11.1 : L'accès des populations à un système d'assainissement durable est amélioré	Proportion de la population ayant accès à un système d'assainissement durable et amélioré			119 700	24 150	24 250	23 900	23 700	23 700
Action 11.1.1: Assurer la couverture nationale en matière d'assainissement	Le territoire national est couvert en matière d'assainissement			80 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000
Action 11.1.2: promouvoir l'accès à un assainissement amélioré notamment en en milieu rural	Proportion des population en milieu rural ayant accès à un système d'assainissement amélioré			39 700	8 150	8 250	7 900	7 700	7 700
EXTRANT 11.2 : L'accès des populations à des services énergétiques de qualité est favorisé	Les populations ont accès à des services énergétiques de qualité			1 796 000	360 500	362 250	357 750	357 750	357 750
Action 11.2.1: Réduire les coûts d'accès aux services énergétiques	Taux d'accès à l'électricité	Rapport DGE		1 288 000	258 500	260 000	256 500	256 500	256 500
Action 11.2.2: Rendre accessible les services énergétiques sur l'ensemble du territoire	Taux de couverture	Rapport DGE		508 000	102 000	102 250	101 250	101 250	101 250

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Extrant 11.3 : Les ressources en eau mobilisables pour l'alimentation en eau potable sont sécurisées	Bassins et nappes phréatiques pour l'alimentation en eau potable sécurisés			9 696	897	4 321	2 335	2 143	-
Action 11.3.1: Réaliser des travaux de renforcement du système de maîtrise des ressources en eau	Travaux de renforcement du système de maîtrise en eau réalisé		ONEP	4 344	-	2 324	1 023	997	-
Action 11.3.2: Mettre en œuvre les mesures de sécurisation, de préservation des ressources en eau destinées à l'AEP et des ouvrages de mobilisation	Mesures de sécurisation opérationnelles		ONEP	3 346	-	1 100	1 100	1 146	-
Action 11.3.3: Mettre en œuvre les mesures de restauration des eaux polluées	Mesures de restauration des eaux usées mises en œuvre		ONEP	206	72	72	62	-	-
Action 11.3.4: Elaborer un schéma directeur pour l'exploitation des ressources en eau destinées à l'AEP	Schema directeur disponible		ONEP	600	225	225	150	-	-
Action 11.3.5: Elaborer des programmes de recherche sur les ressources en eau	Programmes de recherche sur les ressources en eau disponible		ONEP	1 200	600	600	-	-	-
EXTRANT 11.5: Les infrastructures d'hydraulique humaine sont réhabilitées	Nombre des infrastructures d'hydraulique humaine réhabilitées			24 212	2 236	5 124	4 784	6 488	5 579
Action 11.5.1: Réhabiliter les digues et seuils des retenues d'eau destinées à l'alimentation en eau potable	Digues et seuils de retenues d'eau réhabilités		ONEP	10 000	324	2 419	2 419	2 419	2 419
Action 11.5.2: Réaliser l'alimentation en eau potable de la ville de Béoumi et des localités environnantes à partir de la station de la Loka à Bouaké	Alimentation en eau potable de Béoumi et des localités environnantes à partir de la station de la Loka à Bouaké réalisée		ONEP	3 535	-	1 100	1 526	909	-
Action 11.5.3: Réparer et entretenir les pompes villageoises existantes	Pompes villageoises existantes réparé et entretenues		ONEP	7 500	1 180	-	-	3 160	3 160
Action 11.5.4: Réhabiliter les installations de production d'eau potable de Yakasse Attobrou	Installations d'eau potable de Yakassé-Attobrou réhabilitées		ONEP	350	350	-	-	-	-
Action 11.5.5: Réhabiliter et renforcer les installations de production d'eau potable de Minignan	Installations de production d'eau potable de minignan réhabilitées et réhabilitées		ONEP	854	-	854	-	-	-
Action 11.5.6: Réhabiliter les installations de production d'eau potable de Touba	Installations de production d'eau potable de Touba réhabilitées et réhabilitées		ONEP	1 590	-	751	839	-	-
Action 11.5.7: Réhabiliter les installations de production d'eau potable de Duékoué	Installations de production d'eau potable de Duékoué réhabilitées et réhabilitées		ONEP	382	382	-	-	-	-
Action 11.5.8: Réhabiliter 25 systèmes HVA défaillants sur l'ensemble du territoire national	Nombre de systèmes HVA sur l'ensemble du territoire national réhabilité			7 249	5 144	2 105	-	-	-
Action 11.5.9: Rénover les installations de production d'eau potable de Katiola	Installations de production d'eau potable de Katiola réhabilitées et réhabilitées		ONEP	1 872	1 000	872	-	-	-
Action 11.5.10: Renforcer et réhabiliter les installations de production d'eau potable d'Abengourou	Installations de production d'eau potable d'Abengourou renforcées et réhabilitées		ONEP	1 254	981	273	-	-	-
Action 11.5.11 : Réhabiliter les tours de contact des usines d'Abidjan	Tours de contact des usines d'Abidjan réhabilités		ONEP	392	392	-	-	-	-
Action 11.5.12: Mettre à niveau les installations de production et de transport d'eau potable de Lakota	Installation de production et de transport d'eau potable de Lakota mises à niveau		ONEP	460	-	460	-	-	-
Action 11.5.13: Aménager les voies d'accès aux forages et usines d'Abidjan	Voies d'accès aux forages et usines d'Abidjan réhabilitées et réhabilitées		ONEP	2 071	2 071	-	-	-	-
Action 11.5.14: Réhabiliter les installations de production d'eau potable de la ville d'Agboville et Tiassalé	Installations de production d'eau potable d'Agboville et Tiassalé réhabilitées		ONEP	1 200	700	500	-	-	-
EXTRANT 11.6 : Les infrastructures d'hydraulique humaine de qualité sont construites	Nombre d'infrastructures d'hydraulique humaine construites			22 999	15 680	3 935	1 383	1 000	1 000
Action 11.6.1: Exécuter le programme d'Hydraulique villageoise KFW VIII	Programme d'Hydraulique villageoise KFW VIII	Rapport d'Activités	ONEP	2 073	2 073	-	-	-	-
Action 11.6.2: Réaliser l'alimentation en eau potable des localités des Districts des Savanes et du Denguélé (UEMOA-BID)	Alimentation en eau potable des localités des Districts des Savanes et du Denguélé réalisée	Rapport d'Activités	ONEP	4 491	2 644	1 847	-	-	-
Action 11.6.3: Réaliser l'alimentation en eau potable du nord-est d'Abidjan (y compris Bingerville-ouest)	En eau potable du nord d'Abidjan (y compris Bingerville-ouest) réhabilitées	Rapport d'Activités	ONEP	4 924	4 924	-	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 11.6.4: Mobiliser et sécuriser les ressources en eau pour l'alimentation en eau potable des villes de l'intérieur	Ressources E de production et de transport d'intérieur mises et sécuriser les ressources	Rapport d'Activités	ONEP	1 313	422	508	383	-	-
Action 11.6.5: Mettre en œuvre le Programme Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)	PHAM mis en œuvre	Rapport d'Activités	ONEP	5 198	4 617	581	-	-	-
Action 11.6.6: Mettre en œuvre le Programme d'urgence hydraulique urbaine	Programme d'urgence hydraulique urbaine mis en œuvre	Rapport d'Activités	ONEP	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Action 11.6.7 : Réaliser 500 forages équipés de pompes à motricité humaine	Nombre de forages équipés	Rapport d'Activités		34 589	27 152	2 728	1 570	1 570	1 570
Action 11.6.8: Réaliser l'alimentation en eau potable de la localité de Moronou	Moronou raccordé à l'eau potable	Rapport d'Activités	ONEP	50	50	-	-	-	-
Action 11.6.9: Faire l'adduction d'eau potable des quartiers périurbains Abidjan	Quartiers périurbains d'Abidjan raccordés à l'eau potable	Rapport d'Activités	ONEP	2 500	500	500	500	500	500
Action 11.6.10: Faire l'adduction d'eau potable des quartiers périurbains villes de l'intérieur	Quartiers périurbains des villes de l'intérieur raccordés à l'eau potable	Rapport d'Activités	ONEP	2 500	500	500	500	500	500
Action 11.6.11: Renforcer l'alimentation en eau potable de la zone sud d'Abidjan à partir de la nappe du Sud Comoé (Bonoua II)	Alimentation en eau potable de la zone sud d'Abidjan à partir de la nappe du Sud Comoé renforcée	Rapport d'Activités	ONEP	25 533	25 533	-	-	-	-
Action 11.6.12: Exécuter le programme de construction de 5 nouveaux HVA	Programme de construction de 5 nouveaux HVA exécuté	Rapport d'Activités	ONEP	2 848	570	570	570	570	570
Action 11.6.13: Changer les ressources pour l'alimentation en eau potable de la ville de Toulepleu	Alimentation de Toulepleu en eau potable à partir de nouvelles ressources	Rapport d'Activités	ONEP	1 158	-	1 158	-	-	-
Action 11.6.14 : Alimenter régulièrement les villes de Grand Lahou et Yocoboué en eau potable	Alimentation de Grand Lahou et Yocoboué en eau potable	Rapport d'Activités	ONEP	37 054	13 709	15 425	7 919	-	-
Action 11.6.15 : Réaliser l'alimentation en eau potable des villes de Bondoukou et Bouna	Bondoukou et Bouna alimentés en eau potable	Rapport d'Activités	ONEP	17 374	5 679	5 679	6 017	-	-
Action 11.6.16 : Alimenter en eau potable la ville de Tafiré à partir du fleuve Bandama	Tafiré alimenté en eau potable à partir du fleuve Bandama	Rapport d'Activités	ONEP	8 533	3 718	4 815	-	-	-
Action 11.6.17 : Réaliser l'alimentation en eau potable des localités du District des Montagnes	Alimentation en eau potable des localités du District de Man réalisé	Rapport d'Activités	ONEP	3 655	2 705	949	-	-	-
Action 11.6.18: Renforcer la production en eau potable de la ville de Divo	Production en eau potable de la ville de Divo renforcé	Rapport d'Activités	ONEP	812	-	545	267	-	-
Action 11.6.19 : Mettre en œuvre le Programme d'appui à l'accélération de l'accès durable à l'eau, hygiène et assainissement (PADEHA) - Volet eau potable	Programme mis en œuvre	Rapport d'Activités	ONEP	2 320	1 607	712	-	-	-
Action 11.6.20: Mettre en œuvre le projet structurant d'alimentation de plusieurs villes dans la région des lacs à partir de Yamoussoukro	Projet structurant d'alimentation en eau potable dans les villes de la région des lacs à partir de Yamoussoukro fonctionnel	Rapport d'Activités	ONEP	4 360	-	2 725	1 635	-	-
Action 11.6.21 : Mettre en œuvre le projet d'alimentation en eau potable des villes de Sinfra, Gagnoa et les localités environnantes à partir du fleuve Bandama à Zambrakro (Projet RPE)	Projet structurant en eau potable de ces localités à partir du fleuve Bandama à Zambrakro opérationnel	Rapport d'Activités	ONEP	43 421	12 727	13 881	13 609	2 004	1 200
Action 11.6.22: Réaliser l'alimentation en eau potable de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé à Dallo	Alimentation en eau potable d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé à Dallo réalisée	Rapport d'Activités	ONEP	17 460	5 228	5 228	6 200	804	-
Action 11.6.23: Sécuriser l'alimentation électrique de Riviera centre et Anonkoua Kouté	Alimentation électrique de Riviera centre et Anonkoua Kouté sécurisées	Rapport d'Activités	ONEP	610	210	100	100	100	100
Action 11.6.24: Renforcer la production d'eau potable de Guiglo et réaliser le raccordement de Zagné et 9 autres localités	Production d'eau potable de Guiglo renforcé Nombre de localités raccordées	Rapport d'Activités	ONEP	1 950	-	995	955	-	-
Action 11.6.25: Alimenter en eau potable 31 nouvelles localités en HU	Nombre de nouvelles localités alimentées en eau potable (HU)	Rapport d'Activités	ONEP	11 421	3 921	3 922	3 578	-	-
Action 11.6.26: Réaliser 81 systèmes HVA sur toute l'étendue du territoire	Nombre de HVA réalisés sur le territoire national	Rapport d'Activités	ONEP	6 480	2 268	2 536	1 676	-	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Action 11.6.27: Réaliser les extensions de réseaux dans les centres des Directions Régionales SODECI d'Abidjan, Abengourou, Basse Côte, Bouaké, Daloa, Gagnoa, Korhogo, Man et Yamoussoukro	Nombre de centres dans les DR de SODECI ayant bénéficié d'extensions de réseaux	Rapport d'Activités	ONEP	5 500	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100
Action 11.6.28 : Alimenter les quartiers périurbains d'Abidjan en eau potable	Alimentation des quartiers périurbains d'Abidjan Toulepleu en eau potable	Rapport d'Activités	ONEP	9 795	2 957	3 772	3 066	-	-
Action 11.6.29: Réaliser 30 000 branchements subventionnés par an pour les ménages à faibles revenus	Nombre de branchements sociaux réalisés par an	Rapport d'Activités	ONEP	8 000	2 667	2 667	2 666	-	-
Action 11.6.30: Construire les stations de déferrisation et de neutralisation dans les centres de la Direction Régionale SODECI de la Basse Côte	Stations construites	Rapport d'Activités	ONEP	600	200	200	200	-	-
Action 11.6.31 : Renforcer les capacités de stockage dans les centres des Directions Régionales SODECI de la Basse Côte	Capacités de stockage renforcées	Rapport d'Activités	ONEP	650	90	360	200	-	-
Action 11.6.32: Construire une station à Guessabo pour alimenter Guessabo, Dibobly, Guézon, Zoukougbeu	Station construite	Rapport d'Activités	ONEP	545	-	545	-	-	-

CADRE DE RÉSULTATS

RESULTAT STRATEGIQUE3 : ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE PAR L'INDUSTRIALISATION

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
RESULTAT D'IMPACT 3 : La transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation est assurée	Part de l'industrie dans le PIB Part des emplois industriels dans le nombre total d'emplois			14 967 791	1 690 245	2 754 167	2 778 889	3 234 468	4 510 022
Effet 3.1: L'environnement des affaires est rendu attractif	Doing Business : Banque Mondiale Niveau des investissements privés			43 432	9 883	9 387	8 673	7 774	7 715
Extrant 3.1.1 : Le cadre incitatif d'affaires pour l'investissement est renforcé	Nombre de création d'entreprises Flux d'investissements dans l'économie			9 152	3 097	2 405	1 880	870	900
Action 3.1.1.1 : Prendre des textes légaux et réglementaires pour l'amélioration de l'environnement des affaires	Nombre de textes légaux et réglementaire adoptés	JORCI	CEPICI/MEF/SE-CCESP	375	240	75	30	0	30
Action 3.1.1.2 : Simplifier les formalités administratives de création d'entreprises	Delai de création d'entreprise	JORCI	CEPICI/MEF/SE-CCESP	4 080	1 465	1 060	985	285	285
Action 3.1.1.3 : Renforcer les capacités des administrations en charge de l'amélioration du climat des affaires	Nombre de formations Structures dotées en matériels et équipements	Rapport de formation Bon de livraison	CEPICI	4 697	1 392	1 270	865	585	585
Extrant 3.1.2 : le Dialogue et le partenariat public privé sont renforcés	Cadre de concertation fonctionnel			2 365	595	480	430	430	430
Action 3.1.2.1: élaborer et adopter des documents de stratégies sur le développement du partenariat public privé et le secteur privé	Documents de stratégie disponibles	Rapports d'activité	MEF/SE-CCESP	150	100	50	0	0	0
Action 3.1.2.2: Adopter la loi sur le Dialogue Public Privé	Existence de la loi sur le dialogue public privé	JORCI	MEF/SE-CCESP	15	15				
Action 3.1.2.3 : Réaliser des études et enquêtes pour le développement du Secteur privé	Nombre d'études réalisées	Rapports d'études et d'enquêtes	SE-CCESP	750	150	150	150	150	150
Action 3.1.2.4 : réaliser le bilan annuel des actions de l'Etat en faveur du Secteur Privé à travers la Journée Nationale de Partenariat	Journée Nationale du partenariat Etat Secteur Privé	Rapports d'activités	SE-CCESP	1 000	200	200	200	200	200
Action 3.1.2.5 : Implémenter le plan d'actions des groupes de travail (Compétitivité, Tourisme)	Plan d'actions des Groupes de Travail	Rapport d'activités des Groupes de Travail	SE-CCESP	100	20	20	20	20	20
Action 3.1.2.6 : Contribuer à la politique de développement du secteur privé	Nombre d'étude et de rapports	Rapport d'activités des Groupes de Travail	SE-CCESP						
Action 3.1.2.7 : Organiser une journée annuelle bilan de partenariat Etat Secteur Privé	Nombre de journées organisées	Rapport d'activités des Groupes de Travail	SE-CCESP						
Action 3.1.2.8 : Etendre l'action du Comité de Concertation Etat Secteur Privé sur toute l'étendue du territoire	Nombre d'actions de communications et de rencontres organisées dans les collectivités locales	Rapports d'activités	SE-CCESP	100	20	20	20	20	20

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.1.2.9 : Elaborer la cartographie des organisations professionnelles du secteur privé	nombre d'organisations professionnelles identifiées par secteur d'activités	Repertoire disponible	SE-CCESP	50	50				
Action 3.1.2.10 : Renforcer les capacités des Groupements professionnels du Secteur Privé	Nombre de Groupements professionnels formés / Financement consacré à 'appui institutionnel aux groupements	Rapport d'activités	SE-CCESP	200	40	40	40	40	40
Extrant 3.1.3 : L'accès au financement est facilité	Proportion d'entreprises qui bénéficiant de financements			25 965	5 011	5 222	5 233	5 244	5 255
Action 3.1.3.1: Adapter les modalités de financement aux besoins des entreprises notamment les PME/PMI	Nombre de mesures revisées	Rapport d'activités	SE-CCESP	0					
Action 3.1.3.2: Assouplir les conditionalités d'accès au crédit et réduire les coûts du crédit pour les investissements productifs	Nombre de mesures revisées	Rapport d'activités	SE-CCESP	0					
Action 3.1.3.3: Mettre en place des Fonds souverains d'investissement stratégiques	Existence de Fonds souverains	JORCI	SE-CCESP	0					
Action 3.1.3.4: Promouvoir la finance inclusive pour les investissements productifs dans l'agriculture, l'artisanat et le commerce	Existence de guichets de crédits dédiés	JORCI	SE-CCESP	0					
Action 3.1.3.5: Accélérer la diversification des sources de financement du développement économique	Nombre de nouvelles sources de financement	JORCI	SE-CCESP	0					
Action 3.1.3.6: Elaborer un Programme de renforcement systématique du cadre juridique, fiscal et prudentiel ivoirien en matière de financement des PME	adoption effective des textes juridiques liés aux activités de financement des PME	Textes signés	MENPPMEA	650	50	150	150	150	150
Action 3.1.3.7: Mettre en place de bureaux de crédit (centrale des risques), prenant en compte les caractéristiques spécifiques des PME	un bureau de credit est créé	rapport d'activité	MENPPMEA	650	50	150	150	150	150
Action 3.1.3.8: Créer un fonds de garantie PME performant	mise en place effective de ligne et intrument de garantie	rapport d'activité	MENPPMEA	16 000	3 200	3 200	3 200	3 200	3 200
Action 3.1.3.9: Elaborer un Programme de soutien à la création de fonds d'investissement public-privé pour les PME et créer un Fonds public privé	mise en place effective d'un fonds de fonds et decassement des financement aupres des fonds d'investissement	rapport d'activité	MENPPMEA	7 000	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400
Action 3.1.3.10: Poursuivre le programme de développement du crédit-bail et le programme pour le développement de l'affacturage	création et/ou developpement d'organisme de crédit bail et d'affacturage	rapport d'activité	MENPPMEA	1 300	260	260	260	260	260
Action 3.1.3.11: Disposer d'un mécanisme de recherche de financement et d'accompagnement des PME	Existence d'un mécanisme de recherche de financement au profit des PME Nombre de porteurs de projets encadrés		CEPICI	365	51	62	73	84	95
Extrant 3.1.4: Des stratégies de pénétration des marchés sont mises en œuvre	Nombre de stratégies développées et mises en œuvre			5 950	1 180	1 280	1 130	1 230	1 130
Action 3.1.4.1: Mettre en œuvre les politiques et circuits de commercialisation des produits locaux sur le marché intérieur	Nombre de politiques élaborées et mises en œuvre	rapport d'activité	MENPPMEA	0					
Action 3.1.4.2: Mettre en œuvre des partenariats sur le marché régional pour les produits agricoles transformés	Nombre de partenariats conclus et mises en œuvre	rapport d'activité	MENPPMEA	0					
Action 3.1.4.3: Renforcer la compétitivité et les stratégies de pénétration des marchés internationaux pour la production locale	Produits locaux de qualité ayant accédés aux marchés internationaux	rapport d'activité	MENPPMEA	0					
Action 3.1.4.4: Programme d'amélioration de l'accès des PME aux marchés publics (nationaux et UEMOA)	Nombre de PME beneficiant de marché public,	rapport d'activité	MENPPMEA	1 300	260	260	260	260	260

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.1.4.5: Programme d'amélioration de l'accès des PME aux marchés privés (sous-traitance)	Nombre de PME bénéficiant de marché privé,	rapport d'activité	MENPPMEA	1 600	320	320	320	320	320
Action 3.1.4.6: Organiser la semaine ivoiro-indienne	Nombre de semaine organisée	rapport d'activité	MENPPMEA	1 200	200	300	200	300	200
Action 3.1.4.7: Appuyer la participation des PME exportatrices aux foires et salons ;	Nombre de foires et salons visités	rapport d'activité	MENPPMEA	1 250	250	250	250	250	250
Action 3.1.4.8: Signer des conventions de partenariats innovants avec des partenaires de la société civile et des acteurs privés de classe mondiale	Nombre de partenariat signés	rapport d'activité	MENPPMEA	600	150	150	100	100	100
EFFET 3.2 : L'Entreprise et l'Entreprenariat sont développés	Nombre d'entreprises créées			389 150	81 510	81 610	79 610	73 210	73 210
Extrant 3.2.1: La formalisation du secteur informel est accélérée	Proportion d'entreprises du secteur informel migrant vers le secteur formel			0	0	0	0	0	0
Action 3.2.1.1: Renforcer les capacités de Gouvernance des administrations en charge du passage du secteur informel au secteur formel	Nombre de formations assurées Administrations dotées en matériels et équipements	Rapport d'activités	MENPPMEA	0					
Action 3.2.1.2: Renforcer les dispositions incitatives du passage de l'informel au formel	Nombres textes adoptés	JORCI	MENPPMEA	0					
Extrant 3.2.2: La culture entrepreneuriale est vulgarisée	Proportion de nouveaux entrepreneurs			316 300	66 860	66 860	64 860	58 860	58 860
Action 3.2.2.1: Promouvoir les champions nationaux à tous les niveaux, l'entreprenariat et l'esprit d'entreprise dans tous les secteurs d'activité	Nombre de champions nationaux promus	Rapport d'activités	CGECI	0					
Action 3.2.2.2: Renforcer le partenariat entre les Universités, Centres de recherche et les entreprises	Nombre de partenariats signés	Documents signés	MESRS/CGECI	0					
Action 3.2.2.3: Elaborer un programme d'appui à l'innovation : " statut d'entreprise innovante » ; renforcement des liens des entreprises/universités en matière de R&D ;	nombre de PME labélisés "entreprise innovante" montant des subventions/appuaccordé	rapport d'activité	MENPPMEA	3 300	660	660	660	660	660
Action 3.2.2.4: Elaborer un programme de soutien à la création des couveuses, des incubateurs et des pépinières d'entreprises(cités des PME), en PPP ;	Nombre de couveuses, pépinières et incubateurs	rapport d'activité	MENPPMEA	13 000	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600
Action 3.2.2.5: Mettre en œuvre le programme national de création d'incubateurs	Nombre d'incubateurs créés	rapport d'activité	MENPPMEA	2 500	500	500	500	500	500
Action 3.2.2.6: Organiser des journées promotionnelles des PME.	Nombre de journées organisées	rapport d'activité	MENPPMEA	500	100	100	100	100	100
Action 3.2.2.7: Mettre en œuvre le Programme d'Amorçage de PME dans les 31 Régions et 2 Districts de Côte d'Ivoire	Nombre de PME bénéficiaires du programme	rapport d'activité	INIE	44 000	12 000	12 000	10 000	5 000	5 000
Action 3.2.2.8: Mettre en œuvre le Programme Mousso Business (Réseau de TPE)	Nombre de TPE ayant bénéficié	rapport d'activité	INIE	40 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000
Action 3.2.2.9: Mettre en œuvre des Programmes Soutra Business (Réseau de TPE) et Fagiolo (Réseau de PME de production de haricot)	Nombre de PME bénéficiaires des programmes	rapport d'activité	INIE	45 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000
Action 3.2.2.10: Mettre en œuvre le Programme Valora (Réseau de PME de valorisation des ordures ménagères dans les communes de l'intérieur du pays)	Nombre de PME bénéficiaires du programme	rapport d'activité	INIE	28 000	6 000	6 000	6 000	5 000	5 000
Action 3.2.2.11: Mettre en œuvre le Programme Broya (Réseau de PME de broyage de fèves de cacao)	Nombre de PME bénéficiaires du programme	rapport d'activité	INIE	140 000	28 000	28 000	28 000	28 000	28 000

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 3.2.3: Les capacités techniques et managériales des PME sont renforcées	Nombre de PME bénéficiant d'une subvention Nombre PME bénéficiant d'une formation en techniques managériales			72 850	14 650	14 750	14 750	14 350	14 350
Action 3.2.3.1: créer l'Agence Nationale de Promotion des PME	Fonctionnement effectif de l'agence au service des PME	JORCI	MENPPMEA	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Action 3.2.3.2: Créer un observatoire des PME	Fonctionnement effectif de l'agence au service des PME	rapport d'activité	MENPPMEA	1 300	300	300	300	200	200
Action 3.2.3.3: Renforcer les capacités techniques des agents du Ministère en charge des PME	Nombre d'agents du Ministère formés	rapport des contreparties	MENPPMEA	1 300	300	300	300	200	200
Action 3.2.3.4: Développer une plate forme électronique complète d'information et de suivi des PME	Mise en place effective de la plate forme	rapport d'activité	MENPPMEA	1 300	300	300	300	200	200
Action 3.2.3.5: Développer des programmes d'appui technique et managérial sectoriels dans le cadre des politiques sectoriels des filières	nombre de PME ayant bénéficié de module de formation	rapport du cabinet de formation	MENPPMEA	26 250	5 250	5 250	5 250	5 250	5 250
Action 3.2.3.6: Développer des programmes d'appui technique et managérial fonctionnels pour répondre aux besoins les plus critiques	nombre de PME ayant bénéficié de module de formation	rapport des cabinet de formation	MENPPMEA	26 250	5 250	5 250	5 250	5 250	5 250
Action 3.2.3.7: Elaborer un programme de promotion de la culture entrepreneuriale auprès de : autorité ivoirienne et administration – des élèves et étudiants- du grand public	nombre d'établissement d'écoliers et d'étudiant touché par les modules, nombre d'outils mis en œuvre	rapport d'activité	MENPPMEA	1 300	300	300	300	200	200
Action 3.2.3.8: Mettre en place une compétition nationale de business plan	nombre de plan d'affaire	rapport d'activité	MENPPMEA	2 000	400	400	400	400	400
Action 3.2.3.9: programme d'aide et de soutien des PME en difficulté	mise en place effective des instrument juridique	rapport d'activité	MENPPMEA	650	50	150	150	150	150
Action 3.2.3.10: Recenser les PME	nombre de PME recensé	rapport du recensement	MENPPMEA	2 500	500	500	500	500	500
Effet 3.3 : L'agriculture ivoirienne est compétitive, rémunératrice pour les producteurs et assure la sécuritaire alimentaire	Production de culture de rente Taux de pauvreté des menages ruraux Production vivrière et céréalière			2 384 544	359 789	426 890	565 011	804 427	228 427
Extrant 3.3.1 : Le cadre de gestion du secteur agricole est renforcé	Niveau de mobilisation des investissements publics et privé dans le secteur			294 075	74 465	63 440	75 850	37 160	43 160
Action 3.3.1.1: Promulguer et appliquer la loi d'orientation agricole	Niveau d'application de la loi d'orientation	Bilan d'activités agricoles	MINAGRI	61 199	1 199	10 000	6 000	19 000	25 000
Action 3.3.1.2 : Renforcer les statistiques agricoles	l'information statistique actualisée sur les productions agricoles sont disponibles	Annuaire statistique	MINAGRI	4 825	1 275	1 275	1 275	500	500
Action 3.3.1.3 : Améliorer la structuration des filières	une interprofession est fonctionnelle dans chaque filière	Bilan d'activités agricoles	MINAGRI	2 470	500	1 055	915		
Action 3.3.1.4 : mettre en place un système de suivi des investissements privés et publics dans le secteur	bilan annuel des réalisations du PNIA	Rapport secrétariat technique permanant PNIA	MINAGRI	3 300	660	660	660	660	660
Action 3.3.1.5 : Améliorer la professionnalisation des acteurs	Proportion des sociétés coopératives utilisant des méthodes de gestion performantes	Bilan d'activités agricoles	MINAGRI	3 581	3 581				
Action 3.3.1.6 : Faciliter l'accès au financement dans le secteur	Proportions des exploitations agricoles familiales bénéficiant de crédit	étude	MINAGRI	55 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.3.1.7 : Developper des mécanismes de gestion des risques agricoles, l'assurance agricole	Proportion des exploitations assurées	Rapport des initiatives sur l'assurance agricole	MINAGRI	26 250	6 250	5 000	5 000	5 000	5 000
Action 3.3.1.8 : Renforcer l'organisation des systèmes de commercialisation (intérieur, extérieur) des produits agricole (Bourse, infrastructures, reformes)	Proportion de producteurs ayant accrus leur revenu	rapports des filières	MINAGRI	82 450		32 450	50 000		
Action 3.3.1.3.9: Renforcer la formation agricole et rurale	Proportion des exploitants formés aux métiers agricoles	étude	MINAGRI	55 000	50 000	2 000	1 000	1 000	1 000
Extrant 3.3.2: La productivité et la compétitivité des produits agricoles sont renforcées	Taux de croissance agricole			1 288 594	119 137	176 653	302 364	626 220	64 220
Action 3.3.2.1 : Faciliter l'accès des producteurs aux technologies et et aux facteurs de production	Taux d'accroissement des productions et des rendements des filières	rapports des filières	MINAGRI	1 005 694	39 917	125 633	228 144	572 000	40 000
Action 3.3.2.2: Renforcer les systèmes de valorisation et de qualité des produits agricoles au niveau des filières	Taux d'accroissement des volumes des produits transformés ou conditionnés dans chaque filière	étude sur la valorisation des produits agricoles	MINAGRI	281 100	79 220	49 220	74 220	54 220	24 220
Action 3.3.2.3 Réaliser la délimitation des territoires des villages	Proportion de territoires de villages délimités	Rapport d'activité	MINAGRI	0					
Action 3.3.2.4: Faciliter l'immatriculation des terres	Nombre de certificats délivrés	Rapport d'activité	MINAGRI	0					
Action 3.3.2.5: Promouvoir l'opportunité d'accès à la terre pour les femmes et les jeunes ruraux, par des dispositions spécifiques dans les programmes et projets	proportion de femmes et de jeunes bénéficiaires de terres	Bilan d'activités agricoles	MINAGRI	1 800		1 800			
Extrant 3.3.3 : La production vivrière est accrue et satisfait les besoins nationaux	Taux d'accroissement des productions vivrières et des rendements			710 875	162 987	158 597	158 597	112 847	117 847
Action 3.3.3.1: promouvoir la maîtrise de l'eau	Superficie bénéficiant d'un système d'irrigation	Rapport des projets	MINAGRI	178 110	35 622	35 622	35 622	35 622	35 622
Action 3.3.3.2 : Promouvoir les produits stratégiques pour la souveraineté alimentaire	Taux d'autosuffisance en riz, maïs et légumes	Rapport des projets	MINAGRI	289 750	76 250	76 250	76 250	30 500	30 500
Action 3.3.3.3: Promouvoir les produits à haute valeur nutritive	taux d'accroissement de la production de soja, patate à chair rouge, et autres produits	Rapport des projets	MINAGRI	3 140	3 140				
Action 3.3.3.4: Promouvoir l'agriculture péri-urbaine	taux d'accroissement de la production péri-urbaine	Evaluation de la production péri-urbaine	MINAGRI	20 680	3 136	3 136	3 136	3 136	8 136
Action 3.3.3.5 : Renforcer l'accès des exploitations familiales aux moyens de production performants	70% des exploitations familiales dégagent des surplus pour approvisionner les marchés	évaluation approfondie de la situation de la sécurité alimentaire	MINAGRI	129 945	25 989	25 989	25 989	25 989	25 989
Action 3.3.3.6 : Améliorer le fonctionnement des marchés des produits alimentaires	Niveau des prix des denrées alimentaires	système d'information des marchés	MINAGRI	20 500	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100
Action 3.3.3.7 : Opérationnaliser le dispositif de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Les enquêtes sur la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont réalisées annuellement	rapport des études	MINAGRI	1 250	1 250				
Action 3.3.3.8: Promouvoir les réserves alimentaires de sécurité	Quantité des stocks de sécurité (riz, maïs)	Rapport de mise en œuvre	MINAGRI	15 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.3.3.9 : Développer les filets sociaux pour la sécurisation des moyens d'existence des populations les plus vulnérables	Nombre de ménages agricoles de haute vulnérabilité bénéficiant de transferts sociaux	Rapport de mise en œuvre	MINAGRI	52 500	10 500	10 500	10 500	10 500	10 500
Extrant 3.3.4 : Les conditions de vie des populations en milieu rural sont améliorées	Taux de pauvreté des populations rurales			91 000	3 200	28 200	28 200	28 200	3 200
Action 3.3.4.1: réhabiliter et/ ou construire des pompes hydraulique villageoise	Nombre de pompe installée	Rapport filière cacao et des projets	MINAGRI	6 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Action 3.3.4.2 réhabiliter et/ou ouvrir des pistes de desserte des produits agricoles	Nombre de km de piste réhabilité et/ou construit	Rapport des projets	MINAGRI	75 000		25 000	25 000	25 000	
Action 3.3.4.3: favoriser la création d'une caisse générale de prévoyance pour les agriculteurs	Nombre de filière bénéficiant d'une mutuelle	Rapport filière	MINAGRI	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Effet 3.4: Les productions nationales des ressources animales et halieutiques sont accrues et satisfont les besoins nationaux	Production des ressources animales et halieutiques Taux de satisfaction des besoins en ressources halieutiques Taux de satisfaction des besoins en ressources animales			197 234	9 603	51 391	66 141	44 452	25 647
Extrant 3.4.1: Les infrastructures pour la productivité et la compétitivité des ressources animales et halieutiques sont accrues	Taux d'amélioration des paramètres zootechniques			65 050	2 670	21 200	22 730	10 550	7 900
Action 3.4.1.1: Construire/Réhabiliter les infrastructures de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des produits animaux	- Nombre de barrages pastoraux, retenues d'eau, de bains détiqueurs; - Nombre d'abattoirs, de chambres froides, de points de vente/collecte;	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	34 000	1 000	12 000	13 000	4 000	4 000
Action 3.4.1.2: Construire/Réhabiliter les infrastructures de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des produits halieutiques	- Nombre de débarcadères mis en place; - Nombre de marchés à poissons construits/réhabilités; - Nombre de fumoirs améliorés installés	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	11 050	670	3 200	3 230	2 550	1 400
Action 3.4.1.3 : Construire/Réhabiliter les infrastructures d'appui à l'amélioration génétique	- Nombre de stations/centres d'élevage, d'alevinage - quantité de semence fourragère produite	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	18 000	500	5 000	6 000	4 000	2 500
Action 3.4.1.4: Construire/Réhabiliter les infrastructures de contrôle des maladies animales et des zoonoses	- Nombre d'infrastructures technique, de laboratoires d'analyse, de poste de contrôle aux frontières, cliniques vétérinaires, de parcs de contention réhabilités/construits	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	2 000	500	1 000	500	0	0
Extrant 3.4.2 : Les productions des filières du secteur des ressources animales et halieutiques sont accrues	Taux d'accroissement des productions animales Taux d'accroissement des productions	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	100 614	5 768	22 246	33 133	25 657	13 810
Action 3.4.2.1: Améliorer la production avicole nationale	Quantité d'œufs et de viandes produits	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	9 499	1 788	2 906	3 968	457	380
Action 3.4.2.2: Améliorer la production porcine	Quantité de viandes et abats produites	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	4 500	200	1 000	1 500	1 000	800
Action 3.4.2.3: Développer les élevages de ruminants	- Nombre de promoteurs des élevages de ruminants installés; - Quantité de viandes produites	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	5 500	500	1 500	1 500	1 000	1 000

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.4.2.4: Promouvoir les élevages des filières en développement est assurée	- Quantité de production (viande, produits de ruche) des élevages en développement; - Nombre de promoteurs installés;	Rapport d'activité	MIRAH	850	0	250	200	200	200
Action 3.4.2.5: Développer et promouvoir des mécanismes d'allègement de la fiscalité sur les intrants en matière de production animale de qualité	- une loi des finances en faveur des intrants spécifiques disponible - nombre de mesures incitatives accordées au secteur privé pour la production d'intrants accordée	JORCI	MIRAH	150	50	50	50	0	0
Action 3.4.2.6: Améliorer la santé animales et l'hygiène publique vétérinaire	- Nombre de promoteurs de fermes laitières installées; - Nombres d'unités de transformation; - Quantité de lait frais et produits laitiers produite;	Rapport d'activité	MIRAH	12 500	500	3 000	4 000	3 000	2 000
Action 3.4.2.7 : Valoriser et multiplier des acquis de la pisciculture paysanne	Nombre d'alevins produits ;	Rapport d'activité	MIRAH	4 015	410	790	935	1 050	830
Action 3.4.2.8 : Développer l'aquaculture industrielle et d'exportation	Taux d'accroissement des productions aquacoles industrielles	Rapport d'activité	MIRAH	23 500	0	4 000	10 000	7 500	2 000
Action 3.4.2.9 : Améliorer les productions nationales de la pêche artisanale	Production de la pêche artisanale	Rapport d'activité	MIRAH	11 300	820	3 250	3 280	2 550	1 400
Action 3.4.2.10 : Améliorer la production de la pêche industrielle (sardinière et chalutière)	Production de la pêche industrielle	Rapport d'activité	MIRAH	10 000	1 000	2 000	2 500	3 000	1 500
Activité 3.4.2.11: Assurer la production de matériels génétiques performants	- Nombre de géniteurs d'espèces animales à haut potentiel produits; - Nombre de géniteurs de poissons piscicoles à haut potentiel produits; - Quantité de semences fourragères produite	Rapport d'activité	MIRAH	10 000	500	2 000	2 500	3 000	2 000
Activité 3.4.2.12 : Apporter appui institutionnel à la recherche-développement pour l'amélioration génétique et l'alimentation animale	volume des appuis financiers dédiés	Rapport d'activité	MIRAH	8 800	0	1 500	2 700	2 900	1 700
Extrant 3.4.3 : Les capacités des parties prenantes au développement du secteur sont renforcées	Nombre de revues et d'études Nombre de service d'encadrement			14 770	610	1 345	3 860	6 530	2 425
Action 3.4.3.1: Renforcer l'appui institutionnel à la structuration des filières et à la professionnalisation des opérateurs	- Nombre de sociétés coopératives créées; - Nombre d'interprofessions agréées	Rapport d'activité	MIRAH	1 800	200	300	500	600	200
Action 3.4.3.2 : Renforcer les capacités techniques et fonctionnelles des Organisations Professionnelles et des opérateurs du secteur	- Nombre d'OPE équipées; - Nombre de formations organisées	Rapport d'activité	MIRAH	850	150	150	100	250	200
Action 3.4.3.3 : Renforcer les capacités d'intervention des administrations publiques en charge du secteur	- Nombre d'agents du MIRAH formés; - Nombre de sessions de formation organisées; - Nombre de structures équipées	Rapport d'activité	MIRAH	3 745	185	820	1 185	1 105	450

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.4.3.4 : Renforcer le dispositif national d'appui -conseil à l'élevage	- une agence d'appui -conseil à l'élevage fonctionnelle; - Nombre de cabinets et agences de conseil agricoles agréés	Rapport d'activité	MIRAH	8 000	0	0	2 000	4 500	1 500
Action 3.4.3.5 : Mettre en place d'un dispositif permanent de collecte et d'actualisation des statistiques du secteur	Dispositif de collecte de données statistiques mise en place	Rapport d'activité	MIRAH	175	35	35	35	35	35
Action 3.4.3.6 : Améliorer le système de planification, de suivi-évaluation et de communication	- Dispositif de suivi évaluation mise en place ; - Plan média appliqué	Rapport d'activité	MIRAH	200	40	40	40	40	40
Extrant 3.4.4 : La gouvernance et l'intégration sous régionale du secteur sont renforcées	Nombre de textes de loi et réglementaires pris et appliqué en rapport avec le secteur			16 800	555	6 600	6 418	1 715	1 512
Action 3.4.4.1: Activer le Fonds de Promotion des Productions Animales (FPPA)	Nombre d'opérateurs bénéficiaires du FPPA	Rapport d'activité	MIRAH	10 000	0	5 000	5 000	0	0
Action 3.4.4.2: Créer deux structures d'exécution, l'une en charge de l'élevage et l'autre en charge de la pêche et de l'aquaculture	Nombre de structure mise en place	Rapport d'activité	MIRAH	400	0	150	150	100	0
Action 3.4.4.3: Promouvoir et valoriser le Partenariats public-privés (PPP) pour le développement du secteur	- Nombre de PPP contractés; - Nombre de projets PPP mis en œuvre.	Rapport d'activité	MIRAH	950	0	150	200	300	300
Action 3.4.4.4 : Mettre en place le dispositif institutionnel de gestion de la transhumance et des parcours et de prévention des conflits	Nombre de dispositif de gestion mis en place et fonctionnel	JORCI	MIRAH	500	120	150	150	40	40
Action 3.4.4.5 : Prendre des textes pour la régulation du secteur	Nombre de loi et decret pris	JORCI	MIRAH	225	25	50	50	50	50
Action 3.4.4.6 : Harmoniser les textes réglementaires nationaux sur le développement des ressources animales et halieutiques avec la réglementation communautaire	Nombre de textes et mise en œuvre dans le secteur des ressources animales et halieutiques	JORCI	MIRAH	95	25	30	13	15	12
Action 3.4.4.7 : Renforcer la coopération avec les structures et organisations sous régionales et internationales	Nombre de participations aux réunions sous régionales et internationales	Rapport d'activité	MIRAH	330	50	100	60	60	60
Action 3.4.4.8 : Elaborer et mettre en œuvre des plans de gestion participative des plans d'eau et des pêcheries	- Nombre de comités de gestion de pêcheries créés et fonctionnel ; - Nombre de plans de gestion des plans d'eaux continentaux mis en œuvre	Rapport d'activité	MIRAH	3 400	180	550	680	1 040	950
Action 3.4.4.9 : Améliorer le suivi, contrôle et surveillance des pêches (SCSP) et la préservation de l'environnement aquatique	- Nombre de navire pirate arraisonné; - Nombre de plan de surveillance mise en œuvre	Rapports d'activité, PV de saisie	MIRAH/DPSP/DNAGEP/DAP	900	155	420	115	110	100
Effet 3.5 : L'artisanat est modernisé et sa contribution à l'économie est accrue	Volume du financement accordé au secteur de l'artisanat, contribution de l'artisanat au PIB			81 051	33 395	16 045	11 070	10 986	9 555
Extrant 3.5.1: Le financement et la professionnalisation du secteur de l'artisanat sont assurés	L'établissement financier est fonctionnel, les acteurs du secteur de l'artisanat sont inscrits au registre des métiers ou au répertoire des entreprises, les entreprises du secteur de l'artisanat tiennent une comptabilité le procès verbal du 1er conseil d'administration			29 335	13 175	5 950	3 600	3 450	3 160

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.5.1.1 : créer un fonds de garantie et de financement du secteur de l'artisanat	le fonds de garantie est créé	rapport du 1er conseil de gestion	MENPPMA/CNMCI	1 000	500	150	150	100	100
Action 3.5.1.2 : créer une mutuelle de financement des artisans	la mutuelle est créée	le rapport du 1er Conseil d'Administration	MENPPMA/CNMCI	500	200	100	75	75	50
Action 3.5.1.3 : créer une banque de l'artisanat	La banque de l'artisanat est créée	le rapport du 1er Conseil d'Administration	MENPPMA/CNMCI	20 000	10 000	4 000	2 000	2 000	2 000
Action 3.5.1.4: renforcer et améliorer le niveau de qualification	Nombre d'artisans formés	procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	800	300	300	75	75	50
Action 3.5.1.5 : Valoriser la profession d'artisan	Existence d'un statut de la profession	procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	500	100	100	100	100	100
Action 3.5.1.6 : Mettre en place d'un système d'informations débouchant sur des statistiques du secteur	Un système d'information statistique sur le secteur est mis en place	procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	1 000	500	200	150	100	50
Action 3.5.1.7 : Créer une base de données des métiers	Existence d'un repertoire des métiers	rapport de la CNMCI	MENPPMA/CNMCI	0					
Action 3.5.1.8 : Informer, sensibiliser et assister techniquement les acteurs à la création d'entreprises, de coopératives et de GIE	Nombre d'acteurs formés, sensibilisés et assistés	procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	200	100	25	25	25	25
Action 3.5.1.9 : former et renforcer les capacités des acteurs et des structures à la gestion administrative et financière	Nombre d'acteurs formés Nombre de structures renforcées	procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	1 000	500	200	150	100	50
Action 3.5.1.10 : recenser les acteurs du secteur	Nombre d'acteurs recensés	procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	3 860	800	800	800	800	660
Action 3.5.1.11 : réaliser une étude économique sur le secteur de l'artisanat	Etude réalisée	procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	375	75	75	75	75	75
Action 3.5.1.12 : finaliser l'étude sur les filières porteuses de l'artisanat	Etude réalisée	procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	100	100				
Extrant 3.5.2 : La qualité et la promotion des services et produits de l'artisanat sont renforcés	Proportion de structures certifiées Proportion de produits labellisés			8 800	3 920	1 395	1 170	1 170	1 145
Action 3.5.2.1 : Normaliser, codifier et labelliser les produits et services de l'artisanat	Nombre de produits de l'artisanat compétitifs sur les marchés locaux et extérieurs, Chiffre d'affaires en augmentation, Création de structures de promotion de l'artisanat	procès verbal de codinorm	MENPPMA/CNMCI	250	50	50	50	50	50
Action 3.5.2.2 : Renforcer les capacités des acteurs au management des arts et services (innovation, respect des tendances, design...)	Nombre d'acteurs formés au management des arts et services	procès verbal de l'atelier de formation	MENPPMA/CNMCI	800	300	300	75	75	50
Action 3.5.2.3 : Mettre en place une galerie virtuelle et développer l'esprit e-commerce	Galerie virtuelle fonctionnelle	procès verbal de réception de l'ouvrage	MENPPMA/CNMCI	100	20	20	20	20	20
Action 3.5.2.4 : Organiser des foires et salons annuels de promotion de l'artisanat	Nombre de foires et salons organisés	procès verbal des manifestations	MENPPMA/CNMCI	2 500	500	500	500	500	500
Action 3.5.2.5 : rechercher des marchés et débouchés porteurs des produits et services de l'artisanat	Nombre de marchés trouvés	procès verbal des missions	MENPPMA/CNMCI	150	50	25	25	25	25
Action 3.5.2.6 : Améliorer le plateau technique des entreprises du secteur	Nombre d'entreprises soutenues	procès verbal de réception de l'ouvrage	MENPPMA/CNMCI	5 000	3 000	500	500	500	500
Extrant 3.5.3 : Des espaces dédiés aux métiers de l'artisanat sont créés dans les chefs lieux de regions	Proportion d'espaces fonctionnels			42 916	16 300	8 700	6 300	6 366	5 250

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Actions 3.5.3.1: prévoir des zones d'implantation artisanales à l'instar des zones industrielles dans les plans directeur des collectivités décentralisées	nombre de zones prévues dans les schema directeurs régionaux	schéma directeurs	MENPPMA/COLLECTIVITES	0					
Action 3.5.3.2 : créer des infrastructures de promotion des produits et services de l'artisanat (Centres et Villages Artisanaux)	nombre d'infrastructures créées	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	6 500	2 500	1 000	1 000	1 000	1 000
Action 3.5.3.3 : créer et équiper des espaces d'exposition des produits et services de l'artisanat par district	nombre d'espaces créés et équipés	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	10 000	5 000	2 000	1 000	1 000	1 000
Action 3.5.3.4: construire des centres de formation et de perfectionnement par region	nombre de centres construits	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	12 000	6 000	3 000	1 000	1 000	1 000
Action 3.5.3.5 : construire des ateliers communautaires	nombre d'ateliers construits	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	7 200	1 200	1 200	1 800	1 800	1 200
Action 3.5.3.6 : construire des Centres de Ressources Professionnels	nombre de centres construits	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	4 200	1 000	1 000	1 000	700	500
Action 3.5.3.7 : construire le siège de la Chambre Nationale de Métiers	le siège de la chambre est construit	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	1 216	300	200	200	416	100
Action 3.5.3.8 : construire le siège des Chambres Régionales	nombre de sièges construits	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	1 800	300	300	300	450	450
Effet 3.6 : Le secteur du tourisme est dynamique et contribue à la création de la richesse et de l'emploi.	Contribution au PIB Nombre d'emplois Volume des investissements dans le secteur			142 950	48 700	48 850	28 400	15 000	2 000
Extrant 3.6.1 : L'offre touristique est accrue	Nombre de lits disponibles Nombre de sites aménagés			80 950	25 000	30 150	15 100	8 700	2 000
Action 3.6.1.1 : Evaluer et établir la cartographie de l'offre touristique à l'échelle nationale	Cartographie disponible	Rapport d'évaluation et la cartographie	MINTOUR/DAT	800	200	300	300	0	0
Action 3.6.1.2. Prospector et identifier de nouveaux sites d'intérêt touristique	nombre de nouveaux sites identifiés	Rapport de prospection et d'identification	MINTOUR/DAT	300	100	100	100	0	0
Action 3.6.1.3. Réhabiliter le patrimoine hôtelier de l'Etat	Nombre d'hôtels réhabilités	Rapport de réhabilitation et de livraison	MINTOUR/DPAP	20 000	5 000	5 000	5 000	5 000	0
Action 3.6.1.4. Construire 10 établissements d'hébergement de moindre coût (auberges villageoise)	Nombre d'auberges construites	Rapport de livraison	MINTOUR/DPAP	3 500	1 000	1 000	1 000	500	0
Action 3.6.1.5 : Construire 5 relais paillotes	Nombre de relais paillotes construits	Rapport de livraison	MINTOUR/CABINET	7 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Action 3.6.1.6. : Développer le tourisme balnéaire	Nombre de sites aménagés	Rapport d'activité	MINTOUR/DAT	30 500	10 000	15 000	5 500	0	0
Action 3.6.1.7. : Réaliser les plans cadastraux des sites touristiques	Nombre de plans cadastraux réalisés	Rapport de livraison	MINTOUR/DPAP	900	200	300	200	200	0
Action 3.6.1.8. : Constituer des réserves foncières d'expansion touristique	Nombre de réserves foncières constituées	Le schéma directeur	MINTOUR/DAT	10 000	5 000	5 000	0	0	0
Action 3.6.1.9. : Aménager les berges lagunaires et lacustres	Nombre de sites aménagés	Rapport d'activité	MINTOUR/DPAP	4 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0
Action 3.6.1.10. : Aménager les voies d'accès aux sites touristiques	Nombre de Km de voies d'accès aménagés	Rapport d'activité	MINTOUR/DPAP	2 500	500	500	500	500	500
Action 3.6.1.11 : Initier le plan d'épargne vacances	Nombre d'adhérents	Rapport de sensibilisation	MINTOUR/DPAP	150	100	50			
Action 3.6.1.12. : Promouvoir le tourisme interne	Flux touristique interne	Rapport d'activité	MINTOUR/DCDA	800	400	400	0	0	0
Extrant 3.6.2 : Les capacités des acteurs du secteur du tourisme sont renforcées	Nombre de personnes formées	Rapport d'activités	MINTOUR/DRH/DCP	58 500	22 400	17 400	12 400	6 300	0

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.6.2.1. Créer les infrastructures dédiées à la formation et au renforcement des capacités des acteurs du secteur	Nombre d'infrastructures construites Nombre de personnes formées	Rapport d'activité	MINTOUR/DCP/DRH	50 000	20 000	15 000	10 000	5 000	
Action 3.6.2.2. Renforcer les capacités humaines, techniques et matériels des services centraux et déconcentrés	Nombre d'agents formés Nombre de structures renforcées en matériels	Rapport d'activité	MINTOUR/DCP/DRH	1 200	300	300	300	300	
Action 3.6.2.3. Renforcer les capacités de financement du Fonds de développement Touristique	Niveau de financement octroyé	Rapport du conseil de gestion	MINTOUR/	7 000	2 000	2 000	2 000	1 000	0
Action 3.6.2.4 . Faciliter l'accès des opérateurs du secteur du tourisme aux financements extérieurs	Nombre d'acteurs du secteur bénéficiant de financement	Rapport d'activité	MINTOUR/CABINET/DGN	300	100	100	100	0	0
Extrant 3.6.3: La compétitivité de la destination Côte d'Ivoire est renforcée	Nombre de touristes			3 500	1 300	1 300	900	0	0
Action 3.6.2.1: Créer et mettre en place une police touristique	Brigade fonctionnelle	Rapport d'activité	MINTOUR/DST	1 500	500	500	500	0	0
Action 3.6.2.2: Mettre aux normes les établissements de tourisme	Nombre d'établissements classés	Rapport d'inspection	MINTOUR/ IG/DAT	1 400	500	500	400	0	0
Action 3.6.2.3: Labeliser les taxis touristiques aux points de débarquement et d'embarquement de touristes	Nombre de taxis labelisé	Rapport d'activité	MINTOUR/DAT	600	300	300	0	0	0
EFFET 3.7 : L'économie numérique est développée et rendue accessible	La part de l'économie numérique dans le PIB			45 357	15 057	10 926	9 014	6 360	4 000
Extrant 3.7.1 : L'utilisation des TIC est vulgarisée	Nombre d'utilisateurs des TIC et d'Internet Nombre d'abonnés			34 650	10 415	7 960	6 375	5 900	4 000
Action : 3.7.1.1 Réaliser le projet e-Agriculture	Nombre de producteurs bénéficiant du projet	PV de recette	ANSUT	9 500	3 325	1 900	2 375	1 900	
Action : 3.7.1.2 : Porter le nombre d'utilisateurs des ressources de la gouvernance électronique de 3 milles à 100 milles	Nombre d'adresses en .gouv.ci créées	Rapport Ansut	ANSUT	0		0	0	0	0
Action : 3.7.1.3 : Réaliser le projet e-éducation	Nombre d'établissements Interconnectés / disposant de salles multimédia	PV de recette et rapport de l'Ansut	ANSUT	20 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Action 3.7.1.4 : Mettre en place des mesures et des dispositifs de sécurisation des transactions électroniques	Existence d'un système opérationnel de sécurisation des transactions	Rapport tiers de confiance	ARTCI	5 150	3 090	2 060		0	
Extrant 3.7.2 : Le secteur postal est développé	Nombre d'utilisateurs des services postaux			6 507	2 182	2 106	1 779	440	0
Action 3.7.2.1: Moderniser le parc des machines à affranchir auprès des grandes sociétés	Nombre de machines acquis	PV d'achat et de recette	Poste CI	1 042	417	313	313	0	0
Action 3.7.2.2 : Réaliser le Projet courrier hybride	Nombre de courriers émis sur le réseau	Consultation documents statistiques	Poste CI	2 400	720	960	720	0	0
Action 3.7.2.3 : Rendre opérationnelle la plateforme de commerce électronique de la Poste	Volume des transactions électroniques effectuées	Rapport de gestion de la Plateforme	Poste CI	200	40	60	60	40	0
Action 3.7.2.4 : Implémenter et développer une plateforme de services financiers	Volume des transactions financières	PV d'achat et de recette	Poste CI	2 000	400	600	600	400	0
Action 3.7.2.5 : Promouvoir le service universel postal	Taux de couverture du service universel postal (territoire national)	Rapport tiers de confiance	ARTCI	865	606	173	87	0	0
Extrant 3.7.3 : La couverture intégrale de la population ivoirienne en téléphonie et Internet est Assurée	Taux de pénétration du réseau téléphonique et d'Internet			4 200	2 460	860	860	20	0
Action 3.7.3.1 : Appliquer le cahier des charges des opérateurs	Nombre des obligations du cahier des charges appliquées	Rapport partie prenante	ARTCI	4 000	2 400	800	800	0	0

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.7.3.2 : Réaménager les bandes GSM et les RRI	Plans de réaménagement des bandes GSM et RRI disponibles	Rapport AIGF	AIGF	200	60	60	60	20	0
EFFET 3.8 : Les revenus issus des arts et de la culture sont accrus	Nombre d'emplois créés dans le secteur des industries culturelles et créatives Nombre d'industries culturelles créés			249 899	73 345	48 275	68 208	31 268	28 804
Extrant 3.8.1: Le cadre de gestion du secteur culturel est renforcé	Nombre de textes adoptés			1 588	728	337	260	203	60
Action 3.8.1.1 : Renforcer la gouvernance du secteur	Nombre de textes adoptés	JORCI	MCF	1 588					
Extrant 3.8.2 : Les infrastructures culturelles sont accrues	Part du secteur formel au sein des industries culturelles			116 565	33 030	18 960	37 920	2 065	24 590
Action 3.8.2.1 : Réhabiliter et équiper les infrastructures culturelles	Nombre d'infrastructures culturelles réhabilitées et équipées	Rapport d'activité	MCF	6 020	3 605	1 910	385	45	75
Action 3.8.2.2 : Construire et équiper les infrastructures culturelles	Nombre d'infrastructures culturelles construites et équipées	Rapport d'activité	MCF	110 545	29 425	17 050	37 535	2 020	24 515
Extrant 3.8.3: La promotion de la culture est renforcée	Campagnes de vulgarisation du patrimoine culturel organisé			15 095	2 960	2 503	3 356	2 841	3 436
Action 3.8.3.1 : Organiser les activités culturelles	Nombre d'activités culturelles organisées	Rapport d'activité	MCF	15 095	2 960	2 503	3 356	2 841	3 436
Extrant 3.8.4: Le patrimoine culturel national est valorisé	Nombre de visiteurs (nationaux et internationaux) des sites et monuments du patrimoine culturel			116 402	36 562	26 435	26 632	26 120	653
Action 3.8.4.1 : Réaliser l'inventaire du patrimoine culturel	Nombre de sites identifiés	Rapport d'activité	MCF	806	313	231	123	77	62
Action 3.8.4.2 : Organiser des campagnes de sensibilisation des activités culturelles	Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées	Rapport d'activité	MCF	2 235	258	305	540	612	520
Action 3.8.4.3 : Promouvoir le patrimoine culturel	Nombre de sites culturels inscrits au patrimoine mondial	Rapport d'activité	MCF	113 360	35 991	25 899	25 969	25 431	71
Extrant 3.8.5 : L'enseignement artistique et culturel est performant	Taux d'insertion des diplômés			250	65	40	40	40	65
Action 3.8.5.1 : Améliorer les supports didactiques	Environnement d'étude adapté	Rapport d'activité	DFAC	200	40	40	40	40	40
Action 3.8.5.2 : Adapter les curricula de formation au bassin de l'emploi	Taux d'insertion des diplômés	Rapport d'activité	DFAC	50	25				25
Action 3.8.5.3 : Participer aux instances statutaires de la Francophonie (CPF; CMF; Sommets) et aux autres rencontres internationales	Nombre de participations aux rencontres internationales	Rapport d'activité	CNF; DFCC	0					
Effet 3.9 : La contribution du commerce intérieur à la création d'emplois et de richesses est accrue	Contribution du Commerce Intérieur au PIB Taux d'inflation (norme de convergence UEMOA) Indice des prix à la consommation (IHPC)			418 883	20 715	83 871	113 809	114 344	86 144
Extrant 3.9.1 : La gouvernance du secteur et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières sont renforcées	Nombre de lois et/ou codes adoptés			11 530	740	1 948	2 903	3 528	2 411
	Taux d'absorption des ressources allouées								
Action 3.9.1.1 : Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur du commerce	Nombre de lois et codes vulgarisés	Textes et lois disponibles	DAJC Cabinet	390	110	70	70	70	70

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.9.1.2 : Elaborer, adopter et vulgariser les textes juridiques, lois et codes	Nombre de lois et codes vulgarisés	Textes et lois disponibles	DAJC Cabinet	250	50	50	50	50	50
Action 3.9.1.3 • Réformer l'OCPV (notamment son statut)	Texte disponible	Décret	OCPV	50	50				
Action 3.9.1.4 Promouvoir l'éthique et le respect des règles de déontologie	Nombre de campagnes de sensibilisation menées auprès des acteurs et opérateurs du secteur	Rapport d'activités	IG Cabinet	90	10	20	20	20	20
Action 3.9.1.5 : Renforcer les systèmes de planification, d'informations et de communication	Existence d'une base de données dynamique du secteur Nombre de Directions, structures, DR et DD câblées et interconnectées Nombre de communications réalisées par typologie (presse écrite, radio, tv, etc.)	Rapport d'activités Document de politique	DPSP DSI SCRIP	1 530	410	445	445	115	115
Action 3.9.1.6 : Renforcer la production statistique et le suivi des projets du Ministère	Nombre de publications réalisées sur les données statistiques de balance commerciale et du commerce intérieur	Rapport d'activités	DPSP	225	25	50	50	50	50
	Nombre de structures, programmes et/ou projets évalués et contrôlés	rapport d'évaluation		115	15	25	25	25	25
Action 3.9.1.7 : Poursuivre la mise en place du système d'informations du Ministère du Commerce	Nombre de Directions, structures, DR et DD câblées et interconnectées	Rapport d'activités	DSI	990	330	330	330		
Action 3.9.1.8 : Renforcer le système de communication du Ministère du Commerce	Nombre de communications réalisées par typologie (presse écrite, radio, tv, etc.)	Rapport d'activités	SCRIP	200	40	40	40	40	40
Action 3.9.1.9 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion d'agents bénéficiaires de formation sur nombre total des agents du MC - taux de couverture des besoins en matériels et équipements	Rapports d'activités	DAF DRH	9 610	220	1 433	2 388	3 343	2 226
Action 3.9.1.10 : Construire et équiper un immeuble pour le Ministère du Commerce	taux de couverture des besoins en matériels et équipements	Rapport d'activités	DAF DRH	9 550	160	1 433	2 388	3 343	2 226
Action 3.9.1.11 : Renforcer les capacités techniques de 500 agents du Ministère en charge du contrôle	Nombre d'agents formés	Rapport d'activités	DRH						
Action 3.9.1.12 : Acquérir et équiper un centre médico-social	Centre médico-social opérationnel	Rapport d'activités	DRH	60	60				
Extrant 3.9.2 : Le commerce intérieur est dynamisé et modernisé	Accès des populations aux produits commerciaux			407 353	19 975	81 923	110 906	110 816	83 733
Action 3.9.2.1 : Les populations ont accès à des infrastructures commerciales répondant aux normes d'hygiène et de sécurité	Contribution au PIB du Commerce intérieur base de données des commerçants	Comptes nationaux	DIPAC DPSP	316 352	15 100	62 277	85 026	89 491	64 458
Action 3.9.2.2 : Construire et gérer le parc d'exposition d'Abidjan	Rapport d'études disponible Parc d'exposition disponible	Rapport d'études Rapport d'activités	DIPAC DPSP	52 269	5 000	10 152	16 326	20 791	
Action 3.9.2.3 : Construire des hotels consulaires à Bouaké et San Pedro	Nombre d'hotels consulaires construits	Rapport d'études Rapport d'activités	CCI-CI	625		325	300		
Action 3.9.2.4 : Réhabiliter le marché de gros de Bouaké	Marché de gros réhabilité	Rapport d'évaluation	DIPAC OCPV DPSP	8 000		1 500	3 000	3 500	

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.9.2.5 : Construire 10 centres de collecte et de groupage des produits vivriers	Nombre de centres de collecte et de groupage des produits vivriers construits	Rapport d'activités	OCPV DPSP	1 000	100	300	400	200	
Action 3.9.2.6 : Construire 11 marchés de gros (Abidjan, Abengourou, Daloa, Agneby-Tiassa et sept autres)	Nombre de marchés de gros construits	Rapport d'évaluation	DIPAC OCPV DPSP Conseil Régional Agnéby Tiassa	254 458	10 000	50 000	65 000	65 000	64 458
Action 3.9.2.7 : Organiser les acteurs et structures du commerce	Nombre de textes adoptés	JORCI	Ministère du Commerce	58 500	250	6 350	15 750	18 900	17 250
Action 3.9.2.8 : Recenser les commerçants (y compris projet carte de commerçants)	Nombre de commerçants	Rapport d'enquête	DIPAC DPSP	5 000	0	3 500	1 500	0	0
Action 3.9.2.9 : Accompagner la création de la Mutuelle des commerçants	Nombre de réunions préparatoires à la mise en place de la mutuelle Nombre d'adhérents à la mutuelle	Base de données	DIPAC DPSP	3 500	0	350	1 750	1 400	0
Action 3.9.2.10 : Elaborer et mettre en œuvre le Programme de développement du commerce intérieur	Contribution au PIB du Commerce intérieur	Rapport d'activités	DIPAC DPSP	50 000	250	2 500	12 500	17 500	17 250
Action 3.9.2.11 : Assainir le secteur du commerce et supprimer les monopoles implicites dans certaines filières (bois, viande, poisson, commerce de détails)	Nombre d'enquête réalisées par la Commission de la Concurrence Budget alloué à la Commission de la Concurrence Nombre de formations réalisées	Rapport d'activités	CCLVC	3 500	350	700	825	875	750
Action 3.9.2.12 : Renforcer les capacités opérationnelles, techniques et financières de la Commission de la Concurrence et de la lutte contre la vie chère	taux de couverture des besoins en matériels et équipements	Rapport d'activités	CCLVC	2 500	250	500	625	625	500
Action 3.9.2.13 : Renforcer les capacités des commerçants détaillants	Nombre de formation réalisée	Rapport d'activités	DIPAC CCI-CI ECG	1 000	100	200	200	250	250
Action 3.9.2.14 : Maîtriser les prix des produits de grande consommation	L'Indice des prix à la consommation (IHPC) Enquête d'opinion (sentiment de satisfaction) auprès des consommateurs Evolution du budget alloué à la LVC	Rapport d'activités	DMCQRF LVC OCPV	13 851	2 955	5 246	3 200	1 325	1 125
Action 3.9.2.15 : Renforcer le matériel technique de métrologie pour le contrôle des poids et mesures	taux de couverture des besoins en matériels de métrologie	Rapport d'activités	DMCQRF	4 000	600	600	800	1 000	1 000
Action 3.9.2.16 : Renforcer les capacités opérationnelles, techniques et financières du Conseil National de Lutte contre la Vie chère	taux de couverture des besoins en matériels et équipements Nombre de réunions du conseil de lutte contre la vie chère	Rapport d'activités	LVC	1 000	200	300	300	200	
Action 3.9.2.17 : Renforcer les capacités de l'OCPV (pesons, véhicules, etc.)	Taux de couverture des besoins en matériels et équipements	Rapport d'activités	OCPV	351	105	246			
Action 3.9.2.18 : Créer et opérationnaliser un fonds de garantie dédié aux femmes du vivrier	Nombre de femmes bénéficiaires	Rapport d'activités	OCPV	500	50	100	100	125	125
Action 3.9.2.19 : Mettre en œuvre le Projet d'insertion de 2200 jeunes dans le commerce	Nombre de bénéficiaires du fonds de développement du commerce	Base de données	DIPAC DPSP	8 000	2 000	4 000	2 000		
Action 3.9.2.20 : Développer le circuit de distribution de commercialisation et de conservation de produits	Nombre d'infrastructures de conservation et de distribution fonctionnel	Rapport d'activité	Ministère du Commerce	13 400	1 320	6 700	5 380	0	0
Action 3.9.2.21 : Mettre en œuvre le projet d'appui au transport des produits vivriers	Nombre de coopératives bénéficiaires de véhicules Quantité de marchandises transportées par les véhicules offerts	Rapport d'activités Rapport de suivi	OCPV DIPAC	13 200	1 320	6 600	5 280		

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.9.2.22 : Elaborer une carte dynamique des bassins d'approvisionnement des marchés urbains	Carte dynamique disponible	Rapport de mission	OCPV DPSP	200	0	100	100		
Action 3.9.2.23. : Promouvoir la qualité des produits mis sur le marché	Nombre d'événements commerciaux organisés	Rapport d'activité	Ministère du Commerce	1 750	0	650	725	225	150
EFFET 3.10 : La Recherche et Développement (R&D) joue un rôle accru dans la transformation structurelle de l'économie	Contribution de la R&D dans la transformation structurelle de l'économie			174 982	53 549	50 527	41 273	15 262	14 372
EXTRANT 3.10.1 : La gouvernance du secteur de la Recherche et Développement est adaptée aux ambitions du pays	Existence d'un cadre incitatif à la recherche			8 485	2 100	2 100	2 080	1 105	1 100
Action 3.10.1. : Mettre en place le cadre juridique et institutionnel de la recherche	Nombre de textes et lois adoptés	JORCI	MESRS	5 170	1 250	1 445	1 425	525	525
Action 3.10.2 : Améliorer le pilotage des programmes de recherche	Nombre d'outils de pilotage développés	Rapport d'activité	MESRS	3 315	850	655	655	580	575
EXTRANT 3.10.2 : Les capacités de recherche sont optimisées	Nombre de structures de recherche réhabilitées/construites et équipées			100 305	31 618	26 959	21 154	10 605	9 970
Action 3.10.2.1: Réaliser des études	Nombre d'études réalisées	Rapport d'activité	MESRS	1 243	763	120	120	120	120
Action 3.10.2.2 : Construire et équiper des centres et instituts de recherche	Nombre d'infrastructures réhabilitées et équipées	Rapport d'activité	MESRS	57 368	18 271	18 758	13 609	3 631	3 100
EXTRANT 3.10.3 : La coopération scientifique (Sud-Sud et Nord-Sud) dans les domaines technologiques, agricoles et industriels est renforcée	Nombre d'accords de partenariats conclus			1 675	315	365	365	315	315
Action 3.10.3.1: Promouvoir la coopération et la culture scientifique	Nombre de rencontres scientifiques organisées	Rapport d'activité	MESRS	850	170	170	170	170	170
EXTRANT 3.10.4 : L'innovation et le transfert de technologie sont promus	Proportion de travaux de recherche mis en application			64 517	19 516	21 102	17 674	3 237	2 987
Action 3.10.4.1 : Renforcer le système national de recherche scientifique et d'innovation technologique	Nombre d'écoles doctorales créées Nombre de bases scientifiques reconstituées	Rapport d'activité	MESRS	13 441	3 130	2 944	2 781	2 318	2 268
Action 3.10.4.2 : Mettre en œuvre les programmes de recherche	Nombre de programmes de recherche mis en œuvre	Rapport d'activité	MESRS	32 361	10 487	12 459	9 214	200	0
Action 3.10.4.3 : Valoriser et vulgariser les acquis de la recherche	Nombre de rencontres scientifiques organisées	Rapport d'activité	MESRS	6 090	1 684	1 534	1 664	604	604
Action 3.10.34.4 : Assurer la promotion de l'innovation technologique	Nombre de brevets	Rapport d'activité	MESRS	12 625	4 215	4 165	4 015	115	115
EFFET 3.11 : Les infrastructures industrielles sont réhabilitées et développées	Nombre et niveau de qualité des infrastructures industrielles			327 500	93 920	91 750	61 545	60 280	20 005
EXTRANT 3.11.1 : Les zones industrielles sont restructurées et réhabilitées	Nombre de zones industrielles restructurées et réhabilitées			30 270	15 140	15 075	45	5	5
Action 3.11.1.1 : Restructurer les zones industrielles	Nombre de zones industrielles restructurées	Rapport d'activité	MIM	235	125	70	40	0	0
Action 3.11.1.2 : Renforcer la sécurité industrielle	Texte réglementaire disponible et nombre de visites effectuées	JORCI	MIM	35	15	5	5	5	5
Action 3.11.1.3 : Réhabiliter les zones industrielles	Nombre de Zones industrielles réhabilitées et superficies	Rapport de suivi des travaux	MIM	30 000	15 000	15 000	0	0	0
EXTRANT 3.11.2 : De nouvelles zones industrielles sont créées	Nombre de zones industrielles et superficies totales			235 200	76 750	61 675	46 500	45 275	5 000
Action 1 : Aménager de nouvelles zones industrielles	Nombre de lots industriels disponibles	Rapport d'exécution	MIM	235 200	76 750	61 675	46 500	45 275	5 000

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
EXTRANTS 3 : Des zones franches sont créées	Nombre de zones franches			62 030	2 030	15 000	15 000	15 000	15 000
Action 3.11.2.1 : Mettre en place du cadre réglementaire des zones franches	Textes adoptés	JORCI	DPIP	30	30	0	0	0	0
Action 3.11.2.2 : Aménager des zones franches	Nombre de zones franches créées	Rapport d'exécution	DIPI/AGEDI	62 000	2 000	15 000	15 000	15 000	15 000
EFFET 3.12 : L'industrie manufacturière est développée et le niveau de transformation des matières premières accru	Indice de la production industrielle Taux d'accroissement du nombre d'industries Taux de transformation des matières premières			209 022	26 769	44 719	57 751	58 278	21 505
EXTRANT 3.12.1 : La propriété intellectuelle développée et la contrefaçon réduite	Taux d'accroissement des actifs de propriétés intellectuelles			2 550	580	1 020	650	250	50
Action 3.12.1.1 : Promouvoir la propriété intellectuelle	Nombre de titres de PI enregistrés ; Nombre de personnes sensibilisées et formées ; Nombre d'accords internationaux signés	Rapport d'activités	MIM	1 950	580	670	450	200	50
Action 3.12.1.2 : Lutter contre la contrefaçon	Nombre de saisie de produits contrefaits	Rapport annuel	CNLC	600		350	200	50	
EXTRANT 3.12.2 : La compétitivité des entreprises du secteur industriel est renforcée	Niveau de compétitivité			164 572	13 539	33 449	48 101	52 628	16 855
Action 3.12.2.1 : Restructurer et mettre à niveau des entreprises	Nombre d'entreprises adhérentes et assistées par le Programme	Rapport annuel de l'ADCI	DPIP/ADCI	141 670	10 000	25 000	40 000	50 000	16 670
Action 3.12.2.2 : Développer les infrastructures d'appui à la compétitivité	Nombre de CACDI créé et fonctionnel	Rapport de livraison	MIM	7 647	178	2 700	3 026	1 743	
Action 3.12.2.3 : Promouvoir l'Innovation et le développement technologique	Niveaux de technologie et d'innovation	Rapports et documents	MIM	10 244	1 559	3 715	4 055	805	110
Action 3.12.2.4 : Améliorer l'efficacité énergétique et des coûts des facteurs des entreprises industrielles	Niveau d'efficacité énergétique	Rapports et documents	MIM	140		120	20		
Action 3.12.2.5 : Promouvoir la qualité	Nombre d'entreprises et de produits certifiées ; Nombre de structures accrédités	Rapport d'activités	MIM	4 871	1 802	1 914	1 000	80	75
EXTRANTS 3.12.3 : La transformation des matières premières agricoles et minières est accélérée (anacarde, coton, cacao, caoutchouc, fruits, or, manganèse, fer, nickel)	Taux de transformation des matières premières			21 500	12 650	4 050	3 000	1 200	600
Action 3.12.3.1 : Elaborer et mettre en œuvre la stratégies de développement de la transformation des produits du cacao, de l'anacarde, de l'hévéa et des fruits et légumes.	Stratégies de développement de transformation des produits agricoles mises en œuvre	Documents de stratégies / Rapport de mise en œuvre	MIM	21 400	12 650	4 000	2 950	1 200	600
Action 3.12.3.2 : Elaborer la stratégie de transformation des produits miniers (or, manganèse, fer, nickel)	Stratégie de transformation des produits miniers	Document de stratégie	DGAI/DGMG	100		50	50		
EXTRANT 3.12.4 : Promotion et accompagnement de l'initiative privée pour les agroindustries, les industries structurantes, les industries manufacturières légères et les industries de production de biens de consommation n.c.a.	Nombre d'implantation d'unité dans les secteurs industriels identifiés			20 400		6 200	6 000	4 200	4 000

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.12.4.1 : Faciliter l'accès au financement et aux marchés extérieurs pour la création et le développement des activités industrielles	Nombre d'entreprises appuyées	Rapport d'activité	MIM	20 000		6 000	6 000	4 000	4 000
Action 3.12.4.2 : Promouvoir les agroindustries, les industries structurantes, les industries manufacturières légères et les industries de production de biens de consommation	Nombre de forums organisés	Rapport d'activité	MIM	400		200		200	
EFFET 3.13 : L'exploration et l'exploitation minières sont intensifiées de façon durable	Part de l'exploitation minière dans le PIB			3 235 900	171 140	228 260	184 880	126 350	2 525 270
EXTRANT 3.13.1 : La gouvernance minière est renforcée	Textes adoptés			7 900	1 940	1 960	1 580	1 200	1 220
Action 3.13.1.1 : Améliorer le cadre réglementaire	Textes adoptés	Rapports d'activités	MIM	250	50	50	50	50	50
Action 3.13.1.2 : Améliorer le système de production artisanale et semi-industrielle de l'Or	Nombre de sites restructurés	Rapports d'activités	DGMG	2 000	600	600	400	200	200
Action 3.13.1.3 : Prendre en compte le développement local dans les projets miniers	Nombre de localités impliquées dans les projets miniers	Rapport de Programme	MIM	200	20	30	40	50	60
Action 3.13.1.4 : Améliorer la production de diamant	Niveau de production de diamant	Rapport d'activités	MIM	1 500	300	300	300	300	300
EXTRANT 3.13.2: La mise en évidence de nouveaux gisements et l'exploitation minière sont améliorées	Niveau de production minière			3 228 000	169 200	226 300	183 300	125 150	2 524 050
Action 3.13.2.1 : Actualiser les cartes géologiques	Niveau d'actualité des cartes	Rapport d'activités	DGMG / DCPG	55 000	9 000	14 000	19 000	9 000	4 000
Action 3.13.2.2 : Mettre en évidence des gisements miniers	Nombre de nouveaux gisements	Rapport d'activités	MIM	72 000	10 000	12 000	14 000	16 000	20 000
Action 3.13.2.3 : Moderniser le cadastre minier	Qualité du cadastre minier	Rapport d'activités	MIM	1 000	200	300	300	150	50
Action 3.13.2.4 : Mettre en exploitation des gisements miniers de l'ouest (Fer, Nickel, Cuivre, etc.)	Niveau d'investissement	Rapport d'activités	MIM	2 400 000					2 400 000
Action 2 : Mettre en exploitation de nouveaux gisements	Nombre de permis mis en exploitation	Rapport d'activités	MIM	700 000	150 000	200 000	150 000	100 000	100 000
EFFET 3.14 : Des infrastructures énergétiques (hydrocarbures et électricité) de qualité assurant les besoins croissants de l'économie sont développées	La contribution du secteur énergétique dans le PIB			7 067 888	692 871	1 561 668	1 483 504	1 866 477	1 463 368
Extrant 3.14.1 : La gouvernance du secteur de l'électricité et des hydrocarbures est renforcée				33 116	7 854	7 330	8 390	4 802	4 740
Action 3.14.1.1 : Renforcer la gouvernance du secteur de l'énergie électrique			DGE	32 496	7 268	7 296	8 390	4 802	4 740
Action 3.14.1.2: Renforcer la gouvernance du secteur des hydrocarbures			DGH	620	586	34	0	0	0

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 3.14.2: les infrastructures de production, de stockage et de transport des hydrocarbures sont accrues	Production brute de petrole Production brute de gaz			1 888 068	81 481	686 380	409 217	368 965	342 025
Action 3.14.2.1: Intensifier la recherche et la production pétrolière surtout en eau profonde	Nombre de permis d'exploration attribués	Rapport ITIE	DGH	300	100	0	100	0	100
Action 3.14.2.2: Accélérer la construction et la réhabilitation des infrastructures d'approvisionnement et de stockage des produits pétroliers et gaziers	Nombre d'infrastructures construites et réhabilitées	Rapport d'activité	DGH	1 887 768	81 381	686 380	409 117	368 965	341 925
Extrant 3.14.3 : Les infrastructures de production et de distribution d'énergie électrique (notamment de sources alternatives) sont accrues	Production d'énergie électrique			5 146 704	603 536	867 958	1 065 897	1 492 710	1 116 603
Action 3.14.3.1: Accroître la construction et la capacité des infrastructures de production de l'énergie électrique (centrales hydroélectriques, thermiques et à biomasses)	Puissance de production installée	Rapport d'activité	DGE	2 854 313	323 032	582 453	676 729	672 993	599 106
Action 3.14.3.2: Accroître les infrastructures de transport et de distribution d'énergie électrique	Kilomètres de lignes HT MT BT construits	Rapport d'activité	DGE	1 862 391	240 504	240 505	244 168	649 717	487 497
Action 3.14.3.3: Développer d'autres sources d'énergie renouvelables et renforcer la maîtrise d'énergie	Contribution des énergies renouvelables dans le mix énergétique	Rapport d'activité	DGE	430 000	40 000	45 000	145 000	170 000	30 000

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020

CADRE DE RÉSULTATS

RESULTAT STRATEGIQUE 4 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HARMONIEUSEMENT REPARTIES SUR LE TERRITOIRE NATIONAL ET PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
RESULTAT D'IMPACT 4 : Des infrastructures en nombre croissant assurent le développement économique durable et équilibré	en 2014 (B= 8%) PIB régional Existence de pôles économiques disposant d'infrastructures structurantes			13 733 259	2 616 273	2 826 768	3 169 993	3 014 795	2 085 430
EFFET 4.1 : Les populations ont accès à des infrastructures routières et des services de transport durables et de qualité	Fluidité interurbaine Fluidité urbaine Taux de satisfaction des utilisateurs des infrastructures routières et des services de transport			10 353 736	1 558 729	1 800 259	2 612 339	2 594 779	1 787 629
Extrant 4.1.1 : Les cadres légaux et réglementaires des services de transport et des infrastructures routières sont renforcés	Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière de transport Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière d'infrastructures routière			5 830	966	1 466	1 466	966	966
Action 4.1.1.1 : Modifier le décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du Domaine Public et des servitudes d'utilité publique en Afrique Occidentale Française et promulguer un nouveau décret en lieu et place	Textes adoptés	JORCI	CAB/MINISTERE	-	-	-	-	-	-
Action 4.1.1.2 : Modifier les décrets portant sur les PPP en intégrant la notion de Bail Emphyteotique Administratif dans les textes portant sur le Domaine Public pour préserver la consistance du Domaine Public	Textes adoptés	JORCI	CAB/MINISTERE	-	-	-	-	-	-
Action 4.1.1.3 : Adopter le Code Maritime	Textes adoptés	JORCI	MT/CAB DGAMP	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.4 : Obtenir la classification de l'ANAC en catégorie 1 de la FAA conformément aux normes OACI	Classification obtenue	JORCI	ANAC/ SODEXAM	4 680	936	936	936	936	936
Action 1.1.5 : Créer le Code de la Météorologie	Textes adoptés	JORCI	Sodexam	150	30	30	30	30	30
Action 1.1.6 : Transformer le Bureau d' Enquete Accident en Agence autonome pour ses missions de supervision de la sécurité	Textes adoptés	JORCI	ANAC/ SODEXAM	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.7 : Instituer le cadre de concertation des acteurs du sous secteur des transports routiers	Textes adoptés	JORCI	DGTTTC	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.8 : Elaborer les textes subsequents à la mise en vigueur de la loi d'orientation du transport interieur (LOTI)	Textes adoptés	JORCI	DGTTTC	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.9 : Instituer l'Autorité de Régulation des Transports Intérieurs (ARTI)	Textes adoptés	JORCI	DGTTTC	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.10 :Transformer l'OSER en EPIC	Textes adoptés	JORCI	OSER	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.11 : Mettre en œuvre le décret portant création de la Commission Nationale de Sécurité Routière(CNSR)	Textes adoptés	JORCI	OSER	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.12 : Signer le décret portant création du fonds de sécurité routière	Textes adoptés	JORCI	OSER	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.13 : Appliquer les normes en vigueur de sûreté et de sécurité de l'UEMOA/CEDEAO aux véhicules à l'importation et aux véhicules déjà en circulation	Textes adoptés	JORCI	OSER/DGTTTC/SAGUA/ SICTA	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.14 : Signer la convention de concession révisée pour l'exploitation de la ligne de chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya	Textes adoptés	JORCI	SIPF	-	-	-	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.1.15: Prendre 2 lois portant classification, immatriculation, devolution de la maîtrise d'ouvrage des travaux de développement et d'entretien des routes d'une part, et définition du schéma directeur du développement du réseau routier, autoroutier et voirie urbaine à l'horizon 2063	Textes adoptés	JORCI	Cabinet MIE / DGIR / AGEROUTE	1 000	-	500	500	-	-
Extrant 1.2: Les capacités des acteurs du secteur des infrastructures routières et des services de transport sont renforcées	*Nombre d'accidents par an impliquant les transporteurs professionnels *Nombre de structures de transport construites et équipées *Taux d'équipement en matériels de suréré et de sécurité de transport *Taux d'actualisation des données de la banque de données routières *Taux d'équipement du MIE en matériels d'essai			104 408	25 683	27 798	21 638	19 383	9 905
Action 1.2.1: Renforcer les dispositifs et les compétences SAR conformément aux normes OACI			ANAC	700	330	-	30	300	40
Action 1.2.2: Acquérir les matériels modernes de sûreté sur la plateforme aéroportuaire d'Abidjan	Nombre de matériels acquis par nature	Bordereau de livraison	ANAC	2 000	400	400	400	400	400
Action 1.2.3: Créer l'Institut de Sécurité Maritime Interrégionale (ISMI)	Existence de l'Institut de Sécurité Maritime Inter-régionale	Rapport d'activité	ARSTM	3 798	2 000	1 798	-	-	-
Action 1.2.4: Renforcer les capacités opérationnelles de l'ARSTM	Nombre d'équipements acquis par nature	Rapport d'activité	ARSTM	7 000	2 000	2 000	1 500	1 500	-
Action 1.2.5: Mettre en place une base de données d'incidents et d'accidents d'aviation	Base de données opérationnelles	Rapport d'activité	BEA	10	10	-	-	-	-
Action 1.2.6: Créer un mini laboratoire d'analyse et de lecture des enregistreurs de données et de conversation	Existence d'un laboratoire d'analyse et de lecture	Rapport d'activité	BEA	250	-	250	-	-	-
Action 1.2.7: Acquérir 05 vedettes de mer pour la Garde Côtière ivoirienne	Nombre de vedettes acquises	Bordereau de livraison	DGAMP	1 458	400	800	258	-	-
Action 1.2.8: Acquérir des matériels de sûreté et de radiocommunication maritime et réaliser un réseau de surveillance maritime à distance	Nombre de matériels de sûreté acquis	Bordereau de livraison	DGAMP	407	407	-	-	-	-
Action 1.2.9: Réhabiliter et équiper un bâtiment technique et construire un quai pour la Garde Côtière ivoirienne	Batiment technique réhabilité et équipé Quai pour la garde côtière construit	Rapport d'activité	DGAMP	417	417	-	-	-	-
Action 1.2.10 : Construire et équiper les Arrondissements Maritimes (Centres relais de Garde Côtière et de Recherche et sauvetage maritime)	Arrondissement opérationnel	Rapport d'activité	DGAMP	3 280	332	702	663	749	834
Action 1.2.11: Construire et équiper le Point de Contacts ISPS de San Pedro	Point de contacts ISPS construit	Rapport d'activité	DGAMP	368	293	75	-	-	-
Action 1.2.12 : Equiper le Centre médical des Gens de Mer de Vridi fonctionnel	Centre médical des gens de mer de vridi fonctionnel	Rapport d'activité	DGAMP	119	119	-	-	-	-
Action 1.2.13 : Construire et équiper le Centre médical des Gens de Mer de San Pedro	Centre médical des gens de mer de san-pedro fonctionnel	Rapport d'activité	DGAMP	445	97	90	117	141	-
Action 1.2.14 : Renforcer les capacités du personnel de sécurité, de sûreté, de recherche et sauvetage maritime	Agents de sécurité opérationnel	Rapport d'activité	DGAMP	100	30	25	15	15	15
Action 1.2.15: Réaliser les études prospectives et d'organisation du transport routier	Nombres d'études réalisées	Rapports d'études	DGTTC	150	50	50	50	-	-
Action 1.2.16: Réaliser les études pour l'actualisation des plans de circulation à Abidjan, Bouaké, Daloa, Korhogo, San Pedro et Yamoussoukro	Nombres d'études réalisées	Rapports d'études	DGTTC	2 300	500	500	500	500	300
Action 1.2.17: Interconnecter les structures de gestion (OSER, Police, Gendarmerie, GSPM, Hôpitaux, Syndicats des transporteurs, Assurances) à la base de données unique du Ministère des Transports	Taux de réalisation de l'interconnexion	Pv de réception	DGTTC	1 002	250	250	250	252	-

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.18: Développer et mettre en œuvre les mesures de lutte contre les pratiques de surcharges	Pourcentage annuel des camions surchargés enregistrés au niveau des postes de pesage	Rapport d'activités du Concessionnaire choisi pour la mise en application du pesage	DGTTC	150	25	25	50	50	-
Action 1.2.19: Construire et équiper 10 centres d'examen (code et conduite) du permis de conduire dans les chefs lieux de région	Nombre de centres d'examen construits et équipés	Pv de réception	DGTTC	1 278	250	250	250	250	278
Action 1.2.20: Renforcer la professionnalisation des intermédiaires du transport routier	Nombre de nouveaux d'emplois/entreprises créés	Nombre de nouvelles inscriptions au registre des entreprises de Transport délivrées	DGTTC	100	25	25	25	25	-
Action 1.2.21: Elaborer et mettre en œuvre la politique sectorielle de sécurité routière à l'endroit des conducteurs routiers professionnels	Nombre d'accidents par an impliquant les transporteurs professionnels	Rapport annuel de l'OSER et des services de Police, de Gendarmerie	DGTTC	80	-	40	40	-	-
Action 1.2.22: Construire et équiper 5 centres nationaux de formation aux métiers du secteur du transport routier à Abidjan et dans les chefs lieux de régions	Nombre de centres construits et équipés	Pv de réception	DGTTC	1 200	250	250	250	250	200
Action 1.2.23: Renforcer les capacités de 200 transporteurs en activité et former 5 000 conducteurs routier en activité	Pourcentage des transporteurs et conducteurs routier en activité formés	Pv de fin de formation; Rapports de séminaires de formation	DGTTC	572	114	114	114	114	114
Action 1.2.24: Renforcer les capacités financières et techniques du Haut Conseil du Patronnat des Entreprises de Transport Routier (HCPETR-CI)	Nombre de nouveaux d'emplois/entreprises créés	Nombre de nouvelles inscriptions au registre des entreprises de Transport délivrées	DGTTC	95	95	-	-	-	-
Action 1.2.25: Elaborer et mettre en œuvre la politique de gestion du fret	Nombre de textes adoptés	Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire	DGTTC	645	200	200	200	45	-
Action 1.2.26: Mettre en place un système de suivi-évaluation et de gestion de base de données des projets/programmes/statistiques des transports	Existence de mécanisme de suivi-évaluation	Rapport d'activité	DPSP	325	100	100	50	50	25
Action 1.2.27: Elaborer et mettre en œuvre le plan stratégique du développement des transports	Stratégie disponible et mise en œuvre	Rapport d'activité	DPSP	110	50	15	15	15	15
Action 1.2.28: Produire l'annuaire statistique du secteur des transports	Annuaire statistique disponible	Rapport d'activité	DPSP	250	50	50	50	50	50
Action 1.2.29: Réhabiliter et équiper l'OFT	OFT réhabilité et équipé	Bordereau de livraison	OFT	110	110	-	-	-	-
Action 1.2.330 Acquérir 05 véhicules de type 4X4 pour la lutte contre le racket et les tracasseries routières	Nombre de véhicules acquis	Bordereau de livraison	OFT	125	125	-	-	-	-
Action 1.2.31 : Mettre en place un système informatisé de sécurisation et de gestion des conteneurs, des trafics routiers des camions transport de marchandises et des marchandises transportées par conteneurs.	Système informatisé fonctionnel	Rapport d'activité	OIC	12 447	4 000	3 000	3 000	2 447	-
Action 1.2.32: Accroître les capacités professionnelles des chargeurs	Nombre de chargeurs formés	Rapport d'activité	OIC	240	240	-	-	-	-
Action 1.2.33 : Consolider et étendre l'application BSC conformément aux normes de l'OMC et de l'OMI	Application BSC consolidée et développée	Rapport d'activité	OIC	2 900	1 000	1 000	900	-	-
Action 1.2.34 : Revitaliser les PMEX / COOPEX	Nombre de PMEX / COOPEX renforcé	Rapport d'activité	OIC/Conseil Café Cacao	4 000	1 000	1 000	1 000	1 000	-
Action 1.2.35 : Réguler les accès des camions sur la plateforme portuaire d'Abidjan (système logistic moderne de régulation des trafics de camions)	Existence d'un système de régulation	Rapport d'activité	OIC	5 000	2 000	1 000	1 000	1 000	-
Action 1.2.36: Elaborer et mettre en œuvre la politique nationale de sécurité routière	Politique nationale de sécurité routière mise en œuvre	Rapport d'activité	OSER	55	55	-	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.39: Construire et équiper le siège de l'OSER	Siège de l'OSER construit et équipé	Bordereau de livraison Rapport d'activité	OSER	600	250	350	-	-	-
Action 1.2.40: Acquérir des unités radars pour les régions	Nombre de régions dotées de radars	Bordereau de livraison	OSER	565	188	188	188	-	-
Action 1.2.41: Acquérir des simulateurs et des véhicules d'enseignement de la conduite automobile	Nombre de simulateurs et de véhicules acquis	Bordereau conduite livraison	OSER	280	80	120	80	-	-
Action 1.2.421: Acquérir des unités mobiles mécanisées de contrôle de la vue et de l'alcoolémie	Nombre d'unités mobiles mécanisées acquies	Bordereau de livraison	OSER	320	-	-	320	-	-
Action 1.2.43: Renforcer l'éducation à la sécurité routière en milieu scolaire et sécuriser les élèves sur le chemin de l'école	Nombre de formations à la sécurité routière réalisés en milieu scolaire	Rapport d'activité PV de formation	OSER	8 004	127	2 771	2 553	2 553	-
Action 1.2.44: Renforcer le contrôle de l'état mécanique des véhicules	Nombre de centre de contrôle créé et équipé	Rapport d'activité	OSER	-	-	-	-	-	-
Action 1.2.45: Créer un centre de formation aux métiers ferroviaires	Centre de formation aux métiers ferroviaire créé	Rapport d'activité	SIPF	410	50	100	100	100	60
Action 1.2.46: Renforcer les capacités en ressources humaines du secteur aérien et météorologique	Nombre de personnes recrutées	Rapport d'activité	ANAC / SODEXAM	7 700	1 540	1 540	1 540	1 540	1 540
Action 1.2.47: créer une Académie de formation aux métiers de l'aérien et de la météorologie	Existence d'une académie de formation aux métiers de l'aérien et météorologie	Rapport d'activité	Sodexam	280	56	56	56	56	56
Action 1.2.47: Réaliser un réseau de données climatologiques dans les zones de Bouaké, Man, Man, San Pédro, Yamoussoukro, Korhogo et Odienné	Réseau de données climatologiques fonctionnel	Rapport d'activité	Sodexam	300	150	75	75	-	-
Action 1.2.49: Reconstituer la base de données météorologiques dans les zones de Bouaké, Korhogo et Odienné	Base de données reconstituées	Rapport d'activité	Sodexam	100	100	-	-	-	-
Action 1.2.50: Mettre en place le centre d'étalonnage et de calibration de Bouaké	Centre d'étalonnage et de calibration fonctionnel	Rapport d'activité	Sodexam	273	70	60	60	43	40
Action 1.2.51: Réhabiliter les bâtiments de la Direction Générale et des Stations météorologiques isolées	Bâtiments réhabilités	PV de réception des travaux	Sodexam	820	164	164	164	164	164
Action 1.2.52: rééquiper en matériel informatique de Migration de la bande Ku vers la bande C et construire une base de données informatiques	Nombre de matériels informatiques acquis Basedonnées informatiques fonctionnelles	Bordereau de livraison Rapport d'activité	Sodexam	280	56	56	56	56	56
Action 1.2.53: Mettre en place un Système de Vigilance d'Alerte de services Climatologique et Météorologique avec Météo-France Internationale (Projet VIGICLIMM)	Système de vigilance d'Alerte de services climatologique et Météorologique fonctionnel	Rapport d'activité	Sodexam	27 000	5 400	5 400	5 400	5 400	5 400
Action 1.2.54: Equiper le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics en matériels d'essai	Nombre de matériels d'essai acquis	Rapports d'activités	LBTP	2 170	-	2 170	-	-	-
Action 1.2.55: Actualiser les données de la banque de données routières	Linéaire de routes actualisé	Rapports d'activités	AGEROUTE	1 400	128	318	318	318	318
Action 1.2.56: Mettre en œuvre une base de données statistiques du MIE (DPE)	Nombre de base de données mise en place	Rapports d'activités	Cabinet MIE	420	-	420	-	-	-
Extrant 1.3: Les infrastructures routières sont régulièrement entretenues	*Linéaire (Km) de routes revêtues interurbaines réparées par an *Linéaire (Km) de routes revêtues urbaines réparées par an *Linéaire d'accotement débroussaillée et des ouvrages de drainage curés par an			551 000	105 200	107 700	110 200	112 700	115 200
Action 1.3.1: Assurer le reprofilage lourd et traitement de points critiques sur les routes en terre	Linéaire (Km) de routes en terre interurbaines réparées par an	Rapports d'activités	AGEROUTE	250 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Action 1.3.2: Assurer le reprofilage léger sur les routes en terre traitées	Linéaire (Km) de routes revêtues urbaines réparées par an	Rapports d'activités	AGEROUTE	37 500	2 500	5 000	7 500	10 000	12 500
Action 1.3.3: Réparer les routes revêtues interurbaines	Linéaire (Km) de routes revêtues interurbaines réparées par an	Rapports d'activités	AGEROUTE	185 000	37 000	37 000	37 000	37 000	37 000
Action 1.3.4: Réparer les routes revêtues urbaines	Linéaire (Km) de routes revêtues urbaines réparées par an	Rapports d'activités	AGEROUTE	55 500	11 100	11 100	11 100	11 100	11 100

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.3.5: Assurer le débroussaillage des accotements et le curage des ouvrages de drainage	Linéaire d'accotement débroussaillé et des ouvrages de drainage curés par an	Rapports d'activités	AGEROUTE	13 000	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600
Action 1.3.6: Entretien et maintenir les feux tricolores existants	Nombre de feux entretenus par an	Rapports d'activités	AGEROUTE	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Extrant 1.4: Les infrastructures routières sont réhabilitées	*Linéaire (Km) de routes renforcées par an *Nombre d'ouvrages réhabilités par an *Linéaire de signalisation horizontale réalisée par an			579 696	70 251	97 348	217 068	145 650	49 380
Action 1.4.1: Réaliser la signalisation horizontale sur le réseau routier urbain existant	Linéaire de signalisation horizontale réalisée par an	Rapports d'activités	AGEROUTE	300	50	50	50	75	75
Action 1.4.2: Réaliser la signalisation verticale sur le réseau routier urbain existant	Nombre de panneaux de signalisation verticale posés par an	Rapports d'activités	AGEROUTE	250	45	48	48	55	55
Action 1.4.3: Réhabiliter les bacs de traversée	Nombre de bacs réhabilités par an	Rapports d'activités	AGEROUTE	1 600	800	200	200	200	200
Action 1.4.4: Réhabiliter les sites des bacs de traversée	Nombre de bacs réhabilités par an	Rapports d'activités	AGEROUTE	340	80	50	60	70	80
Action 1.4.5: Renforcer la route Daoukro-Ouélé-Ananda Kouadiokro-M'Bahiakro	linéaire (Km) routes renforcées	Rapports d'activités	AGEROUTE	30 450	-	-	20 000	9 000	1 450
Action 1.4.6: Renforcer la côteière (Abidjan-Dabou-San Pedro-Tabou)	linéaire (Km) routes renforcées	Rapports d'activités	AGEROUTE	147 000	-	-	60 000	60 000	27 000
Action 1.4.7: Renforcer la route Thomasset-Agboville	linéaire (Km) routes renforcées	Rapports d'activités	AGEROUTE	15 050	-	-	12 000	3 050	-
Action 1.4.8: Renforcer le tronçon Akoupé -Kotobi - Bongouanou-Dimbokro-Toumodi	linéaire (Km) routes renforcées	Rapports d'activités	AGEROUTE	56 700	-	15 000	18 000	15 000	8 700
Action 1.4.9: Renforcer le tronçon Gagnoa -Oumé-Toumodi	linéaire (Km) routes renforcées	Rapports d'activités	AGEROUTE	42 350	-	-	27 000	14 000	1 350
Action 1.4.10: Renforcer le tronçon Bouaké - Katiola - Niakara - Ferké - Ouangolo-Frontière Mali et Fontière Burkina	linéaire (Km) routes renforcées	Rapports d'activités	AGEROUTE	142 450	21 000	40 000	41 450	30 000	10 000
Action 1.4.11: renforcer la route Pont Comoé-Abengourou - Agnibilekro	linéaire (Km) routes renforcées	Rapports d'activités	AGEROUTE	20 246	20 246	-	-	-	-
Action 1.4.12: Renforcer du tronçon Yabayo - Gagnoa	linéaire (Km) routes renforcées	Rapports d'activités	AGEROUTE	25 200	-	-	15 000	10 200	-
Action 1.4.13: Renforcer la route Gd Bassam - Aboisso - Noé (ft Ghana)	linéaire (Km) routes renforcées	Rapports d'activités	AGEROUTE	47 260	21 000	20 000	6 260	-	-
Action 1.4.14: Réhabiliter les ponts FHB	Nombre de pont réhabilité	Rapports d'activités	AGEROUTE	40 000	7 000	20 000	13 000	-	-
Action 1.4.15: Réhabiliter 300 ouvrages	Nombre de ouvrages réhabilités	Rapports d'activités	AGEROUTE	3 000	30	500	1 000	1 000	470
Action 1.4.16: Réhabiliter les grands talus de déblai	Nombre de grands talus réhabilités	Rapports d'activités	AGEROUTE	7 500	-	1 500	3 000	3 000	-
Extrant 1.5 : Des infrastructures routières de qualité sont construites	*Linéaire (Km) de routes revetues construites *Nombre de ponts construits			4 268 473	324 567	575 753	1 181 330	1 388 928	797 896
Action 1.5.1: Aménager et bitumer l'autoroute Yamoussoukro - Bouaké	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	325 866	28 077	49 306	75 000	85 000	88 483
Action 1.5.2: Aménager et bitumer la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	44 622	17 000	2 000	15 000	9 622	1 000
Action 1.5.3: Aménager et bitumer la route Tiébissou-Sakassou-Béoumi	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	47 804	-	-	-	32 000	15 804
Action 1.5.4: Aménager et bitumer la route Bingerville-Eloka-Ebrah	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	6 295	-	3 000	3 295	-	-
Action 1.5.5: Aménager et bitumer la route Boundiali-Tengréla-Frontière Mali (Bolona-Tengréla-Frontière Mali)	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	18 782	18 782	-	-	-	-
Action 1.5.6: Aménager et bitumer la route Tengréla-M'Bengué-Niéllé	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	61 370	-	-	28 000	33 370	-
Action 1.5.7: Aménager et bitumer la route Korhogo-M'Bengué-Niéllé	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	71 060	-	-	30 000	36 000	5 060
Action 1.5.8: Aménager et bitumer la route Boundiali-Odienné	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	74 729	29 538	41 060	4 130	-	-
Action 1.5.9: Aménager et bitumer la route Odienné - Samatiguila-Frontière du Mali + bretelles de Kaniasso et de Kouban	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	93 670	-	-	-	55 000	38 670
Action 1.5.10: Aménager et bitumer la route Odienné-Gbéléban-Frontière Guinée	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	45 834	15 000	30 834	-	-	-
Action 1.5.11: Aménager et bitumer la route Niamasso-Sirana-Frontière Guinée	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	11 628	-	-	-	11 628	-
Action 1.5.12: Aménager et bitumer la route Samatiguila - Minignan - Frontière Guinée	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	45 188	-	-	-	20 000	25 188

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.5.13: Amenager et bitumer la route Tioniaradougou-Dikodougou-Sarhala-Mankono	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	92 378	-	-	-	42 000	50 378
Action 1.5.14: Amenager et bitumer la route Kani-Boundiali	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	88 440	25 000	40 000	23 440	-	-
Action 1.5.15: Amenager et bitumer la route Kani-Sarhala	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	48 450	-	-	-	30 000	18 450
Action 1.5.16: Amenager et bitumer la route Dianra-Fadiadougou	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	41 344	-	-	20 000	20 000	1 344
Action 1.5.17: Amenager et bitumer la route Niakara-Tortiya-Boron	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	57 494	-	-	-	35 000	22 494
Action 1.5.18: Amenager et bitumer la route Tafiré (N'Golodougou) - Kong	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	45 188	-	30 000	15 188	-	-
Action 1.5.19: Amenager et bitumer la route Seguela-Touba	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	85 918	-	-	42 000	35 000	8 918
Action 1.5.20: Amenager et bitumer la route Seguela-Massala-Kounahiri-Béoumi	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	101 422	-	-	32 000	45 000	24 422
Action 1.5.21: Amenager et bitumer la route Tieningboué-Mankono-Seguella	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	78 166	-	22 000	33 000	23 166	-
Action 1.5.22: Amenager et bitumer la route Sifié-Man	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	68 476	-	-	33 000	30 000	5 476
Action 1.5.23: Aménager et bitumer la route Bassawa-Priko-Ouellé	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	64 600	-	-	33 000	27 000	4 600
Action 1.5.24: Aménager et bitumer la route Kong-Dabakala-Bassawa	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	108 528	-	-	35 000	38 000	35 528
Action 1.5.25: Aménager et bitumer la route Ferké-Nassian-Bouna (Varalé) et Nassian-Kong	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	186 048	15 800	41 694	42 000	43 000	43 554
Action 1.5.26: Amenager et bitumer la route Divo-Guitry-Côtière	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	56 808	-	25 000	31 808	-	-
Action 1.5.27: Aménager et bitumer la route Tabou-Prollo	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	11 267	9 000	2 267	-	-	-
Action 1.5.28: Amenager et bitumer la route Bouaké- Sandegué-Tanda	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	169 318	-	-	69 000	55 000	45 318
Action 1.5.29: Aménager et bitumer la route Bloléquin - Toulepleu - Frontière du Libéria	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	43 928	32 000	11 928	-	-	-
Action 1.5.30: Aménager et bitumer la route Danane - Frontière du Libéria	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	17 430	-	-	11 000	6 430	-
Action 1.5.31: Aménager et bitumer la route Danané - Frontière Guinée	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	30 341	20 000	10 341	-	-	-
Action 1.5.32: Aménager et bitumer les routes Bouna -Doropo - Frontière Burkina et Bondoukou - Frontière Ghana	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	50 073	17 000	22 000	11 073	-	-
Action 1.5.33: Aménager et bitumer la route Agnibilékro-Frontière Ghana	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	20 657	-	11 000	9 657	-	-
Action 1.5.34: Amenager et bitumer la route Adzopé - Yakassé Attobrou	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	19 750	15 000	4 750	-	-	-
Action 1.5.35: Amenager et bitumer la route Agboville-Rubino-Cechi	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	32 923	10 000	22 923	-	-	-
Action 1.5.36: Amenager et bitumer la route Cechi-M'Batto	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	27 778	-	-	-	17 000	10 778
Action 1.5.37: Amenager et bitumer la route Gueyo-Soubre	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	44 574	-	-	25 000	19 574	-
Action 1.5.38: Amenager et bitumer la route Kouibly-Facobly	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	20 672	-	-	15 000	5 672	-
Action 1.5.39: Amenager et bitumer la route Zouan Hounien - Toulepleu	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	30 362	-	20 000	10 362	-	-
Action 1.5.40: Amenager et bitumer la route Transua-Tanda	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	27 778	-	-	17 000	10 778	-
Action 1.5.41: Amenager et bitumer la route Akressi-Abengourou	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	96 900	-	-	30 000	40 000	26 900
Action 1.5.42: Amenager et bitumer la route Nassian-Saleyé	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	27 132	-	-	17 000	10 132	-
Action 1.5.43: Amenager et bitumer la route Guiglo-Taï-Grabo-Tabou	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	183 464	-	-	70 000	65 000	48 464
Action 1.5.44: Amenager et bitumer la route Bouna-Frontière Ghana (vers Bole)	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	23 256	-	17 000	6 256	-	-
Action 1.5.45: Amenager et bitumer la route Seguelon-Tieme	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	23 902	-	-	17 000	6 902	-
Action 1.5.46: Amenager et bitumer la route Ouaininou-Touba	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	14 858	-	-	-	10 000	4 858
Action 1.5.47: Amenager et bitumer la route Buyo-Yabayou	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	38 760	-	-	-	26 000	12 760
Action 1.5.48: Amenager et bitumer la route Sipilou-Biankouman	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	45 220	-	-	-	27 000	18 220

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.5.49: Amenager et bitumer la route Tiapoum-Carrefour route Aboisso/Noé	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	16 796			11 000	5 796	
Action 1.5.50: Amenager et bitumer la route Kouassi Kouassikro-Didievi	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	27 778			17 000	10 778	
Action 1.5.51: Amenager et bitumer les voiries structurantes du district d'Abidjan	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	120 000	10 000	30 000	30 000	30 000	20 000
Action 1.5.52: Amenager et bitumer les voiries des chefs lieux de districts et de régions	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	90 000	10 000	30 000	30 000	20 000	-
Action 1.5.53: Construction de l'autoroute Abidjan-Dabou	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	70 000	-	-	25 000	25 000	20 000
Action 1.5.54: Construction de l'autoroute Grand Bassam -Samo	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	56 000	-	22 000	20 000	14 000	-
Action 1.5.55: Construction du 5e pont d'Abidjan (Yopougon - Plateau)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	100 000	-	40 000	40 000	20 000	-
Action 1.5.56: construction l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonnais (SOLIBRA)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	30 000	13 000	7 500	7 500	2 000	-
Action 1.5.57: construction de l'échangeur du carrefour Akwaba à Port Bouet	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	35 000	-	-		20 000	15 000
Action 1.5.58: Construction du 4ème pont (azito) à Abidjan	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	30 040	12 000	10 000	8 040	-	-
Action 1.5.59: Construction de 5 ouvrages métalliques de franchissement de talweg à Abobo et yopougon	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	8 000	-	5 000	3 000	-	-
Action 1.5.60: Construire le pont de Prolo	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	15 000	-	-	12 000	3 000	-
Action 1.5.61: Construire fly over sur 5 carrefours à Abidjan (Ecole de police, Riviera 3, riviera Palmeraie, Williamsville et Siporex)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	50 000	-	-	-	35 000	15 000
Action 1.5.62: Construire le pont de Kouibly (sur la route Man - Kouibly - Vavoua)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	20 000	-	-	13 000	7 000	-
Action 1.5.63: Construire le pont de Kani sur la Marahoué (sur la route Kani - Sarala)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	10 000	-	-	-	7 000	3 000
Action 1.5.64: Construire 400 petits ouvrages de désenclavement en zone rurale	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	60 000	-	15 000	15 000	15 000	15 000
Action 1.5.65: Construire 113 ouvrages d'art de désenclavement	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	248 600	-	-	66 000	88 000	94 600
Action 1.5.66: Construire 14 ouvrages métalliques ruraux	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	20 000	17 000	3 000	-	-	-
Action 1.5.67: Construire l'ouvrage d'art de Man sur le fleuve Sassandra (Itinéraire Man-Séguéla)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	20 000	-	-	11 000	9 000	
Action 1.5.68: Construire l'ouvrage d'art de Guiglo sur la rivière Zo (Itinéraire Duékoué-Guiglo)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	7 000	-	-	4 500	2 500	
Action 1.5.69: Construire l'ouvrage d'art de Taï sur la rivière N'sé (Itinéraire Guiglo-Taï)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	5 000	-	-	3 500	1 500	
Action 1.5.70: Construire l'ouvrage d'art de Niakara sur la rivière Bou (Itinéraire Niakara-Tortiya-Dianfla)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	7 000	-	-	-	5 500	1 500
Action 1.5.71: Construire l'ouvrage d'art d'Abengourou sur le fleuve Comoé (Itinéraire Adzopé-Abengourou)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	10 000	-	-	-	7 000	3 000
Action 1.5.72: Construire l'ouvrage d'art de Bettié sur le fleuve Comoé (Itinéraire Yakassé Attobrou-Bettié)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	8 500	6 500	2 000	-	-	-
Action 1.5.73: Construire l'ouvrage d'art sur la Tiemba (Odienné)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	1 100		1 100	-	-	-
Action 1.5.74: Construire l'ouvrage d'art de Vonkoro sur la Volta Noire (Itinéraire Bouna-Frontière Ghana)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	15 000			11 000	4 000	-
Action 1.5.75: Equiper de nouveaux carrefours à feux tricolores	Nombre de carrefours équipés	Rapports d'activités	AGEROUTE	2 910	450	510	600	600	750
Action 1.5.76: Equiper des carrefours au système intelligent de gestion des feux tricolores à Abidjan	Nombre de carrefours équipés	Rapports d'activités	AGEROUTE	5 400	1 800	1 800	600	600	600
Action 1.5.77: Construire des bacs de traversés	Nombre de bacs construits	Rapports d'activités	AGEROUTE	2 700	1 200	600	300	300	300
Action 1.5.78: Construire des sites des bacs de traversés	Nombre de sites de bacs construits	Rapports d'activités	AGEROUTE	450	180	120	60	60	30
Action 1.5.79: Repérer et borner le réseau routier	Linéaire (km) du réseau routier repéré et borné	Rapports d'activités	AGEROUTE	320	240	20	20	20	20
Action 1.5.80: Amenager et bitumer la route Sassandra-Gagnoa	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	87 856			27 000	40 000	20 856
Action 1.5.81: Amenager et bitumer la route Sassandra-Lakota	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	71 706			21 000	35 000	15 706

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.5.82: Amenager et bitumer la route Tarato-Kassere-Kouto-Goulia-Kaniasso (Section Tarato-Kassere-Kouto)	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	45 866				30 000	15 866
Action 1.5.83 : Amenager et bitumer la route Aprompronou-Amoriakro-Comoé	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	27 132				20 000	7 132
Action 1.5.84 : Amenager et bitumer la route Yakassé Attobrou - Bettié - Diambarako	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	32 300				20 000	12 300
Action 1.5.85 : Amenager et bitumer la route Sinfra-Bouaflé	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	29 070				20 000	9 070
Action 1.5.86 : Amenager et bitumer la route Katiola - Marabadiassa	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	26 486				20 000	6 486
Action 1.5.87 : Amenager et bitumer la route Korhogo-Karakoro-Badikaha	linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	40 698	5 000	20 000	15 698		
Extrant 1.6: Les infrastructures de base des services de transports sont accrues et modernisées	*Nombre d'infrastructures de base des services de transport construites *Nombre d'infrastructures des services de transport réhabilitées *Taux d'équipement global des services de transport			4 066 837	827 244	803 057	902 354	750 420	783 762
Action 1.6.1: Construire un taxiway parallèle à la piste d'atterrissage de l'aéroport FHB d'Abidjan	Taxiway construit	Rapports d'activités PV de réception	AERIA	24 018	5 054	11 706	-	7 258	-
Action 1.6.2: Développer les terminaux passagers de l'aéroport FHB d'Abidjan	Nombre de terminaux passagers développés	Rapports d'activités PV de réception	AERIA	7 485	-	2 199	452	4 834	-
Action 1.6.3: Equiper les aéroports de l'intérieur des instruments de sécurité et de sûreté	Nombre d'aéroports équipés	Rapport d'activité	Sodexam	13 600	4 000	4 000	2 000	2 000	1 600
Action 1.6.4: Réaliser l'aérocité de l'aéroport FHB d'Abidjan	Existence d'une aérocité de l'aéroport FHB	Rapport d'activité	Sodexam	-	-	-	-	-	-
Action 1.6.5: Construire le nouvel aéroport international de san pedro et son aérocité	Aéroport International de San Pédro construit Existence d'une aérocité de l'aéroport	Rapport d'activité	SODEXAM	160 000	30 000	32 500	32 500	32 500	32 500
Action 1.6.7: Réhabiliter les infrastructures aéroportuaires et météorologiques	Nombre d'infrastructures aéroportuaires et météorologiques réhabilitées	Rapport d'activité	Sodexam	57 412	15 000	15 000	15 000	10 000	2 412
Action 1.6.8: Réhabiliter le centre d'expertise médicale du personnel aéronautique	Centre d'expertise médical réhabilité	Rapport d'activité	ANAC	2 000	400	400	400	400	400
Action 1.6.9: Elargir et approfondir le canal de Vridi et Construire un 2ème terminal à conteneurs (projet intégré)	Canal de vridi élargi et approfondi 2ème terminal à conteneurs construit	Rapport d'activité	PAA	559 000	100 000	120 000	120 000	120 000	99 000
Action 1.6.10: Remblayer la baie lagunaire de vridi (phase 1)	Baie lagunaire de vridi remblayée	Rapport d'activité	PAA	100 000	30 000	35 000	35 000	-	-
Action 1.6.11: Construire un nouveau terminal céréalier	Nouveau terminal céréalier construit	Rapport d'activité	PAA	35 000	-	5 000	10 000	15 000	5 000
Action 1.6.12: Construire un nouveau terminal minéralier	Nouveau terminal minéralier construit	Rapport d'activité	PAA	55 000	5 000	15 000	20 000	15 000	-
Action 1.6.13: Construire le mole du port de pêche	Mole du port de pêche construit	Rapport d'activité	PAA	8 000	5 000	3 000	-	-	-
Action 1.6.14: Construire le Pont Vridi - Marcory et des voies d'accès	Pont Vridi - Marcory construit	Rapport d'activité	PAA	40 000	5 000	15 000	15 000	5 000	-
Action 1.6.15: Construire le 2ème Pont de Vridi et des voies de circulation annexes	2ème pont de vridi et des voies d'accès construit	Rapport d'activité	PAA	20 000	2 000	8 000	10 000	-	-
Action 1.6.16: Réaliser une plateforme logistique (Autoroute du Nord-PK27)	Plateforme logistique réalisée	Rapport d'activité	PAA	25 000	3 000	5 000	10 000	7 000	-
Action 1.6.15: Réaliser une station de déballastage	Station de déballastage réalisé	Rapport d'activité	PAA	15 000	1 000	6 000	8 000	-	-
Action 1.6.16: Réhabiliter et Equiper le port de San Pedro	Port de San-Pedro réhabilité et équipé	Rapport d'activité	PASP	10 000	5 000	5 000	-	-	-
Action 1.6.17: Construire et exploiter un terminal à conteneurs au port San Pedro	Terminal à conteneurs au port de San-Pedro construit	Rapport d'activité	PASP	170 000	100 000	10 000	60 000	-	-
Action 1.6.18: Aménager et exploiter un terminal polyvalent commercial	Terminal polyvalent industriel aménager et exploité	Rapport d'activité	PASP	5 000	3 000	2 000	-	-	-
Action 1.6.19: Construire et exploiter un terminal polyvalent industriel	Terminal polyvalent industriel construit et exploité	Rapport d'activité	PASP	20 000	10 000	5 000	5 000	-	-
Action 1.6.20: Remblayer, viabiliser et exploiter une zone logistique et industrielle de 150 ha	Zone logistique et industrielle remblayée et viabilisée	Rapport d'activité	PASP	85 000	40 000	25 000	20 000	-	-
Action 1.6.21: Construire et exploiter une plateforme logistique pétrolière	Plateforme logistique pétrolière construit et exploité	Rapport d'activité	PASP	10 000	5 000	5 000	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.6.22: Construire et exploiter un terminal minéralier à San Pedro	Terminal minéralier construit et exploité	Rapport d'activité	PASP	500 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Action 1.6.23: Construire une plateforme logistique intégrée à Odiénné	Plateforme logistique intégrée d'Odiénné construit	Rapport d'activité	PASP	7 000	7 000	-	-	-	-
Action 1.6.24: Construire et exploiter un dépôt d'hydrocarbure	Dépôt d'hydrocarbure construit et exploité	Rapport d'activité	PASP	30 000	10 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Action 1.6.25: Construire un port de pêche industriel	Port de pêche industriel construit	Rapport d'activité	PASP	10 000	4 000	3 000	3 000	-	-
Action 1.6.26: Construire un port de plaisance	Port de plaisance construit	Rapport d'activité	PASP	15 000	5 000	5 000	5 000	-	-
Action 1.6.27 construire de nouvelles salles de classe et des dortoirs, une salle polyvalente de sport, de l'amphithéâtre et un campus dédié à la formation continue.	Nombre d'infrastructures académiques construites dédiées	Rapport d'activité	ARSTM	2 783	1 000	1 000	783	-	-
Action 1.6.28: Acquérir et poser les dispositifs de sécurité de la navigation maritime	Dispositifs de sécurité de la navigation maritime acquis et fonctionnel	Rapport d'activité	DGAMP	158	158	-	-	-	-
Action 1.6.29: Acquérir et poser le dispositif de sécurité de la navigation sur le plan d'eau lagunaire Interurbain	Dispositif de sécurité de la navigation acquis	Rapport d'activité	DGAMP	1 600	600	1 000	-	-	-
Action 1.6.30: Construire huit (08) des quinze (15) gares lagunaires de transport interurbain de passagers et de marchandises (le long des 300 km de lagunes)	Nombre de gares lagunaires construites	Rapport d'activité	DGAMP	5 312	200	883	2 166	2 063	-
Action 1.6.31: Réhabiliter le chemin de fer Abidjan–Ouagadougou-Kaya	Chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya réhabilité	Rapport d'activité	SIPF	439 000	21 500	21 500	79 200	79 200	237 600
Action 1.6.32: Construire le Train Urbain d'Abidjan	Train urbain d'Abidjan construit	Rapport d'activité	SIPF	500 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Action 1.6.33: Construire le chemin de fer Man-San Pedro	Chemin de fer Man-San-Pedro construit	Rapport d'activité	SIPF	678 000	150 000	132 000	132 000	132 000	132 000
Action 1.6.34: Construire le chemin de fer Ouangolodougou Niéllé Sikasso (Etudes)	Chemin de fer Ouangolodougou-Niéllé-Sikasso construit	Rapport d'activité	SIPF	100 000	19 000	20 000	20 000	20 000	21 000
Action 1.6.35: Construire la gare routière interurbaine d'Abidjan	Gare routière interurbaine d'Abidjan construite	Rapport d'activité	DGTTC	47 000	10 000	10 000	10 000	10 000	7 000
Action 1.6.36: Construire la gare internationale de fret d'Abidjan	Gare internationale de fret d'Abidjan construite	Rapport d'activité	DGTTC	55 000	10 000	10 000	10 000	10 000	15 000
Action 1.6.37: Construire des gares routières dans les pôles économiques régionaux (Bouaké, Yamoussoukro, Korhogo, San Pedro, Daloa)	Gares routières dans les pôles économiques régionaux construites	Rapport d'activité	DGTTC	75 000	5 000	10 000	20 000	20 000	20 000
Action 1.6.38: Mettre en place un système de gestion intelligente du trafic et du stationnement à Abidjan	Système de gestion intelligente du trafic mis en place	Rapport d'activité	DGTTC	28 000	-	5 000	10 000	10 000	3 000
Action 1.6.39: Construire des infrastructures d'embarquement et de débarquement au niveau du transport urbain	Infrastructures d'embarquement et de débarquement construites	Rapport d'activité	DGTTC	17 000	2 000	5 000	5 000	3 000	2 000
Action 1.6.40: Construire un Bus Rapid Transit (BRT) sur 86 km à Abidjan	Linéaire pour BRT construit	Rapport d'activité	DGTTC	73 300	200	24 367	24 367	24 366	-
Action 1.6.41: Réhabiliter la gare de fret de Vridi	Gare de fret de vridi réhabilitée	Rapport d'activité	OIC	1 800	500	500	500	300	-
Action 1.6.42: Construire des aires de repos, de transit et de parking	Nombre d'aires de repos, de transit et de parking construit	Rapport d'activité	OIC	2 800	1 000	1 000	500	300	-
Action 1.6.43: Remblayer, viabiliser et exploiter une zone logistique et industrielle de 109 ha, PK 26	Superficie PK 26 de la zone logistique et industrielle remblayé et viabilisé	Rapport d'activité	OIC	-	-	-	-	-	-
Action 1.6.44: Construire trois entrepôts réels sous douane	Nombre d'entrepôts réel sous douane construits	Rapport d'activité	OIC	1 500	500	500	500	-	-
Action 1.6.45: Créer une bourse de fret	Existence d'une bourse de fret	Rapport d'activité	OIC	70	70	-	-	-	-
Action 1.6.46: Construire les postes de contrôles juxtaposés de Noé, Laleraba, Niqouni, Gbapleu et Minignan	Nombre de postes juxtaposés construits	Rapport d'activité	OFT	7 949	2 000	2 000	2 000	1 949	-
Action 1.6.47: Construire et équiper deux (2) centres de dépôts des véhicules à détruire à Anyama et Bingerville	Nombre de centres construits et équipés	Rapport d'activité	OFT	10 000	5 000	5 000	-	-	-
Action 1.6.48: Construire des aires de stationnement des camions de marchandises et des poids lourds de Lareraba, San Pedro, Niqouni, Minignan, Gapleu	Nombre d'aires de stationnement des camions de marchandises construits	Rapport d'activité	OFT	7 880	3 152	3 152	1 576	-	-
Action 1.6.49: Acquérir et poser des panneaux de signalisation pour la matérialisation des postes de contrôle routier autorisés dans 33 localités	Nombre de localités équipées en panneaux de signalisation matérialisant les postes de contrôle	Rapport d'activité	OFT	1 650	550	550	550	-	-
Action 1.6.50: Construire des centres bus à Bingerville, Abobo-Baoulé, Gonzacville et Yopougon (route Dabou)	Nombre de centres bus construits	Rapport d'activité	SOTRA	26 000	-	6 500	6 500	13 000	-
Action 1.6.51: Construire trois gares terrestres (Nyangon, Angré-Djibi et Abatta) et deux cales (Treichville et SOTRA industrie)	Nombre de gares terrestres construits	Rapport d'activité	SOTRA	270	110	50	110	-	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.6.52: Construire 5 pontons (Nyangon Lokoua, N'Pouto, Koumassi nord-est, Mossikro et bingerville)	Nombre de pontons construits	Rapport d'activité	SOTRA	1 250	250	250	250	250	250
Extrant 1.7: La flotte de transport en commun est accrue	Nombre d'autobus et de bateaux bus acquis par la SOTRA Taux de renouvellement du parc automobile des transporteurs routiers			777 492	204 818	187 138	178 284	176 732	30 520
Action 1.7.1: Renforcer la flotte de AIR Côte d'Ivoire (augmentation de capital / part de l'Etat ou garantie de l'Etat)	Nombre d'avions acquis	Rapport d'activité	AIR Côte d'Ivoire	20 000	20 000	-	-	-	-
Action 1.7.2: Développer le programme de renouvellement du parc automobile des transporteurs routiers	Nombre de véhicules de transport nouvellement acquis	Rapport d'activité	FDTR	600 000	150 000	150 000	150 000	150 000	-
Action 1.7.3: Ouvrir un registre d'immatriculation des navires étrangers	Registre d'immatriculation disponible	Rapport d'activité	MT/CAB DGAMP	100	75	25	-	-	-
Action 1.7.4: Renforcer les capacités des acteurs du transport lagunaire	Nombre d'acteurs formés Nombre d'équipements acquis	Rapport d'activité	DGAMP ARSTM	100	70	30	-	-	-
Action 1.7.5: Moderniser la flotte de transport lagunaire (PPP)	Nombre d'équipements de transport lagunaire moderne acquis	Rapport d'activité	MT/CAB DGAMP	-	-	-	-	-	-
Action 1.7.6: Acquérir 2000 autobus et 25 bateaux bus pour la SOTRA	Nombre d'autobus acquis Nombre de bateaux bus acquis	Rapport d'activité	SOTRA	157 292	34 673	37 083	28 284	26 732	30 520
EFFET 2: Les infrastructures d'hydraulique humaine de qualité sont développées	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable Taux de couverture urbaine en infrastructures d'hydraulique humaine			263 110	115 555	82 334	47 513	11 119	6 589
Extrant 2.1: La gouvernance du secteur des infrastructures d'hydraulique humaine est renforcée	Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière d'hydraulique humaine			-	-	-	-	-	-
Action 2.1.1: Prendre les décrets d'application de la loi portant Code de l'Eau	Textes adoptés	JORCI	ONEP/Cabinet MIE	-	-	-	-	-	-
Action 2.1.2: Prendre les décrets d'application de la loi portant Code de l'environnement	Textes adoptés	JORCI	ONEP/Cabinet MIE	-	-	-	-	-	-
Action 2.1.3: Prendre les textes réglementaires relatifs à l'organisation et au partage des rôles des acteurs étatiques du secteur de l'eau potable	Textes adoptés	JORCI	ONEP/Cabinet MIE	-	-	-	-	-	-
Action 2.1.4: Elaborer et faire adopter des textes répressifs contre la fraude sur l'eau	Textes adoptés	JORCI	ONEP/Cabinet MIE	-	-	-	-	-	-
Action 2.1.5: Prendre le décret portant révision du tarif de l'eau	Textes adoptés	JORCI	ONEP/Cabinet MIE	-	-	-	-	-	-
Extrant 2.2: Les capacités humaines, techniques et financières des acteurs du secteur de l'eau potable sont renforcées	Nombre d'agents opérationnels Niveau de financement du secteur de l'eau potable Nombre d'études techniques réalisées			11 817	3 863	3 952	3 977	25	-
Action 2.2.1: Doter l'ONEP de moyens humains, matériels et financiers suffisants pour son fonctionnement	Nombre d'agents formés, matériel acquis par nature et financement alloué	Rapport d'activité	ONEP	2 000	750	750	500	-	-
Action 2.2.2: Mettre en place un nouveau mode de gestion des fonds du secteur	Nouveau mode de gestion des fonds fonctionnel	Rapport d'activité	ONEP	60	60	-	-	-	-
Action 2.2.3: Réaliser une étude sur la réduction des consommations d'eau de l'Etat	Etude réalisée	Rapport d'étude	ONEP	50	-	-	25	25	-
Action 2.2.4: Adopter un document de Politique Nationale de l'Eau Potable (PNEP)	PNEP disponible	Rapport d'étude	MIE/ONEP	-	-	-	-	-	-
Action 2.2.5: Elaborer les schémas directeurs d'AEP des villes de l'intérieur	Nombre de schémas directeurs élaborés	Rapport d'étude	ONEP	650	200	250	200	-	-
Action 2.2.6: Créer le Fonds de Soutien à l'Hydraulique Rurale (FSHR)	FSHR disponible	JORCI	ONEP	6 757	2 253	2 252	2 252	-	-
Action 2.2.7: Développer un système d'informations et de gestion du patrimoine du secteur	SIG opérationnel	Rapport d'étude	ONEP	2 300	600	700	1 000	-	-

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 2.3: les ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable sont sécurisées	Nombre de sites de ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable sécurisés			8 496	297	3 721	2 335	2 143	-
Action 2.3.1: Réaliser des travaux de renforcement du système de maîtrise des ressources en eau	Travaux réalisés	Rapport d'activité	ONEP	4 344	-	2 324	1 023	997	-
Action 2.3.2: Mettre en œuvre les mesures de sécurisation, de préservation des ressources en eau destinées à l'AEP et des ouvrages de mobilisation	Mesures de sécurisation mises en œuvre	Rapport d'activité	ONEP	3 346	-	1 100	1 100	1 146	-
Action 2.3.3: Mettre en œuvre les mesures de restauration des eaux polluées	Mesures de restauration mises en œuvre	Rapport d'activité	ONEP	206	72	72	62	-	-
Action 2.3.4: Elaborer un schéma directeur pour l'exploitation des ressources en eau destinées à l'AEP	Schéma directeur élaboré	Rapport d'activité	ONEP	600	225	225	150	-	-
Action 2.3.5: Elaborer des programmes de recherche sur les ressources en eau	Programmes de recherche élaborés	Rapport d'activité	ONEP	-	-	-	-	-	-
Extrant 2.4: Les infrastructures d'hydraulique humaine sont réhabilitées	Taux de réhabilitation des installations de production d'eau potable en milieu urbain Taux de réhabilitation des pompes villageoises existantes Taux de réhabilitation des systèmes HVA défaillants sur l'ensemble du territoire national			33 985	10 010	11 324	6 904	3 328	2 419
Action 2.4.1: Réhabiliter les digues et seuils des retenues d'eau destinées à l'alimentation en eau potable	Nombre de digues et de seuils réhabilités	Rapport d'activité	ONEP	10 000	324	2 419	2 419	2 419	2 419
Action 2.4.2: Réaliser l'alimentation en eau potable de la ville de Béoumi et des localités environnantes à partir de la station de la Loka à Bouaké	Nombre d'infrastructures d'alimentation en eau potable	Rapport d'activité	ONEP	3 535	-	1 101	1 526	909	-
Action 2.4.3: Réparer et entretenir les pompes villageoises existantes	Nombre de pompes réparées et entretenues	Rapport d'activité	ONEP	7 500	3 160	3 160	1 180	-	-
Action 2.4.4: Réhabiliter les installations de production d'eau potable de Yakasse Attobrou	Nombre d'installations de production fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	350	350	-	-	-	-
Action 2.4.5: Réhabiliter et renforcer les installations de production d'eau potable de Minignan	Nombre d'installations de production fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	854	-	854	-	-	-
Action 2.4.6: Réhabiliter les installations de production d'eau potable de Touba	Nombre d'installations de production fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	1 589	-	750	839	-	-
Action 2.4.7: Réhabiliter les installations de production d'eau potable de Duékoué	Nombre d'installations de production fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	382	382	-	-	-	-
Action 2.4.8: Réhabiliter 25 systèmes HVA défaillants sur l'ensemble du territoire national	Nombre d'installations de production fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	1 875	-	935	940	-	-
Action 2.4.9: Renover les installations de production d'eau potable de Katiola	Nombre d'installations renouvées	Rapport d'activité	ONEP	1 872	1 000	872	-	-	-
Action 2.4.10: Renforcer et réhabiliter les installations de production d'eau potable d'Abengourou	Nombre d'installations de production renforcées et réhabilitées	Rapport d'activité	ONEP	1 254	981	273	-	-	-
Action 2.4.11: Réhabiliter les tours de contact des usines d'Abidjan	Nombre de tours de contact réhabilités	Rapport d'activité	ONEP	392	392	-	-	-	-
Action 2.4.12: Réhabiliter les tours de contact des stations d'Abidjan	Nombre de tours réhabilités	Rapport d'activité		392	392				
Action 2.4.13: Mettre à niveau les installations de production et de transport d'eau potable de Lakota	Nombre d'installations de production et de transport réhabilités	Rapport d'activité	ONEP	460	-	460	-	-	-
Action 2.4.14: Aménager les voies d'accès aux forages et usines d'Abidjan	Nombre de voies d'accès aménagées	Rapport d'activité	ONEP	2 071	2 071	-	-	-	-
Action 2.4.15: Renforcer le système d'alimentation en eau potable de la ville de San-Pédro à partir du barrage de Faye et desserte des villes de Grand-Béréby et Gbiadji	Système d'alimentation renforcé	Rapport d'activité	ONEP	258	258	-	-	-	-
Action 2.4.16: Réhabiliter les installations de production d'eau potable de la ville d'Agboville et Tiassalé	Nombre d'installations réhabilitées	Rapport d'activité	ONEP	1 200	700	500	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 2.5: Les infrastructures d'hydraulique humaine de qualité sont construites	Nombre d'infrastructures modernes d'alimentation en eau potable construites en milieu urbain Nombre de forages équipés de pompes à motricité humaine construits Nombre de systèmes HVA construits			207 102	100 875	62 737	33 697	5 623	4 170
Action 2.5.1: Exécuter le programme d'Hydraulique villageoise KFW VIII	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	2 073	2 073	-	-	-	-
Action 2.5.2: Réaliser l'alimentation en eau potable des localités des Districts des Savanes et du Denguélé (UEMOA-BID)	Nombre d'infrastructures d'alimentation en eau potable réalisées	Rapport d'activité	ONEP	4 491	2 644	1 847	-	-	-
Action 2.5.3: Renforcer l'alimentation en eau potable de la localité d'Aboisso	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	4 896	4 896				
Action 2.5.4: Réaliser l'alimentation en eau potable du nord-est d'Abidjan (y compris Bingerville-ouest)	Linéaire de réseau de distribution construit	Rapport d'activité	ONEP	4 924	4 924	-	-	-	-
Action 2.5.5: Mobiliser et sécuriser les ressources en eau pour l'alimentation en eau potable des villes de l'intérieur	Dispositif de sécurisation et de mobilisation opérationnel	Rapport d'activité	ONEP	1 313	422	508	383	-	-
Action 2.5.6: Mettre en œuvre le Programme Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)	Nombre d'infrastructures fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	5 198	4 617	581	-	-	-
Action 2.5.7: Mettre en œuvre le Programme d'urgence hydraulique urbaine	Nombre d'infrastructures fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Action 2.5.8: Réaliser 500 forages équipés de pompes à motricité humaine	Nombre de forages fonctionnels	Rapport d'activité	ONEP	7 672	2 685	2 685	2 302	-	-
Action 2.5.9: Réaliser l'alimentation en eau potable de la localité de Moronou	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	50	50	-	-	-	-
Action 2.5.10: Faire l'adduction d'eau potable des quartiers périurbains Abidjan	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	2 500	500	500	500	500	500
Action 2.5.11: Faire l'adduction d'eau potable des quartiers périurbains villes de l'intérieur	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	2 500	500	500	500	500	500
Action 2.5.12: Renforcer l'alimentation en eau potable de la zone sud d'Abidjan à partir de la nappe du Sud Comoé (Bonoua II)	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	25 533	25 533	-	-	-	-
Action 2.5.13: Exécuter le programme de construction de -5 25 nouveaux HVA	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	2 848	570	570	570	570	570
Action 2.5.14: Changer les ressources pour l'alimentation en eau potable de la ville de Toulepleu	Type de ressources utilisées	Rapport d'activité	ONEP	1 158	-	1 158	-	-	-
Action 2.5.15: Changer les ressources en eaux des villes de Grand Lahou et Yocoboué	Type de ressources utilisées	Rapport d'activité	ONEP	1 613	-	1 613	-	-	-
Action 2.5.16: Réaliser l'alimentation en eau potable des villes de Bondoukou et Bouna	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	17 374	5 679	5 679	6 017	-	-
Action 2.5.17: Alimenter en eau potable la ville de Tafiré à partir du fleuve Bandama	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	8 532	3 718	4 815	-	-	-
Action 2.5.18: Réaliser l'alimentation en eau potable des localités du District des Montagnes	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	3 655	2 705	949	-	-	-
Action 2.5.19: Renforcer la production en eau potable de la ville de Divo	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	812	-	545	267	-	-
Action 2.5.20: Renforcer le système d'alimentation en eau potable d'Odienné à partir du fleuve Baoulé et desserte des localités de Kimbirila Sud, Kaniasso et Tiémé	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	255	255	-	-	-	-
Action 2.5.21: Renforcer le système d'alimentation en eau potable de la ville de Sassandra et alimentation des localités de Pauly-Brousse et Dakpadou	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	405	405				
Action 2.5.22: Renforcer le système d'alimentation en eau potable de la ville de Bouaflé et de sa région à partir de la Marahoué	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	1 125	1 125	-	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.5.23: Renforcer le système d'alimentation en eau potable des localités de Ferkessedougou, Sinématiali, Waraniene, Tongoniéré et Koumbala à partir de Ferkessedougou	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	330	330	-	-	-	-
Action 2.5.23: Renforcer le système d'alimentation en eau potable des localités de Mankono, Séguéla et des villages environnants	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	246	246	-	-	-	-
Action 2.5.24: Renforcer le système d'alimentation en eau potable de la ville de Soubré et des localités d'Okrouyo, de Méagui et de Grand Zattrv	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	477	477	-	-	-	-
Action 2.5.25: Renforcer le système d'alimentation en eau potable des localités d'Oumé, Diégonefla, Hiré, Kokoumbo, Djékanou, Toumodi, Angoda, Assounvoué et Lomo sud à partir du fleuve Bandama à Kimoukro	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	405	405	-	-	-	-
Action 2.5.26: Réaliser l'alimentation en eau potable de Gueyo et des villages environnantes à partir de la rivière Davo	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	141	141	-	-	-	-
Action 2.5.27: Mettre en œuvre le Programme d'appui à l'accélération de l'accès durable à l'eau, hygiène et assainissement (PADEHA) - Volet eau potable	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	2 320	1 607	712	-	-	-
Action 2.5.28: Mettre en œuvre le projet structurant d'alimentation de plusieurs villes dans la région des lacs à partir de Yamoussoukro	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	4 360	-	2 725	1 635	-	-
Action 2.5.29: Mettre en œuvre le projet structurant d'alimentation en eau potable des villes de Sinfra, Gagnoa et les localités environnantes à partir du fleuve Bandama à Zambrakro (Projet RPE)	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	37 931	16 784	18 098	3 049	-	-
Action 2.5.22: Réaliser l'alimentation en eau potable de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé à Dalo	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	17 460	5 228	5 228	6 200	804	-
Action 2.5.30: Sécuriser l'alimentation électrique de Riviera centre et Anonkoua Kouté	Existence de dispositifs de sécurisation	Rapport d'activité	ONEP	610	610	-	-	-	-
Action 2.5.31: Renforcer la production d'eau potable de Guiglo et réaliser le raccordement de Zagné et 9 autres localités	Nombre d'infrastructures construites Nombre de raccordements réalisés	Rapport d'activité	ONEP	1 950	-	995	955	-	-
Action 2.5.32: Alimenter en eau potable 31 nouvelles localités en HU	Nombre de localités alimentées	Rapport d'activité	ONEP	11 421	3 921	3 922	3 578	-	-
Action 2.5.33: Réaliser 81 systèmes HVA sur toute l'étendue du territoire	Nombres de HVA réalisées	Rapport d'activité	ONEP	6 480	2 268	2 536	1 676	-	-
Action 2.5.34: Réaliser les extensions de réseaux dans les centres des Directions Régionales SODECLI d'Abidjan, Abengourou, Basse Côte, Bouaké, Daloa, Gagnoa, Korhogo, Man et Yamoussoukro	Nombre de nouvelles infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	5 500	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100
Action 2.5.35: Alimenter en eau potable les quartiers périurbains d'Abidjan	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	2 500	500	500	500	500	500
Action 2.5.36: Réaliser 30 000 branchements subventionnés par an pour les ménages à faibles revenus	Nombre de branchements subventionnés réalisés	Rapport d'activité	ONEP	8 000	2 667	2 667	2 666	-	-
Action 2.5.37: Construire les stations de déferrisation et de neutralisation dans les centres de la Direction Régionale SODECLI de la Basse Côte	Nombre de stations de déferrisation et de neutralisation réalisées	Rapport d'activité	ONEP	600	200	400	-	-	-
Action 2.5.38: Renforcer les capacités de stockage dans les centres des Directions Régionales SODECLI de la Basse Côte	Nombre de Directions Régionales renforcées	Rapport d'activité	ONEP	650	90	360	200	-	-
Action 2.5.39: Construire une station à Guessabo pour alimenter Guessabo, Dibobly, Guézon, Zoukoubeu	Station à Guessabo fonctionnelle	Rapport d'activité	ONEP	545	-	545	-	-	-
Action 2.5.40: Alimenter en eau potable certaines localités par extension des réseaux des centres de la DR SODECLI de Man	Nombre de localités alimentées par extension	Rapport d'activité	ONEP	1 250	-	-	600	650	-
Extrant 2.6: Les innovations technologiques dans le secteur de l'hydraulique humaine sont promues	Proportion de la population utilisant les innovations technologiques			1 710	510	600	600	-	-
Action 2.6.1: Promouvoir les technologies à faible coût pour la production d'eau potable	Nombre de nouvelles technologies vulgarisées	Rapport d'activité	ONEP	570	170	200	200	-	-
Action 2.6.2: Promouvoir les technologies à faible cout à base du solaire pour l'AEP des localités non-électrifiées	Nombre de nouvelles technologies vulgarisées	Rapport d'activité	ONEP	570	170	200	200	-	-

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.6.3: Promouvoir les technologies à faible cout à base d'éolienne pour l'AEP des localités non-électrifiées	Nombre de nouvelles technologies vulgarisées	Rapport d'activité	ONEP	570	170	200	200	-	-
EFFET 3 : Les infrastructures des PTIC de qualité sont accrues	*Taux de couverture nationale en infrastructures des PTIC			454 521	180 055	119 593	75 472	46 812	22 590
Extrant : 3.1.: Le large bande est disponible sur l'ensemble du territoire	Taux de disponibilité du large bande		MPTIC	100 000	60 000	40 000	-	-	-
Action 3.1.2: Construire 5 000 km de fibre optique	Nombre de Km de fibre optique construit	Rapport d'activité	ANSUT	100 000	60 000	40 000	-	-	-
Extrant 3.2 : Le cahier des charges des opérateurs est intégralement appliqué	Taux de respect du cahier des charges des opérateurs du secteur des PTIC		MPTIC	10 100	1 540	2 140	2 140	2 140	2 140
Action 3.2.1: Renforcer le contrôle périodique des actions du cahier des charges	Nombre de contrôle réalisé	Rapport d'activité	ARTCI	-	-	-	-	-	-
Action 3.2.2: Acquérir les outils de prédiction pour la coordination et le contrôle des fréquences et des implantations	Nombre d'outils de prédiction acquis	Rapport d'activité	AIGF	700	140	140	140	140	140
Action 3.2.3: Planter 15 stations de contrôle des fréquences sur le territoire national et assurer la mise à niveau de la station d'Abidjan	Nombre de stations de contrôle des fréquences implantées Mise à niveau de la station d'Abidjan effectué	Rapport d'activité	AIGF	9 400	1 400	2 000	2 000	2 000	2 000
Extrant: 3.3: Le réseau postal est étendu et modernisé sur tout le territoire national	Proportion de localités dotées de bureaux de poste modernes		MPTIC	10 100	2 374	2 374	2 153	1 600	1 600
Action 3.3.1: Poursuivre la réouverture des bureaux de poste fermés	Nombre de bureaux de poste réouverts	Rapport d'activité	Poste CI	2 100	774	774	553	-	-
Action 3.3.2: Construire et équiper 200 nouveaux bureaux de poste	Nombre de bureaux construits et équipés	Rapport d'activité	MPTIC/Poste CI	4 000	800	800	800	800	800
Action 3.3.3: Renouveler les outils de production de la Poste	Nombre d'outils de production acquis	Rapport d'activité	Poste CI	4 000	800	800	800	800	800
Extrant 3.4: Les capacités de l'Ecole Supérieure Africaine des TIC (ESATIC) sont renforcées	Nombre de nouvelles infrastructures adjoindes à l'ESATIC		MPTIC	25 000	8 200	7 950	3 350	3 300	2 200
Action 3.4.1: Créer et équiper des laboratoires (télécoms, électronique, informatique...)	Nombre de laboratoires créés et équipés	Rapport d'activité	ESATIC	800	300	200	100	100	100
Action 3.4.2: Construire et équiper des bâtiments et dortoirs (dortoirs de 120 places, amphithéâtre de 300 places, hôtel pour les enseignants...)	Nombre de bâtiments et dortoirs créés et équipés	Rapport d'activité	ESATIC	2 000	800	700	200	200	100
Action 3.4.3: Construire et équiper une annexe de l'ESATIC au sein du VITIB	Annexe de l'ESATIC construite et équipée	Rapport d'activité	ESATIC	20 000	6 000	6 000	3 000	3 000	2 000
Action 3.4.4: Récupérer la totalité du patrimoine de l'ESATIC	Texte de transfert du patrimoine de l'ESATIC disponible	JORCI	ESATIC	2 000	1 000	1 000	-	-	-
Action 3.4.5: Créer un incubateur TIC à l'ESATIC	Incubateur TIC à l'ESATIC fonctionnel	Rapport d'activité	ESATIC	200	100	50	50	-	-
Extrant 3.5: L'aménagement de la zone franche de Grand Bassam (VITIB) est achevé	Taux d'achèvement des travaux d'aménagement de la zone franche de Grand Bassam		MPTIC	150 000	30 000	45 000	50 000	25 000	-
Action 3.5.1: Achever l'aménagement des 180 premiers hectares de terrain	Superficie aménagée	Rapport d'activité	VITIB	100 000	30 000	30 000	30 000	10 000	-
Action 3.5.2: Poursuivre l'aménagement de la zone franche (zone de 62Ha complémentaire)	Superficie complémentaire aménagée	Rapport d'activité	VITIB	50 000	-	15 000	20 000	15 000	-
Extrant 3.6: Le spectre est maîtrisé	Taux de maîtrise du spectre		MPTIC	12 220	3 516	3 666	3 516	1 372	150
Action 3.6.1: Restaurer le système de gestion et de contrôle automatisés du spectre(SGCAS)	Système de gestion et de contrôle fonctionnel	Rapport d'activité	AIGF	10 720	3 216	3 216	3 216	1 072	-
Action 3.6.2 : Réaliser le projet de Centre Régional de Tests de Conformité et d'interopérabilité	Projet de Centre Régional de Tests de conformité et d'interopérabilité réalisé	Rapport d'activité	AIGF	1 500	300	450	300	300	150
Effet 4 : Les infrastructures sportives modernes adaptées aux compétitions internationales sont construites, réhabilitées et équipées	Compétitions internationales de haut niveau organisées			147101	74425	18463	14313	13400	16500
Extrant 4.1 : Les infrastructures sportives sont construites et équipées	Nombre de licenciés par discipline			137 101	74 425	18 463	14 313	13 400	16 500

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.7.1: Construire/Réhabiliter les infrastructures de la CAN 2021	Nombre d'infrastructures sportives modernes construites Nombre d'infrastructures sportives modernes réhabilitées	Rapport d'activité	MSL	52 401	1 575	12 913	12 913	12 500	12 500
Action 3.7.2: Construire la cité olympique d'EBIMPE	Cité Olympique d'EBIMPE construite	PV de réception des travaux	MSL	71 400	69 000	2 400	-	-	-
Action 3.7.3: Construire le Lycée sportif de Bouaké et annexes	Lycée sportif et annexes de Bouaké construits	PV de réception des travaux	MSL	7 600	900	900	900	900	4 000
Action 3.7.4: Construire l'ARENA Basket ball	ARENA Basket ball construit	PV de réception des travaux	MSL	500	250	250	-	-	-
Action 3.7.5: Construire un centre sportif, culturel et des TICivoiro-coréen (centre DREAM/2015-2019)	Centre sportif, culturel et TIC ivoiro-coréen construit	PV de réception des travaux	MSL	5 200	2 700	2 000	500	-	-
Extrant 4.2 : Les infrastructures sportives sont réhabilitées et équipées	Nombre de licenciés par discipline			10000	0	2500	2500	2500	2500
Action 4.2.1: Réhabiliter et accroître la capacité d'accueil du Stade de la Paix à Bouaké	Stade de la Paix de Bouaké réhabilité Nombre de place disponibles	PV de réception des travaux	MSL	10000		2500	2500	2500	2500
EFFET 4: L'aménagement du territoire est assuré	Proportion de régions économiquement viable			139 645	43 650	68 715	26 880	200	200
Extrant 4.1: Le cadre institutionnel et réglementaire de la gouvernance territoriale est renforcé	Nombre de textes adoptés			40	40	-	-	-	-
Action 4.1.1: Editer et diffuser le document de Politique Nationale d'Aménagement du Territoire	Nombre de documents diffusés	Rapport d'activités	DAT	15	15	-	-	-	-
Action 4.1.2: Editer et diffuser la Loi d'Orientation sur l'Aménagement du Territoire	Loi d'Orientation adopté	JORCI	DAT	15	15	-	-	-	-
Action 4.1.3: diffuser le Manuel de procédures d'élaboration des Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire	Nombre de documents diffusés	Rapport d'activités	DAT	10	10	-	-	-	-
Extrant 4.2: La planification territoriale est assurée et maîtrisée	Proportion de Régions mettant en œuvre un schéma d'aménagement du territoire Proportion de Districts mettant en œuvre un schéma d'aménagement du territoire			139 605	43 610	68 715	26 880	200	200
Action 4.2.1: Elaborer et mettre en œuvre un Schéma National d'Aménagement du Territoire	Schéma National d'Aménagement du Territoire opérationnel	Rapport d'activités	DAT	1 500	1 000	500	-	-	-
Action 4.2.2: Elaborer et mettre en place des Schémas d'aménagement du Territoire des Districts Autonomes (SATDA)	Nombre de Schémas d'Aménagement du Territoire des Districts Autonomes opérationnels	Rapport d'activités	District avec la DAT en appui	300	-	300	-	-	-
Action 4.2.3: Elaborer et mettre en place des Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement du Territoire (SRADT)	Nombre de Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement du Territoire opérationnels	Rapport d'activités	Conseil Régional avec la DAT en appui	3 720	1 000	1 360	1 360	-	-
Action 4.2.4: Assister les régions à l'élaboration des Agendas 21 Locaux (plans locaux de développement durable)	Nombre de plans locaux de développement élaborés	Rapport d'activités	MINESUDD/DGDD/Coll ectivités	500	50	100	150	100	100
Action 4.2.5: Renforcer les capacités des collectivités territoriales à l'élaboration des outils de planification territoriale	Nombre de formations effectuées	Rapport d'activités	DAT	20	-	20	-	-	-
Action 4.2.6 : Elaborer la Stratégie Nationale de Développement Régional (SNDR) 2017-2020	Stratégie Nationale de Développement Régional disponible	Rapport d'activités	DDR	235	180	55			
Action 4.2.7 : réaliser un appui à la gestion et à l'aménagement des territoires ruraux	Nombre d'appuis réalisés	Rapport d'activités	DGATDR	32 000	16 000	16 000			
Action 4.2.8 : Assurer la Coordination des actions d'aménagement du territoire et de développement régional	Coordination des actions d'aménagement du territoire et de développement régional opérationnelle	Rapport d'activités	DGATDR	500	100	100	100	100	100
Action 4.2.9 : Assurer le suivi de la mise en œuvre du programme des Pôles Economiques Compétitifs	Nombre de missions effectuées	Rapport d'activités	DGATDR	750	250	250	250		
Action 4.2.10: Mettre en place un Observatoire National de l'Aménagement du Territoire (ONAT)	Observatoire de l'Aménagement du territoire opérationnel	Rapport d'activités	DAT	80	30	30	20		
Action 4.2.11: Mettre en place Fonds d'Appui pour le Développement de l'Aménagement du Territoire (FADAT)	Fonds d'Appui pour le Développement de l'Aménagement du Territoire disponible	Rapport d'activités	DGATDR	100 000	25 000	50 000	25 000	-	-
EFFET 5: Des pôles économiques compétitifs sont développés	PIB territoriaux des pôles économiques compétitifs Taux de pauvreté territoriales des pôles économiques compétitifs			614 621	253 361	304 390	35 010	21 510	350

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 5.1: La viabilité économique des régions (administratives) est assurée	Proportion des Régions économiquement viables			1 285	420	395	340	90	40
Action 5.1.1: Adapter les dispositions financières et économiques aux spécificités des collectivités territoriales	Nombre de textes adoptés	JORCI		10	5	5	-	-	-
Action 5.1.2: Elaborer une grille critériologique pour présider au découpage administratif du territoire	Grille critériologique disponible	Rapport d'activités	DDR	25	25	-	-	-	-
Action 5.1.3: Prendre en compte les critères démographiques et économiques dans l'érection des collectivités territoriales	Nombre de critères élaborés	Rapport d'activités	DAT	-	-	-	-	-	-
Action 5.1.4: Redynamiser les commissions régionales de développement	Nombre de commissions régionales fonctionnelles	Rapport d'activités		300	100	100	50	50	-
Action 5.1.5: Réaliser des études socio-économiques dans les trente (31) régions	Nombre d'études socio-économiques réalisées	Rapport d'activités		750	250	250	250	-	-
Action 5.1.6: Elaborer et rendre disponible les comptes économiques des Collectivités territoriales (calcul Produit Local Brut)	Nombre de Comptes économiques des collectivités territoriales disponibles	Rapport d'activités	DDR	100	20	20	20	20	20
Action 5.1.7: Produire et rendre disponible l'information socio-économique dans les Collectivités territoriales ;	Nombre de collectivités économiques socio-économiques disponibles	Rapport d'activités	DDR	100	20	20	20	20	20
Extrant 5.2: Les potentialités économiques des pôles de développement sont promues	Nombre d'accords de coopération décentralisée établis Niveau d'investissements réalisés Nombre d'études techniques réalisées			603 030	250 830	300 880	30 620	20 400	300
Action 5.2.1: Appuyer la coopération décentralisée entre les régions à potentialité économique compétitive et des grandes villes émergentes ou développées	Nombre de missions d'appuis	Rapport d'activité	DAT/MEMPD	600	200	200	100	100	-
Action 5.2.2: Réaliser trente un (31) atlas régionaux	Nombre d'atlas disponible	Rapport d'activité	DDR/MEMPD	930	330	330	270	-	-
Action 5.2.3: Mettre en œuvre 14 programmes de pôles économiques compétitifs	Nombre de programmes mis en œuvre	Rapport d'activité	DGATDR/MEMPD	500 000	250 000	250 000	-	-	-
Action 5.2.4: Cartographier les bassins de vie économique du territoire (pôle + hinterland)	Existence de la cartographie	PV de réception	DDR/MEMPD	200	100	100			
Action 5.2.5: Accroître les zones économiques (zones industrielles, zones franches, zones économiques spéciales) dans les pôles économiques compétitifs	Nombre de nouvelles zones économiques créées	Rapport d'activité	DGATDR/MEMPD	100 000	-	50 000	30 000	20 000	-
Action 5.2.6: Promouvoir des partenariats publics privés au profit des pôles économiques compétitifs	Nombre de partenariats signés	Rapport d'activité	DGATDR/MEMPD	1 000	200	200	200	200	200
Action 5.2.7: Promouvoir la parafiscalité et les contributions des entreprises privées et autres taxes ou écotaxes dans les pôles économiques compétitifs	Niveau de contribution fiscale et parafiscale	Rapport d'activité	DGATDR/MEMPD	300	-	50	50	100	100
Extrant 5.3: L'investissement privé productif est accru dans les pôles de développement	Taux d'accroissement de l'investissement privé dans les pôles de développement			10 306	2 111	3 115	4 050	1 020	10
Action 5.3.1: Sensibiliser les investisseurs potentiels à l'initiative privée, à l'esprit d'entreprise et à la mise en commun de capitaux dans les pôles ;	Nombre de missions de sensibilisations réalisées	Rapport d'activité		50	25	25	-	-	-
Action 5.3.2: Promouvoir un cadre juridique et institutionnel favorable aux affaires dans les poles	Textes adoptés	JORCI		100	50	50	-	-	-
Action 5.3.3: Favoriser la création de banques des PME dans les pôles économiques	Textes adoptés	JORCI		106	26	30	40	10	-
Action 5.3.4: créer un fonds de garantie des PME/PMI	Textes adoptés	JORCI		10 000	2 000	3 000	4 000	1 000	-
Action 5.3.5: renforcer les capacités des PME/PMI en vue de les rendre compétitives	Nombre de formations Niveau de financement	Rapport d'activité		50	10	10	10	10	10
EFFET 6: l'Urbanisation est durablement maîtrisée	Taux d'urbanisation			88 900	25 563	36 805	12 332	10 700	3 500
Extrant 6.1: Le cadre législatif et réglementaire du secteur du foncier urbain est renforcé	*Nombre de réformes adoptées et appliquées *Taux de réduction des frais administratifs pour l'enregistrement de la propriété au Registre Foncier			23 135	8 535	5 555	2 545	5 000	1 500
Action 6.1.1: Elaborer le code de l'urbanisme	Textes adoptés	JORCI	CAB/DGUFH	275	200	75	-	-	-
Action 6.1.2: Elaborer les textes réglementaires de la gestion du foncier urbain	Textes adoptés	JORCI	CAB/DGUFH	110	35	30	45	-	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 6.1.3: Mettre en place un système d'information géographique du foncier urbain en Côte d'Ivoire	Existence d'un SIG	Rapport d'activité	CAB/DGUFH	3 750	800	2 450	500	-	-
Action 6.1.4: Mettre en place des mécanismes de célérité dans la délivrance des actes du foncier urbain	Délai de délivrance des actes du foncier urbain	Rapport d'activité	DGUFH	19 000	7 500	3 000	2 000	5 000	1 500
Extrant 6.2: La planification urbaine est renforcée	Proportion de localités utilisant des instruments d'urbanisme			59 515	15 478	29 150	8 337	4 800	1 750
Action 6.2.1: Elaborer les Plans d'Urbanisme Directeurs(PUD) des chefs lieux de de Région et de département	Nombre de PUD disponibles	PV de reception	DGUFH	3 200	1 200	900	1 100	-	-
Action 6.2.2: Elaborer les Plans d'Urbanisme de détails des Schémas Directeurs d'urbanisme et des PUD	Nombre de PU de détails des schémas Directeurs	PV de reception	DGUFH	2 250	750	1 500	-	-	-
Action 6.2.3: Mettre en œuvre les Schémas Directeurs d'urbanisme et les PUD	Nombre de SDU et PUD disponibles	PV de reception	DGUFH	17 000	7 500	4 500	3 000	2 000	-
Action 6.2.4: Mettre en place un organe de suivi et de contrôle de l'implémentation des outils de planification urbaine	Existence d'un organe	Rapport d'activité	DGUFH	3 250	500	1 250	500	500	500
Action 6.2.5: Améliorer la gestion administrative et technique du Foncier Urbain	Nombre de litiges	Rapport d'activité	CAB/DGUFH	31 215	4 278	20 500	3 287	2 050	1 100
Action 6.2.6: Assurer la production des terrains urbains accessibles à tous	Nombre de terrains urbain disponibles et accessibles	Rapport d'activité	DGUFH	2 600	1 250	500	450	250	150
Extrant 6.3: Les villes sont rénovées et revitalisées	Proportion de villes rénovées et revitalisées			6 250	1 550	2 100	1 450	900	250
Action 6.3.1: Elaborer et mettre en œuvre un plan national de rénovation des villes	Existence d'un plan national de rénovation des villes	Rapport d'activité	DGUFH	3 750	750	1 500	1 000	500	-
Action 6.3.2: Promouvoir la résilience des populations dans la gestion urbaine	Nombre de campagnes de sensibilisations organisées	Rapport d'activité	DGUFH/DGLCV	1 500	300	450	300	250	200
Action 6.3.3: Développer et vulgariser les règles de la copropriété	Nombre de règles copropriété vulgarisées et développées	Rapport d'activité	DGLCV	1 000	500	150	150	150	50
EFFET 7: L'habitat est amélioré et le cadre de vie rendu décent	Pourcentage de la population vivant dans un logement décent			838 875	249 360	194 765	159 315	141 820	93 615
Extrant 7.1: Le cadre législatif et réglementaire du secteur de l'habitat et du cadre de vie est renforcé	Nombre de nouvelles réformes adoptées et appliquées Taux de réduction du délai d'obtention du Permis de construire			3 450	1 200	1 250	550	300	150
Action 7.1.1: Elaborer le code de l'Habitat	Code de l'Habitat disponible	JORCI	CAB/DGLCV	600	300	250	50	-	-
Action 7.1.2: Elaborer les textes réglementaires de l'habitat intégrant le handicap dans les normes de construction	Textes élaborés et adoptés	JORCI	CAB/DGLCV	300	150	100	50	-	-
Action 7.1.3: Faire une application effective de la maîtrise d'ouvrage/délégué en matière de construction	Respect des procédures	Rapport d'activité	CAB/DGLCV/DGCAM	2 550	750	900	450	300	150
Extrant 7.2: la production de logement décent et durable est accrue	Nombre de logements décents construits			379 050	127 900	106 350	71 900	54 750	18 150
Action 7.2.1: Mobiliser des réserves foncières sur toute l'étendue du territoire pour la production des logements sociaux économiques	Superficie de réserves foncières disponibles	Rapport d'activité	AGEF/DGLCV	60 000	15 000	15 000	12 500	10 000	7 500
Action 7.2.2: Viabiliser les terrains destinés à la production des logements sociaux économiques	Superficie viabilisées	Rapport d'activité	AGEF/DGLCV	302 000	102 000	88 000	58 000	44 000	10 000
Action 7.2.3: Mettre en place des mécanismes d'application et de respect des règles de construction	Respect des procédures	Rapport d'activité	DGCAM/DGLCV	4 600	2 500	1 250	500	250	100
Action 7.2.4: Promouvoir les matériaux de construction "vert" et durables	Proportion de constructions nouvelles équipées de matériaux "vert" et durables	Rapport d'activité	DGCAM/DGLCV	1 250	900	100	150	50	50
Action 7.2.5: Réaliser les projets d'envergure de construction de logement	Nombre de logements construits	Rapport d'activité	DGCAM/DGLCV	11 200	7 500	2 000	750	450	500
Extrant 7.3: Le patrimoine immobilier de l'Etat est connu	Existence d'un repertoire actualisé des actifs immobiliers de l'Etat			456 375	120 260	87 165	86 865	86 770	75 315
Action 7.3.1: Identifier et immatriculer le patrimoine immobilier de l'Etat	Nombre de biens immobiliers de l'Etat	Rapport d'activité	SOGEPIE	5 400	1 605	1 210	935	865	785
Action 7.3.2: Réaliser l'expertise immobilière du patrimoine de l'Etat	Proportion de biens immobiliers de l'Etat expertisée	Rapport d'expertise	SOGEPIE	1 600	320	320	320	320	320
Action 7.3.3: Améliorer la gestion des baux administratifs	Existence d'un document de procédures amélioré	Rapport d'activité	SOGEPIE	90 500	20 375	20 375	20 375	20 375	9 000

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 7.3.4: Accroître le parc immobilier de l'Etat	Nombre de nouvelles acquisitions et constructions	Rapport d'activité	SOGEPIE	196 900	65 540	32 840	32 840	32 840	32 840
Action 7.3.5: Assurer la gestion, la réhabilitation, la maintenance et l'entretien des biens immobiliers de l'Etat	Nombre de bâtiments réhabilités et entretenus	Rapport d'activité	SOGEPIE	161 975	32 420	32 420	32 395	32 370	32 370
EFFET 8: Le système de drainage, d'assainissement et de salubrité est amélioré	Proportion de la population utilisant un système d'assainissement amélioré Proportion de la population vivant dans un cadre de vie sain			463 450	64 300	91 010	104 140	105 400	98 600
Extrant 8.1: Le cadre institutionnel du secteur de l'assainissement et de drainage est amélioré et les outils de planification élaborés	*Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière d'hygiène du cadre de vie *Nombre d'instruments de planification utilisés dans le secteur de l'assainissement et de drainage			13 000	5 750	3 160	1 990	1 550	550
Action 8.1.1: Elaborer et adopter une politique nationale de l'assainissement et du drainage incluant le secteur rural	Existence d'un document de politique	Rapport d'activité	CAB/DGCAM/ONAD	800	700	100	-	-	-
Action 8.1.2: Elaborer un plan national de l'assainissement et du drainage incluant le secteur rural	Existence d'un plan national de l'assainissement et du drainage	Rapport d'activité	CAB/DGCAM/ONAD	600	500	100	-	-	-
Action 8.1.3: Elaborer la législation, la réglementation, la normalisation et la diffusion des textes dans le domaine de l'assainissement et du drainage	Nombre de textes adoptés et diffusés	JORCI	CAB/DGCAM/ONAD	750	500	200	50	-	-
Action 8.1.4: Elaborer ou actualiser les schémas directeurs d'assainissement et de drainage des chefs lieux de régions et de départements	Existence de schémas directeurs d'assainissement actualisés	Rapport d'activité	CAB/DGCAM/ONAD	6 450	2 500	1 560	1 390	1 000	-
Action 8.1.5: Mettre en place un système d'information géographique sur les infrastructures d'assainissement en Côte d'Ivoire	Existence d'un système d'information géographique fonctionnel	Rapport d'activité	CAB/DGCAM/ONAD	1 600	950	650	-	-	-
Action 8.1.6: Assurer la coordination des actions et des acteurs du secteur	Existence d'un cadre de collaboration fonctionnel	Rapport d'activité	CAB/DGCAM/ONAD	2 800	600	550	550	550	550
Extrant 8.2: Les ouvrages d'assainissement et de drainage sont maintenus et renforcés	Taux de couverture moyen des villes en réseaux d'assainissement et de drainage			296 750	49 350	59 350	64 350	64 350	59 350
Action 8.2.1: Mettre en œuvre, densifier et interconnecter les réseaux d'assainissement et de drainage	Existence d'un système de drainage mis en œuvre	Rapport d'activité	DGCAM/ONAD	137 750	27 550	27 550	27 550	27 550	27 550
Action 8.2.2: Réhabiliter et entretenir les ouvrages et équipements d'assainissement et de drainage	Nombre d'ouvrages réhabilités et entretenus	Rapport d'activité	DGCAM/ONAD	159 000	21 800	31 800	36 800	36 800	31 800
Extrant 8.3: Les ouvrages de salubrité urbaine et rurale sont renforcés	*Taux de couverture moyen des villes en ouvrages de salubrité *Taux de couverture moyen des villages en ouvrages de salubrité			103 800	5 400	20 700	25 900	26 000	25 800
Action 8.3.1: Elaborer les schémas directeurs de gestion des déchets solides, ménagers et assimilés des 31 régions et 2 Districts autonome	Nombre de schémas directeurs élaborés	Rapport d'activité	DGSU/ANASUR/DOSU LN	1 900	200	500	400	400	400
Action 8.3.2: construire les infrastructures de gestion de déchets solides, ménagers et assimilés dans les 31 régions et 2 Districts autonome	Nombre d'infrastructures construits	Rapport d'activité	DGSU/ANASUR/DISVD	100 000	5 000	20 000	25 000	25 000	25 000
Action 8.3.3: équiper les ouvrages de gestion des déchets solides, ménagers et assimilés en matériels techniques des 31 régions et 2 Districts autonome	Nombre d'ouvrages équipés	Rapport d'activité	DGSU/ANASUR/DISVD	1 900	200	200	500	600	400
Extrant 8.4: La gestion durable des déchets solides, liquides et dangereux est assurée	Taux de traitement des déchets solides, liquides et dangereux			11 900	800	1 300	3 400	3 500	2 900
Action 8.4.1: Professionnaliser la filière des déchets dans les régions	Nombre de professionnels dans la filière	Rapport d'activité	DGSU/ANASUR/PNGD/DVRS	3 000	300	400	800	800	700
Action 8.4.2: Promouvoir la construction d'infrastructures de gestion des déchets industriels et dangereux en partenariat public-privé	Nombre d'infrastructures de gestion de déchets industriels et dangereux construites en PPP	Rapport d'activité	DITE/PNGD/DGSU	5 400	200	400	1 700	1 800	1 300
Action 8.4.3: Mettre en place les filières de récupération, de recyclage et de valorisation des déchets	Nombre de filières mis en place	Rapport d'activité	DGSU/ANASUR/PNGD/DVRS	3 000	200	400	800	800	800

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 8.4.4: Mettre en œuvre de la stratégie nationale de gestion des déchets	Document de stratégie mis en œuvre	Rapport d'activité	DGSU/PNGD	500	100	100	100	100	100
Extrant 8.5: La lutte contre les nuisances, les pollutions urbaines et le désordre urbain est renforcée	*Fréquence des nuisances et des pollutions urbaines *Taux de réduction du désordre urbain			38 000	3 000	6 500	8 500	10 000	10 000
Action 8.5.1: Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de lutte contre les nuisances et le désordre urbain	Document de stratégie mis en œuvre	Rapport annuel de mise en œuvre	DGSU/DOSULN/ANAS UR	15 000	1 000	3 000	3 000	4 000	4 000
Action 8.5.2: Libérer le domaine public illégalement occupé sur l'ensemble du territoire	Nombre d'emprises publiques illégalement occupées libérées	Rapport d'activité	DGSU/DOSULN/ANAS UR	12 000	1 000	1 500	3 000	3 500	3 000
Action 8.5.3: Embellir les espaces publics libérés et autres espaces verts sur l'ensemble du territoire	Nombre d'espaces publics embellis	Rapport d'activité	DGSU/DPSUQCV	11 000	1 000	2 000	2 500	2 500	3 000
EFFET 9: La gestion durable des ressources naturelles et les capacités d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique sont assurées	Proportion de zones protégées pour préserver la biodiversité Taux de dégradation des ressources naturelles *Taux d'émission des CO2			369 301	51 275	110 434	82 679	69 054	55 858
Extrant 9.1: Le cadre institutionnel et réglementaire des eaux et forêts et de l'environnement est renforcé	*Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière d'environnement *Nombre de réformes adoptées et appliquées dans le secteur des eaux et forêts			13 047	2 794	3 803	2 225	2 203	2 022
Action 9.1.1: Achever l'élaboration et l'adoption des décrets et arrêtés de la loi portant Code de l'Environnement	Textes élaborés	JORCI	DAJC/DGE/ANDE	160	32	53	53	21	-
Action 9.1.2: Elaborer et valider le Code de la Salubrité et ses Décrets d'Application	Textes élaborés	JORCI	DAJC/DGSU	160	30	40	50	40	-
Action 9.1.3: Elaborer et valider la loi sur les déchets et ses Décrets d'application	Textes élaborés	JORCI	DGSU/PNGD/DAJC/DGE	230	124	106	-	-	-
Action 9.1.4: Elaborer et valider la loi sur la gestion des produits chimiques	Textes élaborés	JORCI	DAJC/DGE/PNGPC	50	33	17	-	-	-
Action 9.1.5: Elaborer et valider la loi sur la gestion des risques et la gestion des catastrophes	Textes élaborés	JORCI	DAJC/IGEDD	75	13	63	-	-	-
Action 9.1.6: élaborer et valider la loi sur la gestion des nuisances et pollution urbaine	Textes élaborés	JORCI	DGSU/DOSULN/DAJC	75	25	50	-	-	-
Action 9.1.7: Elaborer et valider la loi sur la biosécurité	Textes élaborés	JORCI	DAJC/CNDD	75	50	25	-	-	-
Action 9.1.8: Elaborer et valider la loi sur la diversité biologique	Textes élaborés	JORCI	DAJC/CNDD	150	86	64	-	-	-
Action 9.1.9: Elaborer et valider la loi sur la gestion du littoral	Textes élaborés	JORCI	DAJC/CNDD/PNGRN	75	50	25	-	-	-
Action 9.1.10: Elaborer et valider les documents de politique et stratégies en matière d'environnement, de salubrité urbaine et du développement durable	Textes élaborés	JORCI	DGSU/DGE/DGDD/PROGRAMMES/DAJC	250	100	150	-	-	-
Action 9.1.11: Elaborer et valider les Décrets et Arrêtés d'application de la loi d'orientation du Développement Durable	Textes élaborés	JORCI	DAJC/DGDD	45	17	28	-	-	-
Action 9.1.12: Elaborer et valider la loi de gestion sur les eaux de ballast	Textes élaborés	JORCI	DAJC/DGE/CIAPOL	30	20	10	-	-	-
Action 9.1.13: Mettre la réglementation nationale en conformité avec les conventions et traités internationaux	Textes élaborés	JORCI	DAJC	-	-	-	-	-	-
Action 9.1.14: Rendre opérationnels les comités de développement durable	Nombre de comités opérationnels	Rapport d'activité	CNDD/DPDD	500	150	150	100	100	
Action 9.1.15: Renforcer le mécanisme de contrôle et de suivi évaluation des projets et programmes du MINESUDD	Existence de mécanisme de contrôle et de suivi évaluation	Rapport d'activité	DEEPS/IGEDD	500	100	100	100	100	100
Action 9.1.16: Elaborer le plan opérationnel fonctionnel	Plan opérationnel fonctionnel	Rapport d'activité	DEEPS	250	50	50	50	50	50
Action 9.1.17: Mettre en œuvre le schéma directeur informatique	Schéma directeur informatique opérationnel	Rapport d'activité	DID/DEEPS	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Action 9.1.18: Prendre les textes d'application du code de l'eau et du code forestier	Nombre de textes adoptés	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	34	34	-	-	-	
Action 9.1.19: Actualiser la réglementation sur la faune et l'exercice de la chasse	Textes adoptés	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	100	80	-	-	20	-
Action 9.1.20: Améliorer le système de suivi-évaluation des programmes et projets du secteur des eaux et forêts	Système de suivi-évaluation opérationnel	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	3 398	151	1 562	562	562	562

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 9.1.21: Mettre en place un cadre de coordination des politiques sectorielles ayant un impact sur la forêt (gouvernance intégrée)	Existence d'un cadre de coordination	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	40	-	10	10	10	10
Action 9.1.22: Mettre en place un mécanisme de financement pérenne du secteur forestier	Existence d'un mécanisme de financement	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	1 850	650	300	300	300	300
Extrant 9.2: Les populations sont sensibilisées en matière de protection de l'environnement et des eaux et forêts	*Nombre d'acteurs sensibilisés et formés			63 691	7 893	37 398	5 930	5 686	6 784
Action 9.2.1: Renforcer les capacités des acteurs de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable.	Nombre de formations organisées	Rapport d'activité	MINESUDD	900	180	180	180	180	180
Action 9.2.2: Renforcer les capacités des Magistrats et des Officiers de Police Judiciaire en matière de Droit de l'environnement	Nombre de formations organisées	Rapport d'activité	DAJC	500	100	100	100	100	100
Action 9.2.3: Renforcer les capacités des acteurs des différents ministères à la grille d'évaluation des politiques, programmes et projets sectoriels dans la prise en compte des questions environnementales, de salubrité urbaine et de développement durable	Nombre de formations organisées	Rapport d'activité	DGDD	250	50	50	50	50	50
Action 9.2.4: mener des campagnes de sensibilisation et de promotion en matière d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable	Nombre de campagnes de sensibilisations et de promotion organisées	Rapport d'activité	MINESUDD	5 824	1 165	1 165	1 165	1 165	1 165
Action 9.2.5: élaborer et vulgariser les guides sectoriels de bonnes pratiques en matière d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable	Existence de guides de bonnes pratiques	Rapport d'activité	MINESUDD	250	50	75	75	50	-
Action 9.2.6: Organiser des journées nationales en matière d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable (portes ouvertes, quinzaine nationale de l'environnement, journées mondiales des océans, de l'environnement, désertification, changement climatique, journée nationale de la propreté, journée nationale de développement durable,...)	Nombre de journées nationales organisées	Rapport d'activité	MINESUDD	1 500	300	300	300	300	300
Action 9.2.7: Vulgariser les textes réglementaires des ressources forestières, fauniques et des ressources en eau auprès de certains acteurs clés	Nombre d'acteurs clés sensibilisés	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	1 680	720	720	240	-	-
Action 9.2.8: Sensibiliser les populations sur la préservation des ressources forestières, fauniques et des ressources en eau	Nombre de séances de sensibilisation organisées	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	210	50	40	40	40	40
Action 9.2.9: Renforcer les capacités opérationnelles des structures chargées de la gestion des ressources forestières, fauniques et des ressources en eau	Nombre de matériel acquis par nature	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	52 577	5 279	34 768	3 780	3 801	4 950
Extrant 9.3: le patrimoine forestier est reconstruit et le couvert stabilisé à la norme internationale	*Taux de reconstitution du patrimoine forestier *Superficie totale stabilisée à la norme internationale			123 327	22 374	29 471	31 173	23 689	16 620
Action 9.3.1: Renforcer la conservation des parcs nationaux et des réserves naturelles	Ratio agents des Eaux et Forêts - zones protégées Nombre d'équipements acquis	Rapport d'activité	OIPR	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Action 9.3.2: Etendre le réseau des aires protégées	Nouvelles aires protégées	Rapport d'activité	DEPN	1 001	101	150	150	300	300
Action 9.3.3: Promouvoir l'écotourisme dans les parcs nationaux et les réserves naturelles	Proportion des parcs et réserves disposant de circuits touristiques	Rapport d'activité	OIPR	250	50	50	50	50	50
Action 9.3.4: Actualiser les statistiques sur le secteur forestier	Statistiques disponibles et actualisées	Rapport d'activité	MINEF / MINESUDD	9 227	2 228	5 050	650	650	650
Action 9.3.5: Assainir les forêts classées infiltrées	Nombre de forêts classées assainies	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	12 704	2 952	2 300	2 300	2 300	2 852
Action 9.3.6: Renforcer la protection du couvert forestier existant	Couvert végétal reconstitué	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	28 109	3 365	3 976	9 745	5 593	5 430
Action 9.3.7: Restaurer les zones forestières dégradées	Nombre de zones reconstituées	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	61 636	11 658	15 810	16 194	12 712	5 264

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 9.3.8: Promouvoir les forêts communautaires	Nombre de nouvelles forêts communautaires	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	400	20	135	85	85	75
Extrant 9.4: La préservation de la biodiversité est renforcée	Proportion d'espèces menacées d'extinction Nombre d'espaces protégés			58 084	6 369	12 397	13 227	12 777	13 314
Action 9.4.1: Renforcer la surveillance des Parcs Nationaux et Réserves Naturelles	Nombre d'agents de surveillance opérationnels	Rapport d'activité	OIPR	4 750	750	1 000	1 000	1 000	1 000
Action 9.4.2: Renforcer les Activités Génératrices de Revenus (AGR) au bénéfice des populations riveraines des parcs et réserves	Proportion des populations riveraines bénéficiaires	Rapport d'activité	OIPR	5 800	500	1 000	1 300	1 500	1 500
Action 9.4.3: Renforcer la coopération transfrontalière en matière de lutte contre le braconnage	Accord signé	Rapport d'activité	OIPR	250	50	50	50	50	50
Action 9.4.4: Améliorer la gestion des ressources fauniques dans les parcs et réserves naturelles	Inventaire de ressources fauniques actualisé	Repertoire	DEPN/OIPR/CNDD/PN GRN	957	357		300		300
Action 9.4.5: Améliorer la gestion des ressources floristiques dans les parcs et réserves naturelles	Inventaire des ressources floristiques	Repertoire	DEPN/OIPR/CNDD/PN GRN	737	250		250		237
Action 9.4.6: Evaluer le potentiel faunique national	Inventaire réalisé	Repertoire	Ministère des Eaux et Forêts	1 363	1 023	110	110	60	60
Action 9.4.7: Mettre en œuvre une stratégie de protection des espèces animales	Existence d'une stratégie de protection	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	530	150	130	110	70	70
Action 9.4.8: Atténuer les effets des conflits homme-faune sur les populations	Nombre de sanctuaires de faunes aménagés Réduction des cas d'agression humaine Nombre de comités locaux de gestion de conflits	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	25 890	510	6 350	6 350	6 340	6 340
Action 9.4.9: Ré-ouvrir et organiser l'exercice de la chasse	Chasse autorisée	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	445	365	20	20	20	20
Action 9.4.10: Développer l'élevage des espèces animales sauvages	Nombre de fermes installées	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	10 000		2 500	2 500	2 500	2 500
Action 9.4.11: Promouvoir et développer l'écotourisme animalier	Nombre de campagnes de sensibilisations	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	7 112	2 364	1 187	1 187	1 187	1 187
Action 9.4.12: Mettre en œuvre les conventions internationales sur la biodiversité faunique	Nombre de conventions internationales appliquées	Rapport d'activité	Ministère des Eaux et Forêts	250	50	50	50	50	50
Extrant 9.5: La gestion intégrée des ressources en eau est renforcée	Nombre d'agences et organismes de bassin fonctionnels Niveau de pollution des ressources en eau			12 167	1 310	2 927	2 760	2 610	2 560
Action 9.5.1: Renforcer les capacités du CIAPOL en laboratoires et équipements pour l'analyse de la qualité des eaux	Quantité de matériels acquis par nature Nombre de laboratoires construits	Rapport d'activité	MINESUDD/CIAPOL	3 500	700	700	700	700	700
Action 9.5.3: Faire des publications scientifiques sur la qualité des ressources en eau	Nombre de publication scientifique	Rapport d'activité	MINESUDD/CIAPOL	50	10	10	10	10	10
Action 9.5.4: Renforcer le cadre institutionnel de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	Nombre de textes adoptés	Rapport d'activité JORCI	Ministère Eaux et Forêts	500	50	50	100	150	150
Action 9.5.5: Evaluer la quantité et la qualité des ressources en eau	Données périodiques disponibles Nombre de stations de suivi quantitatif et qualitatif mise en place	Rapport d'activité	Ministère Eaux et Forêts	3 450	200	950	1 050	650	600
Action 9.5.6: Protéger les ressources en eau	Taux de réduction des ressources en eau polluée	Rapport d'activité	Ministère Eaux et Forêts	2 967	300	517	650	750	750
Action 9.5.7: Mettre en place des outils de régulation de l'accès aux ressources en eau	Nombre d'outils de régulation Taux de conflits d'usage de l'eau	Rapport d'activité	Ministère Eaux et Forêts	1 700	50	700	250	350	350
Extrant 9.6: La lutte contre l'érosion côtière et les capacités d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique sont renforcées	*Taux de réduction de la longueur du recul du trait de côte *Taux de réduction des émissions de gaz à effet de serre			35 942	2 602	6 590	8 430	9 520	8 800
Action 9.6.1: Mettre en oeuvre le Plan stratégique pour la protection des zones côtières	Plan stratégique mis en œuvre	Rapport annuel de mis en œuvre	MINESUDD/RECHERCHE/PLAN	3 371	371	500	800	900	800
Action 9.6.2: Mettre en œuvre le Plan POLLUMAR	Plan mis en œuvre	Rapport annuel de mis en œuvre	MINESUDD/CIAPOL	900	100	200	250	250	100
Action 9.6.3: Elaborer la stratégie REED+	Stratégie REED+ disponible	Rapport d'activité	REDD+	476	76	100	100	100	100

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 9.6.4: Mettre en œuvre le Plan d'Investissement FORESTIER (PIF) dans le Sud-Ouest et le Bélier	PIF disponible	Rapport annuel de mis en œuvre	REDD+	12 500	500	2 000	3 500	3 500	3 000
Action 9.6.5: Mettre en œuvre le programme de réduction des émissions	Programme fonctionnel	Rapport annuel de mis en œuvre	REDD+	15 000	1 000	3 000	3 000	4 000	4 000
Action 9.6.6: Préparer l'accès à la Côte d'Ivoire aux financements climatiques pour une transition vers une économie verte résiliente au changement climatique	Document de plaidoyer disponible	Rapport d'activité	MINESUDD/PNCC	200	40	40	40	40	40
Action 9.6.7 : Améliorer la résilience des populations au changement climatique, par accès à l'information climatique pour une meilleure intégration du changement climatique dans les politiques nationales et sectorielles de développement	Nombre de sensibilisations	Rapport d'activité	MINESUDD/PNCC	220	40	60	40	40	40
Action 9.6.8: Elaborer le plan national d'adaptation aux changements climatiques	Plan disponible	Rapport d'activité	MINESUDD/PNCC	25	25	-	-	-	-
Action 9.6.9: Mettre en œuvre le projet OZONE	Projet opérationnel	Rapport de mis en œuvre	Projet Ozone	250	50	50	50	50	50
Action 9.6.10: Renforcer les capacités des acteurs pour la prise en compte des questions de climat dans l'élaboration des plans/programmes et stratégies sectoriels	Nombre d'agents formés	Rapport d'activité	Bureau Technique Changement Climatique	200	20	50	50	40	40
Action 9.6.11: Institutionnaliser un mécanisme national d'inventaire de gaz à effet de serre	Textes adoptés	JORCI	Bureau Technique Changement Climatique	300	50	60	70	60	60

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 9.6.12: Poursuivre la préparation de la Côte d'Ivoire en vue de la mise en œuvre des actions identifiées dans les Contributions Prévues déterminées au niveau National (INDC) sur le climat	Document pays disponible	Rapport d'activité	Bureau Technique Changement Climatique	600	100	150	150	100	100
Action 9.6.13: Elaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (NAMA)	Stratégie nationale d'atténuation opérationnelle	Rapport de mis en œuvre	Bureau Technique Changement Climatique	500	50	100	100	120	130
Action 9.6.14: Elaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale de réduction des polluants atmosphériques de courte durée de vie (SLCPs)	Stratégie nationale opérationnelle	Rapport de mis en œuvre	Bureau Technique Changement Climatique	500	50	100	100	120	130
Action 9.6.15: Réaliser des activités habilitantes pour la préparation de la Quatrième Communication Nationale sous la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC)	Nombre d'activités réalisées	Rapport d'activité	Bureau Technique Changement Climatique	400	80	80	80	80	80
Action 9.6.16: Produire un rapport biennal (tous les deux ans) actualisé d'inventaire de gaz à effet de serre	Rapport disponible	Rapport d'activité	Bureau Technique Changement Climatique	500	50	100	100	120	130
Extrant 9.7: Les filières vertes et le développement durable sont renforcés	Nombre d'emplois verts créés			1 060	180	250	210	210	210
Action 9.7.1: Promouvoir la responsabilité sociétale des organisations (RSO)	Proportion organisations engagées dans la responsabilité sociétale	Rapport d'activité	DGDD/DEVRS	100	20	20	20	20	20
Action 9.7.2: renforcer le système de comptabilité et de fiscalité environnementale	Bilan carbone disponible	Rapport d'activité	DEVRS	60	20	40			
Action 9.7.3: Mettre en œuvre les achats publics durables	Existence d'un code des marchés publics prenant en compte les questions de développement durable	JORCI	DGDD	100	20	20	20	20	20
Action 9.7.4: développer les compétences des acteurs dans les filières et technologies vertes	Nombre d'acteurs formés	Rapport d'activité	DEVRS	100	20	20	20	20	20
Action 9.7.5: insérer les jeunes dans les métiers verts	Nombre de jeunes insérés	Rapport d'activité	DEVRS	700	100	150	150	150	150
Extrant 9.8: La protection durable de l'environnement est renforcée	*Nombre de dispositifs de protection fonctionnels *Proportion de sites vulnérables protégés *Fréquence de la diffusion des rapports sur l'état de l'environnement			57 800	7 026	16 754	17 854	11 514	4 652

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 9.8.1: Construire et équiper les locaux du CIAPOL, de l'OIPR, de l'ANDE, de l'ANASUR, de la brigade de salubrité et de la Bourse des Déchets	Nombre de locaux construit et équipés	Rapport d'activité	CIAPOL/OIPR/ANDE/ANASUR/BRIGADE/DGSU/DOSULN	30 400	1 040	9 120	10 640	7 600	2 000
Action 9.8.2: Restaurer les écosystèmes dégradés	Proportion d'écosystème restaurés	Rapport d'activité	CIAPOL	3 950	1 000	1 000	700	700	550
Action 9.8.3: Gérer durablement les pesticides et les intrants obsolètes	Quantité de pesticides et les intrants obsolètes traités	Rapport d'activité	DGE/PNPC	14 000	3 000	4 500	4 500	1 500	500
Action 9.8.4: Evaluer et gérer les risques liés aux produits chimiques	Existence d'un mécanisme fonctionnel de gestion des risques	Rapport d'activité	DGE/PNPC	6 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Action 9.8.5: Développer les stations de mesure et d'analyse de la qualité des matrices environnementales (eau, air, sol)	Nombre de stations de mesure et d'analyse de la qualité des matrices environnementales fonctionnelles	Rapport d'activité	CIAPOL	1 860	372	500	500	300	188
Action 9.8.6: Mettre en œuvre le système d'information environnemental (SIE)	Système d'information environnementale fonctionnelle	Rapport d'activité	DID	1 000	300	300	200	100	100
Action 9.8.7: Mettre en place le portail du développement durable/RSE	Existence d'un portail du développement durable fonctionnel	Rapport d'activité	DGDD	70	10	30	10	10	10
Action 9.8.8: Renseigner les indicateurs de développement durable	Indicateurs renseignés	Rapport d'activité	DGDD	120	24	24	24	24	24
Action 9.8.9: Rendre opérationnel le Cadre Permanent de concertation	Cadre Permanent de Concertation opérationnel	Rapport d'activité	MINESUDD/OBSERVATOIRE	400	80	80	80	80	80
Extrant 9.9 : Les risques de catastrophes sont réduits	Taux de réduction des zones à risque Fréquence des publications sur les risques de catastrophe			4 182	727	845	870	845	895
Action 9.9.1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe (RRC) dans les programmes, projets et plan de développement	Proportion de programmes, projets et plan de développement intégrant la réduction des risques de catastrophes	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	125	25	25	25	25	25
Action 9.9.2: Elaborer les indicateurs nationaux de vulnérabilité aux risques naturels	Indicateurs renseignés	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	130	50	20	20	20	20
Action 9.9.3: Elaborer une cartographie des risques naturels sur l'étendue du territoire	Document de document de cartographie disponible	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	200	50	50	50	50	
Action 9.9.4: Mettre en place des Systèmes d'Alerte Précoce multirisques	Existence de systèmes d'alerte précoce	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	1 500	200	300	300	300	400
Action 9.9.5: Mettre en place un cadre approprié pour le partenariat Public Privé	Existence d'un cadre approprié de partenariat public-privé	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	50	25	25			
Action 9.9.6: Faire une évaluation complète des risques naturels sur toute l'étendue du territoire	Rapport d'évaluation disponible	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	150	100	25	25		
Action 9.9.7: Rendre fonctionnel la plate forme nationale RRC	Plateforme opérationnel	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	1 527	177	300	350	350	350
Action 9.9.8: Sensibiliser les populations sur la réduction des risques de catastrophes	Nombre de séances de sensibilisation des risques organisées	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	500	100	100	100	100	100

CADRE DE RÉSULTATS

RESULTAT STRATEGIQUE 5 : RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions F CFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
RESULTAT D'IMPACT: L'insertion économique et l'intégration régionale et internationale sont renforcées	Indicateur 1 : Part de la CI dans les exportations mondiales Indicateur 2 : Part de la CI dans le PIB sous-régional et régional Indicateur 3 : Taux de couverture diplomatique			1 640 058	317 085	404 955	381 294	310 446	226 278
EFFET 1 : La Côte d'Ivoire joue un rôle accru dans l'intégration régionale	Contribution de la CI dans les Organisations régionales et sous-régionales			663 289	10 262	205 369	194 707	149 468	103 484
EXTRANT 1.1 : Le cadre institutionnel et réglementaire national de gestion de l'intégration régionale est renforcé	- Pourcentage de textes communautaires ratifiés - Nombre d'infrastructures réalisées			22 787	300	4 092	7 570	5 415	5 410
Action 1.1.1 : Assurer la mise en cohérence des politiques nationales avec les politiques régionales			MIAIE/MEMAE	1 270	40	510	240	240	240
Action 1.1.2 : Accélérer la transposition des textes communautaires dans le droit national et prendre des textes nationaux d'application	Nombre de textes communautaires ratifiés		MPMEF/MIAIE/ME MAE	180	30	60	30	30	30
Action 1.1.3 : Renforcer le cadre institutionnel de gestion de l'intégration africaine			MIAIE	21 337	230	3 522	7 300	5 145	5 140
EXTRANT 1.2 : La contribution de la Côte d'Ivoire à l'intégration économique et monétaire en Afrique est renforcée	Volume des flux économiques et financiers de la Côte d'Ivoire sur les marchés régionaux		MIAIE	8035	1435	1836	1587	1588	1589
Action 1.2.1 : Intensifier la mobilisation des capitaux sur les marchés financiers et bancaires			MIAIE	535	125	176	77	78	79
Action 1.2.2 : Faciliter la libre circulation des biens, services et des facteurs de production (personnes et capitaux)			MIAIE	7 250	1 260	1 610	1 460	1 460	1 460
Action 1.2.3: Renforcer la mise en œuvre de l'ensemble des volets nationaux des politiques de convergence économique et monétaires en Afrique de l'Ouest	Niveau de transposition des actes communautaires de l'UEMOA relatifs à la libre circulation des personnes et des biens		MPMEF/MIAIE	250	50	50	50	50	50
EXTRANT 1.3 : La participation de la Côte d'Ivoire aux mécanismes communs de prévention, de gestion des conflits et crises humanitaires est renforcée	Niveau de réalisation des engagements pris par la CI au cours des sommets extraordinaires sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest			773	58	250	155	155	155
Action 1.3.1: Intensifier la lutte contre la traite des personnes			MIAIE	318	3	150	55	55	55
Action 1.3.2: Contribuer à l'intensification de la lutte contre le terrorisme, la circulation illicite des armes en Afrique			MIAIE	305	25	70	70	70	70

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions F CFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.3.3: Accroître la participation de la Côte d'Ivoire aux opérations de maintien de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest			MIAIE	50	10	10	10	10	10
Action 1.3.4: Renforcer les capacités des acteurs nationaux à la prévention et à la gestion des situations de crises humanitaires à effets régionaux			MIAIE	100	20	20	20	20	20
EXTRANT 1.4 : La mise en œuvre des volets nationaux des politiques sectorielles communes est renforcée	Niveau de mise en œuvre des volets nationaux de la feuille de route des politiques sectorielles communautaires			631 695	8 469	199 191	185 395	142 310	96 330
Action 1.4.1: Mettre en œuvre des pôles économiques de développement			MIAIE	355 000	1 000	142 000	142 000	50 000	20 000
Action 1.4.2: Assurer l'interconnexion en infrastructures communautaires des Etats (Energie, Mine, Routes, Autoroutes, Télécommunication, gaz)	Niveau d'interconnexion des infrastructures (route, électricité, chemin de fer, aérien, hydrocarbure)		MIAIE	550	30	130	130	130	130
Action 1.4.3: Développer des Programmes Communautaires de Développement Humain (Santé, Education, Emploi, Sport, Culture et Genre)	Niveau de réalisation des recommandations de l'étude "portant impact socio-économique de la culture sur le développement des Etats"		MIAIE	10 255	6 189	3 861	205	-	-
Action 1.4.4: Développer des Programmes Communautaires de Développement Durable (Agriculture, Environnement, Eaux et Forêts)	Niveau de réalisation des aspects régionaux du PNIA		MIAIE	405	30	65	280	30	-
Action 1.4.5: Contribuer à la mise en œuvre des Programmes de Coopération et de développement Transfrontaliers			MIAIE	265 485	1 220	53 135	42 780	92 150	76 200
EFFET 2 : L'éco-diplomatie et la coopération internationale facilitent l'attraction des investissements et la visibilité				496 808	190 768	106 108	96 218	67 607	36 107
EXTRANT 2.1: L'éco-diplomatie est développée	Nombre de textes relatifs à l'éco-diplomatie adoptés et mis en œuvre Evolution des IDE			6 760	1 317	1 377	1 342	1 502	1 222
Action 2.1.1: Promouvoir les partenariats économiques stratégiques (Asie, Moyen orient, Amérique du sud, etc.)	Nombre d'accords de partenariats économiques et stratégiques signés et mis en œuvre par an		MEMAE	2 700	500	540	540	700	420
Action 2.1.2: Définir le cadre institutionnel et les stratégies de l'éco-diplomatie	Nombre de textes relatifs à l'éco-diplomatie adoptés et mis en œuvre		MEMAE	50	15	35	-	-	-
Action 2.1.3: Améliorer le dialogue avec tous les acteurs impliqués dans la promotion de l'action économique extérieure (secteur privé et Etat)	Nombre de missions de prospection économique et commerciale conjointes et suivies		MEMAE	10	2	2	2	2	2

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions F CFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.1.4: Promouvoir la mobilisation des ressources financières extérieures	Nombre d'accords de partenariats économiques et stratégiques signés et mis en œuvre par an		MEMAE	1 500	300	300	300	300	300
Action 2.1.5 : Intensifier le lobbying et la promotion de la destination Côte Ivoire (promotion commerciale, organisation et animation de forum, etc.)	Nombre de rencontres (atelier, sommet, conférence, séminaire) internationales de haut niveau organisée en CI		MEMAE	2 500	500	500	500	500	500
EXTRANT 2.2 : Les Services de Promotion Economique Extérieure (SPEE) de la Côte d'Ivoire sont développés	Nombre de Services de promotion économique fonctionnels	Rapport d'activités DGE		6 823	1 886	1 961	2 086	445	445
Action 2.2.1 : Adopter le cadre Institutionnel et règlementaire des Services de Promotion Economique Extérieure	Decret de création arrêtés de fonctionnement adoptés	Rapport d'activités DGE	MPMEF	50	50	-	-	-	-
Action 2.2.2 : Poursuivre l'installation des Services de Promotion Economique Extérieure dans les 18 zones économiques restantes	Nombre de Services de promotion économique créés	Rapport d'activités DGE	MPMEF	4 713	1 571	1 571	1 571	-	-
Action 2.2.3 : Renforcer les capacités opérationnelles de coordination et de suivi des activités des Services de Promotion Economique Extérieure	Nombre de services aux capacités techniques renforcées	Rapport d'activités DGE	MPMEF	2 060	265	390	515	445	445
EXTRANT 2.3 : L'outil diplomatique est modernisé	Proportion de représentations diplomatiques modernisées Niveau de satisfaction des usagers dans les représentations diplomatiques			340 720	105 400	85 190	75 170	53 100	21 860
Action 2.3.1: Renforcer le cadre institutionnel de la diplomatie	Nombre de textes adoptés		MEMAE	570	100	100	170	100	100
Action 2.3.2 : Améliorer le cadre de travail (acquisition, construction et réhabilitation de Chancelleries, résidences et logements)	<i>Nombre d'immeubles réhabilités, construits ou acquis par an</i>		MEMAE	320 360	100 000	80 000	70 000	50 000	20 360
Action 2.3.3: Renforcer les capacités des acteurs de la Diplomatie	Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité par an		MEMAE	11 400	3 000	3 000	3 000	2 000	400
Action 2.3.4: Renforcer la politique de communication et d'information (interconnexion du Departement central avec les services extérieurs)	<i>Taux de satisfaction des utilisateurs des systèmes d'information et de communication du MEMAE</i>		MEMAE	8 390	2 300	2 090	2 000	1 000	1 000
EXTRANT 2.4: La coopération bilatérale et multilatérale est renforcée	Taux de couverture diplomatique			138 700	81 500	16 800	16 800	11 800	11 800
Action 2.4.1: Améliorer le niveau de représentativité de la Côte d'Ivoire à travers le monde	Nombre d'Ambassades et représentations diplomatiques ouvertes par an		MEMAE	7 100	1 100	1 500	1 500	1 500	1 500
Action 2.4.2 : Renforcer les instruments de coopérations bilatérales et multilatérales (commissions mixtes, OI, ONG...)	Nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux signés et mis en œuvre par an		MEMAE	1 500	300	300	300	300	300

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions F CFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.4.3: Accroître la présence et le leadership de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux	Ratio de règlement des engagements financiers de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux Nombre de compétences ivoiriennes dans les organismes internationaux		MEMAE	130 100	80 100	15 000	15 000	10 000	10 000
EXTRANT 2.5 : La coopération internationale en matière d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable est renforcée	Nombre de conventions signées Niveau de financements mobilisés			1 050	110	230	270	210	230
Action 2.5.1: Assurer le suivi des accords internationaux en matière d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable	Nombre d'accords suivis	Rapport d'Activités	MESUDD/S CIMFE	750	50	150	170	180	200
Action 2.5.2: Renforcer les capacités des acteurs en matière de négociation et de mise en œuvre des accords internationaux dans les domaines d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable	Nombre d'acteurs formés	Rapport de formation	MESUDD/S CIMFE	150	30	30	30	30	30
Action 2.5.3: Développer les stratégies de mobilisation des ressources financières	Nombre de nouvelles activités financées	Rapport d'Activités	MESUDD/S CIMFE	150	30	50	70	-	-
EXTRANT 2.6: Les potentialités culturelles et touristiques de la Côte d'Ivoire sont promues sur la scène internationale	Nombre de visas touristiques délivrés par les Représentations diplomatiques et Consulaires Nombre de participations de la Côte d'Ivoire aux foires et événements culturels internationaux			2 755	555	550	550	550	550
Action 2.6.1: Instituer un cadre d'échange avec les structures en charge des questions culturelles et touristiques	Cadre interministériel d'échange mis en place		MEMAE/MCF	50	10	10	10	10	10
Action 2.6.2: Renforcer l'action de la Diplomatie en matière de promotion culturelle et touristique de la Côte d'Ivoire	Nombre d'activités culturelles à l'étrangers Nombre de troupes ivoiriens participant aux festivals culturels internationaux	Rapport d'activités DFCC Rapport MCF	MEMAE/MCF	2 500	500	500	500	500	500
Action 2.6.3 : Vulgariser la Francophonie auprès des populations ivoiriennes	Nombre de clubs de la Francophonie installés dans les lycées et universités	Rapport d'Activités du CNF	MCF	205	45	40	40	40	40
EFFET 3 : L'accès aux marchés régionaux et mondiaux des produits et services de la Côte d'Ivoire est accru	Volume des exportations Nombre de marchés de destination des produits	Comptes nationaux		468 130	114 235	90 440	87 860	90 835	84 760
EXTRANT 3.1 : Les Services de Commerce Extérieur de la Côte d'Ivoire sont développés	Texte de création de la nouvelle agence disponible; Document relatif à l'accord de siège;	Rapport d'activités DGE		4600	700	3000	300	300	300
Action 3.1.1 : Créer une agence de promotion des échanges commerciaux dénommée « Côte d'Ivoire Export »	Texte de création de la nouvelle agence disponible	Rapports d'activités	APEXCI MINISTERE COMMERCE	750	250	500	-	-	-
Action 3.1.2 : Délocaliser l'ICCO à Abidjan	Document relatif à l'accord de siège	Rapports d'activités	DOCPB	2 250	250	2 000	-	-	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions F CFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.1.3 :Réorganiser la Copal	Acte d'engagement signé par les pays membres	Rapports d'activités	DOCPB	750	150	300	100	100	100
Action 3.1.4 : Publier les tendances du marché international sur les produits de base avec la connexion reuters	Nombre de publications réalisées	Rapports de publication	DOCPB	850	50	200	200	200	200
EXTRANT 3.2 : Les accords commerciaux internationaux sont mis en œuvre	Pourcentage d'accords mis en œuvre	Ministère du Commerce et MIAIE	MIAIE/MC	407 025	81 485	81 385	81 385	81 385	81 385
Action 3.2.1 : Mettre en œuvre les accords de l'OMC (Accord de facilitation des échanges de Bali, Indonésie)	Nombre d'accords de l'OMC mis en œuvre	Rapports d'évaluation	DCISR	1 350	270	270	270	270	270
Action 3.2.2 : Mettre en œuvre l'Accord de Partenariat Economique (Afrique de l'Ouest/UE)	Volume de marchandises exportées dans le cadre de l'APE	Rapport d'activités	DPAEX	403 000	80 600	80 600	80 600	80 600	80 600
Action 3.2.3 : Mettre en œuvre l'AGOA et le MCC	Volume de marchandises exportées dans le cadre de l'AGOA	Rapports d'activités	DPAEX	1 575	315	315	315	315	315
Action 3.2.4 : Réaliser une étude d'impact des accords commerciaux internationaux sur l'économie ivoirienne	Rapport d'études disponible	Rapports d'étude	DCISR	100	100	-	-	-	-
Action 3.2.5 : Appuyer la mise en œuvre des accords de l'OMC (Accord de facilitation des échanges de Bali, Indonésie, Accord TFA de l'OMC- Dispositions de la catégorie C, Accord de l'OMC sur le commerce des services, Accord de l'OMC sur les Obstacles Techniques au Commerce)	Nombre de formations organisées	Rapports d'évaluation	DCISR	500	100	100	100	100	100
Action 3.2.6 : Renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du Comité National Interinstitutionnel Consultatif de l'OMC (CNIC-OMC)	nombre de réunions réalisées	PV de réunions	DCISR	500	100	100	100	100	100
EXTRANT 3.3: L'accroissement des parts de marché de la Côte d'Ivoire dans le commerce mondial est facilité	Taux de croissance des échanges	Comptes nationaux		56 505	32 050	6 055	6 175	9 150	3 075
Action 3.3. 1: Appuyer le développement des exportations des filières prioritaires identifiées dans la SNE	Taux de croissance des petits opérateurs organisant leur première opération à l'export	Statistiques nationales	CNE	23 025	15 125	2 600	2 400	1 675	1 225
Action 3.3.2 :Améliorer le dispositif statistique (banque de données et vulgarisation)	Disponibilité de données périodes	(banque de données et vulgarisation)	CNE	12 805	5 750	1 705	1 025	2 475	1 850
Action 3.3.3 :Améliorer les mécanismes et outils de promotion et d'accès au financement	Taux de petits producteurs ayant accès aux services de micro-financement	Base de données	CNE	19 200	10 425	1 750	2 750	4 275	-
Action 3.3.4 :Améliorer la qualité et l'image des produits, y compris emballage	Taux d'accroissement de la demande des produits ivoiriens à l'exportation	Base de données	CNE	1 475	750	-	-	725	-

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions F CFA)				
					2016	2017	2018	2019	2020
EFFET 4 : La contribution des ivoiriens de l'extérieur au rayonnement et au développement de la Côte d'Ivoire est renforcée	Niveau de contribution des ivoiriens de l'extérieur dans l'économie			11 831	1 820	3 038	2 509	2 536	1 927
EXTRANT 4.1: Les conditions de vie des ivoiriens de l'extérieur sont améliorées	Proportion d'ivoiriens assistés			7 344	1 120	1 868	1 791	1 270	1 295
Action 4.1.1: Renforcer le cadre institutionnel de gestion des Ivoiriens de l'Extérieur			MIAIE	2 489	550	708	711	250	270
Action 4.1.2: Disposer d'une monographie actualisée des Ivoiriens de l'Extérieur	Proportion de données disponibles sur les ivoiriens de l'extérieur		MIAIE	355	70	160	80	20	25
Action 4.1.3: Renforcer l'assistance aux ivoiriens de l'extérieur	Montant de l'aide accordée aux ivoiriens indigents de l'extérieur		MEMAE/MIAIE	4 500	500	1 000	1 000	1 000	1 000
EXTRANT 4.2: La participation des ivoiriens de l'extérieur aux efforts de développement de la Côte d'Ivoire est intensifiée	Volume d'investissement des ivoiriens de l'extérieur en Côte d'Ivoire			4 487	700	1 171	718	1 266	632
Action 4.2.1: Promouvoir les opportunités économiques auprès des ivoiriens de l'extérieur	Nombre de missions de sensibilisations réalisées		MIAIE	169	25	29	33	38	44
Action 4.2.2: Développer des produits adaptés aux besoins d'investissement des Ivoiriens de l'Extérieur	Nombre de produits présentés pour les besoins de la diaspora		MIAIE	161	45	47	20	23	26
Action 4.2.3: Faciliter la mobilisation des compétences des Ivoiriens de l'Extérieur			MIAIE	507	130	95	165	56	62
Action 4.2.4: Organiser des Forums avec les Ivoiriens de l'Extérieur	Nombre de forum organisé		MIAIE	3 650	500	1 000	500	1 150	500

CADRE DE RÉSULTATS

RESULTAT STRATEGIQUE	Budget	Côuts annuels				
	2016-2020	2016	2017	2018	2019	2020
TOTAL PND 2016-2020	38 871 720	6 715 018	7 632 116	7 959 215	8 178 008	8 367 364
RESULTAT STRATEGIQUE 1: RENFORCEMENT DE LA QUALITE DES INSTITUTIONS ET DE LA GOUVERNANCE	2 550 461	743 162	507 686	453 220	435 273	411 120
RESULTAT STRATEGIQUE 2: ACCELERATION DU DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET PROMOTION DU BIEN ETRE SOCIAL	5 980 152	1 348 253	1 138 540	1 175 819	1 183 026	1 134 513
RESULTAT STRATEGIQUE3 : ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE PAR L'INDUSTRIALISATION	14 967 791	1 690 245	2 754 167	2 778 889	3 234 468	4 510 022
RESULTAT STRATEGIQUE 4 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HARMONIEUSEMENT REPARTIES SUR LE TERRITOIRE NATIONAL ET PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT	13 733 259	2 616 273	2 826 768	3 169 993	3 014 795	2 085 430
RESULTAT STRATEGIQUE 5 : RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	1 640 058	317 085	404 955	381 294	310 446	226 278